

MADAGASCAR

Revue de Presse novembre 2009

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
04/11/09 : début laborieux des négociations. Marc Ravalomanana boude la 1ère rencontre.....	02
06/11/09 : vive tension au 3ème jour du Sommet. Andry Rajoelina claque la porte. Menaces de sanctions de l'UE	07
08/11/09 : accord aux forceps entre mouvances sur le partage du pouvoir, une troïka à la tête de la Transition.....	09
10/11/09 : la France, premier pays à reconnaître officiellement le régime de Transition	13
14/11/09 : guerre de tranchées pour la formation du gouvernement Mangalaza	20
18/11/09 : de jeunes officiers revendiquent l'attribution des ministères de souveraineté à la mouvance Rajoelina.....	25
20/11/09 : les prisonniers politiques source de controverses, débats au sein de la société civile sur la participation au CES.....	29
22/11/09 : échec confirmé des pourparlers pour la constitution du gouvernement.....	33
26/11/09 : l'armée somme les mouvances de former rapidement un gouvernement, le GIC convoque les mouvances.....	38
27/11/09 : un Conseil des ministres atypique, sans Premier ministre et sans l'un des 2 co-présidents	39
30/11/09 : vers un « Maputo III » ?	42
Droits humains, gouvernance	43
Victimes du 7 février, mauvais traitements au Liban, vente d'enfants, examen du rapport de Madagascar sur les DESC, Parlement européen et droits de l'homme, UNICEF, IPC 2009	
Actualité économique	47
Impacts économiques de la crise politique	47
Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	48
Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles	51
Sécurité alimentaire - Relations avec le groupe Tiko	56
Divers	57

LA CRISE POLITIQUE

1^{er} & 2 novembre : le rendez-vous d'Addis-Abeba du 3 novembre, censé discuter de la clé de répartition des institutions transitoires, s'annonce difficile. Manifestations dispersées.

Toliara : manifestations dispersées. La « 5^{ème} mouvance », proche de Monja Roindefo, d'une part, et les partisans de Marc Ravalomanana, d'autre part, n'ont pu tenir leur meeting. Les manifestations n'avaient pas été autorisées. La communication téléphonique avec l'ancien président a dû être interrompue. La « Mouvance patriotique » a promis de revenir à la charge, en essayant d'obtenir l'autorisation du chef de district. Ses animateurs mettent en garde le gouvernement en cas de refus : « *La liberté d'expression fait partie de la démocratie si l'on se réfère aux textes avec lesquels nous avons pris des engagements. Le fait de refuser un tel droit peut mener très loin, même au niveau international* », ont-t-ils prévenu, faisant allusion à de possibles recours en justice.

Sommet d'Addis-Abeba

Andry Rajoelina vise les ministères de souveraineté. « *Ceux qui dirigeront les ministères de souveraineté devront être désignés par le président car ils devront être ses proches collaborateurs* », a-t-il lancé. Cette revendication a été contrée par Manandafy Rakotonirina. Andry Rajoelina a confirmé son refus de voir son titre de président de la Transition [décerné le 6 octobre au Carlton par la communauté internationale] remis en question dans la capitale éthiopienne. « *Même le ministre français de la Coopération a annoncé devant l'Assemblée nationale la déclaration de reconnaissance de son pays* » a-t-il déclaré. [cf. RP d'octobre]. Le chef de délégation

Ravalomanana, Fetison Rakoto Andrianirina, a répliqué : « *Tout le monde fait de la spéculation. Rien ne sera applicable sans la signature des quatre parties* ».

Une délégation très politique pour Marc Ravalomanana, qui a choisi une armada de politiciens chevronnés pour l'assister. Députés et sénateurs ont pris la place des techniciens qui l'entouraient à Maputo. L'ancien chef de l'État se prépare à une âpre bataille politique. « *Pour l'instant, nous n'avons pas de liste de ministrables. Nous allons à Addis-Abeba pour évoquer, entre autre, le cas de la présidence de la Transition* », a confirmé Fetison Andrianirina. Le rendez-vous censé discuter de la clé de répartition des institutions transitoires s'annonce difficile. « *Dada* », lors d'un discours par téléphone au Magro, a adressé un message sévère à l'endroit des médiateurs du GIC, et particulièrement des représentants de l'UA. « *En tant que simples fonctionnaires des organisations internationales, ils devraient faire preuve de neutralité dans leurs entreprises* », a-t-il affirmé.

Manandafy Rakotonirina : « *La France soutient les putschistes* ». Le Premier ministre des « *légalistes* », qui affirme être le seul Premier ministre légal, « *nommé par un président élu démocratiquement* », soupçonne la France d'avoir financé le coup d'Etat. Au cours d'une intervention télévisée, il a notamment affirmé que « *depuis le début de la crise, les Français ont toujours soutenu Andry Rajoelina et ses proches collaborateurs au sein de ce régime transitoire* ». Et de déclarer que « *la France a même recommandé la nomination du Premier ministre de consensus, Mangalaza Eugène. Et ce, dans le but de défendre les intérêts français dans la Grande Ile* ».

Recrudescence des attaques armées sur les routes nationales : l'association des transporteurs reste impuissante, les mesures antigang ne sont pas efficaces. L'aménagement d'aires de repos sécurisées par les forces de l'ordre est prévu sur les nationales, mais celles-ci ne sont pas encore fonctionnelles, faute de financement.

Occupations illicites et squattérissations de terrains publics. Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation a dû prendre des mesures conservatoires pour faire face à la dépossession de terrains appartenant aux ministères et aux collectivités locales. Toute désaffectation au profit de tierce personne est suspendue pendant la Transition, les ministères concernés doivent déployer tous les moyens en leur possession pour éviter les occupations illicites et les squattérissations. Ces mesures à court terme visent aussi à éviter les délits d'initié.

3 novembre : début du nouveau round de négociations à Addis-Abeba. La tension est à son comble entre les principaux adversaires. L'issue de la réunion reste incertaine.

Le Sommet de la dernière chance d'Addis-Abeba s'ouvre dans un climat de grande incertitude. « *Je ne sais plus de quoi on va discuter là-bas. J'ai comme l'impression qu'on tourne en rond* », se lamente un participant, las d'aller d'un pays à l'autre. La mouvance Ratsiraka, représentée par une délégation de 20 personnes, contre 10 chacune pour les trois autres, compte batailler ferme dans la répartition des sièges au sein du gouvernement d'union nationale. Les mouvances Ratsiraka et Ravalomanana insistent sur la nécessité de redéfinir les Accords du Carlton du 6 octobre ; les mouvances Rajoelina et Zafy affirment au contraire que l'on ne devrait plus les remettre en cause. Marc Ravalomanana se déclare prêt à collaborer avec Andry Rajoelina si ce dernier démissionne de la fonction de président de la Transition. Il a interpellé à son arrivée Ablassé Ouedraogo, l'émissaire de l'UA : « *Je suis très fâché contre vous* ». Celui-ci avait déclaré dans une conférence de presse que la présidence de la Transition n'était plus à discuter. « *Ablassé Ouédraogo est venu m'accueillir. Je lui ai dit de partir. Vous êtes consultant, vous n'avez pas le droit de tenir une conférence de presse* » a déclaré

l'ancien président, qui aurait demandé au président de la Commission de l'UA, Jean Ping, qu'il soit écarté des négociations. Ravalomanana a laissé entendre qu'il vise plusieurs ministères-clés, comme la mouvance Rajoelina, qui revendique lui aussi les ministères de souveraineté. La mouvance Zafy condamne, d'une part, l'irréalisme de Marc Ravalomanana, et fustige, d'autre part, le manque d'objectivité d'Andry Rajoelina. « *Remettant en question les nominations du 6 octobre, Ravalomanana n'est pas réaliste* », a martelé Emmanuel Rakotovahiny. Tandis que Serge Radert, de la même mouvance, de déplorer : « *Rajoelina demande l'impossible en revendiquant les ministères de souveraineté* ». « *Nous nous opposons à cette revendication* », a-t-il averti. A son départ, Andry Rajoelina a exprimé sa détermination à ne plus se laisser faire. « *Je ne cèderai plus et ne reculerai plus d'un pouce ! J'ai assez fait et j'entends me faire respecter et respecter les aspirations du peuple* », a-t-il fait comprendre. Il a déjà fait trop de concessions depuis Maputo I, a-t-il précisé.

Marc Ravalomanana a refusé de séjourner dans le même hôtel (Sheraton) que les 3 autres mouvances. Il a préféré s'installer au Hilton. Il a adressé une demande de protection rapprochée aux autorités éthiopiennes, qui ont accepté.

Au moins 135 millions Ar pour le jet privé d'Andry Rajoelina. *Midi* indique que le président de la HAT n'a pas pris l'avion mis gratuitement à disposition de toutes les délégations en partance pour Addis-Abeba, il a opté pour le jet privé qu'il utilise fréquemment dans ses déplacements aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Officiellement, le coût est pris en charge par le gouvernement.

19 officiers supérieurs et généraux des forces armées, dont 3 ministres, élevés au grade supérieur. La décision a été prise lors du Conseil des ministres dirigé par Andry Rajoelina, juste avant son départ pour le Sommet d'Addis-Abeba. L'époux du Premier ministre par intérim, Cécile Manorohanta, figure dans la liste. Le général Claude Ravelomanana, secrétaire d'État à la gendarmerie, monte aussi en grade. Mais après la présente promotion, le vice-amiral Hyppolite Rarison Ramarason devenu vice-amiral d'escadron reste encore le plus haut gradé des militaires en service. Il était parmi les généraux à qui Marc Ravalomanana, avait conféré les pleins pouvoirs.

Toliara : la «cinquième mouvance» réussit à descendre dans la rue. Les forces de l'ordre qui avaient mis en place leur dispositif afin d'empêcher les manifestants de tenir un meeting sur la Place de la Démocratie, ont abandonné les lieux quand le cortège est arrivé.

4 novembre : Addis-Abeba - Début laborieux des négociations. Marc Ravalomanana boude la 1^{ère} rencontre.

L'UA renvoie dos à dos les dirigeants malgaches et les appelle à prendre leurs responsabilités. « *La situation actuelle à Madagascar est caractérisée par une lassitude quasi-générale ressentie légitimement au niveau de la population* », a rappelé M. Ping aux quatre chefs de file. « *La responsabilité des uns et des autres, devant l'Histoire, est pleinement engagée, et aucune considération particulière, aussi légitime fût-elle, ne saurait valoir devant la primauté indiscutable de l'intérêt général* », a-t-il estimé. En tant que doyen d'âge des chefs de file des mouvances, l'ancien président Zafy a prononcé un discours inaugural résumant l'enjeu de cette rencontre. « *Le peuple malgache souffre depuis plus de 7 mois, oscillant entre espoir et désespoir* », a-t-il dit avant de s'interroger : « *Est-ce que Madagascar sortira de la crise ? Si c'est oui, alors c'est la fête. Si c'est non, alors c'est un avenir sombre qui s'annonce dont on ne connaît pas la suite* ». L'ancien président n'a pas été tendre à l'égard des politiciens. « *Il faut dire que nous, politiciens, sommes tous responsables de cette situation. L'opinion nous reproche d'être trop pris par les querelles*

politiques. Les politiciens n'ont plus bonne presse. Il faut que cette réunion soit la dernière. Je n'ose pas imaginer un Addis-Abeba II ou III», a-t-il ajouté.

Selon des sources proches de la médiation, le principal obstacle à l'application des Accords est constitué par la position de M. Ravalomanana qui « cherche à reprendre le processus de négociations et d'attribution des postes depuis le début et à préserver ses intérêts économiques » dans la Grande Ile. Alain Ramaroson (mouvance Rajoelina), affirme que l'attitude de Marc Ravalomanana reste la seule source de blocage et qu'il va tout faire pour que le Sommet n'aboutisse pas. Pour Guy Rivo Randrianarisoa, au contraire, Marc Ravalomanana est prêt à explorer toutes les solutions pour résoudre la crise et à composer avec n'importe quelle mouvance, sauf sur la question de la présidence de la Transition.

« La principale avancée constatée au cours de cette 1^{ère} journée aura été ce chevet avec les mots « Premier ministre » posé devant le fauteuil dévolu à Eugène Mangalaza. Et l'entourage du GIC, interrogé sur ce point de protocole, de répondre que sur lui au moins, il y avait consensus. Et qu'il était donc logique de le matérialiser. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras... C'est à l'usure que les avancées s'obtiennent, et il apparaît clairement que l'équipe mixte de médiation est adepte de la politique des petits pas », commente Tribune.

Marc Ravalomanana a quitté la salle de réunion 15 mn après la cérémonie d'ouverture. Il a fait savoir qu'il n'y retournerait qu'à l'arrivée de Joachim Chissano, représentant de la SADC, prévue dans la soirée. La réunion a repris en soirée entre les médiateurs et les quatre chefs de mouvance exclusivement.

Tantely Andrianarivo interviewé par L'Express : « J'ai toujours fait de la politique ». L'ancien Premier ministre de Didier Ratsiraka, incarcéré en 2002, tombé malade puis exilé en France en 2004, fait partie pour la première fois de la délégation Ratsiraka. Il déclare notamment : « J'apporte mon appui au président Ratsiraka dans le processus actuel. [...] Nous avons convenus au sein de la mouvance que je ne participerai pas à l'Exécutif de la Transition ». Tantely Andrianarivo refuse de se prononcer sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle. Sa mouvance ne souhaite pas que soit remises en cause les nominations faites au Carlton le 6 octobre, notamment celle du Premier ministre Mangalaza. Une déclaration qui dément les rumeurs selon lesquelles la mouvance Ratsiraka proposera Tantely Andrianarivo comme Premier ministre, en remplacement d'Eugène Mangalaza qui n'a pas encore pris ses fonctions et se teint en retrait. Tantely Andrianarivo a fait savoir que le FMI aurait déjà réservé 1 milliard de DTS pour aider Madagascar à relancer son économie.

Jean-Eric Rakotoarisoa : « Crainte d'un mécontentement populaire ». « Les discussions ne devraient pas être reprises depuis le début, sinon, les gens vont finir par nous massacrer » c'est ce qu'a affirmé le juriste et consultant du GIC. Une déclaration faite à l'aéroport avant le départ pour Addis-Abeba. Le juriste fait appel au patriotisme des mouvances. « Il ne s'agit pas de personne mais de l'intérêt supérieur de la Nation », dit-il. Le Courrier rappelle que ce n'est pas la première fois que ce juriste membre de la société civile met en garde contre un éventuel soulèvement populaire. Sous le régime de Marc Ravalomanana, il a annoncé, à maintes reprises, la possibilité d'une explosion sociale, due à l'incompétence de l'opposition et à l'attitude du pouvoir en place. Ce qu'il craignait s'est produit le lundi 26 janvier 2009.

Le vote des citoyens malgaches de la diaspora relancé. L'«Alliance malagasy dispo» [ex Convention FIAP-Paris] exige que les citoyens malgaches résidant à l'étranger puissent participer aux élections présidentielle, sénatoriale et législative. Elle estime qu'ils doivent avoir leurs propres représentants au sein du Parlement. L'Alliance a par ailleurs l'intention de créer une Assemblée des malagasy de l'extérieur.

Anti-Addis-Abeba : mobilisation des « souverainistes ». Alors qu'une délégation de la diaspora favorable au retour de la « légalité » (connue sous le nom de GTT) a fait le déplacement à Addis-Abeba, la mobilisation contre les Accords de Maputo et le Sommet d'Addis-Abeba se poursuit. La « cinquième mouvance » ne veut pas lâcher prise. Après Toliara où elle a réussi à se faire connaître et à drainer dans son sillage de nombreuses organisations, elle compte étendre son mouvement à toutes les régions.

5 novembre : 2^{ème} jour du Sommet d'Addis-Abeba - «Maputo» remis en cause en dépit de la volonté des négociateurs. « Ça discute beaucoup, mais ça ne décolle pas ». Malgré le blocage persistant, des esquisses de solution sont explorées.

Remise en cause de la Charte de Maputo. En proposant respectivement une présidence bicéphale et un triumvirat incluant les mouvances Andry Rajoelina, Ravalomanana et Ratsiraka à la tête de l'exécutif de la Transition, Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka remettent en cause la Charte de Maputo. Jusqu'ici, Andry Rajoelina refuse de céder. «*Nous voulons une présidence bicéphale*», a déclaré Marc Ravalomanana. «*Seuls la Charte de Maputo et l'Accord du 6 octobre [attribuant la présidence à Rajoelina et consacrant Emmanuel Rakotovahiny et Eugène Mangalaza comme vice-président et Premier ministre] demeurent applicables*», a rétorqué Andry Rajoelina. Marc Ravalomanana a fait l'analyse suivante : «*Le blocage de la situation actuelle résulte de l'obstination de l'équipe de médiation à faire passer le schéma qu'elle a préétabli à Maputo I, repris à Maputo II d'où un échec partiel*». Il trouve «*inacceptable et anormal que la mouvance Ravalomanana étant l'un des principaux protagonistes, soit écartée des postes clés de la Transition, notamment la Présidence*».

Avant de suggérer une Présidence bicéphale, Marc Ravalomanana a réclamé pour sa mouvance la direction de la Transition. «*La mouvance Ravalomanana est en droit de réclamer le poste du président de la Transition*», a-t-il déclaré, ajoutant : «*je propose donc Manandafy Rakotonirina comme président de la Transition*». L'ancien chef de l'Etat est allé plus loin dans ses suggestions, en lançant le nom de Raymond Ranjeva comme président de la Transition, au cas où sa première proposition serait rejetée. Il a ouvert en même temps la porte aux négociations avec les anciens présidents Ratsiraka et Zafy pour les postes de vice-président et de Premier ministre. Il a pourtant «*oublié*» Rajoelina dans ses suggestions de discussions bilatérales. A priori, la proposition du nom de Manandafy Rakotonirina est apparue comme une manœuvre visant à introduire la question de la présidence dans l'ordre du jour. Par contre, le fait de sortir du chapeau le nom de Raymond Ranjeva, perçu, à tort ou raison, comme ayant des affinités avec Didier Ratsiraka, était un véritable clin d'œil à l'Amiral. Fetison Rakoto Andrianirina de la mouvance Ravalomanana a laissé entendre que Raymond Ranjeva avait déjà été contacté et avait accepté la proposition au nom de l'intérêt supérieur de la Nation.

Cependant, la volonté de débloquer la situation, malgré le coût de l'opération, semble l'emporter. En parallèle à la discussion sur la question cruciale de la présidence, les protagonistes ont commencé à évoquer la répartition des sièges au sein du gouvernement.

Tant du côté des Malgaches que de la médiation, personne n'a voulu faire de déclaration officielle. Le 3^{ème} jour de discussions débutera avec les mêmes blocages, mais avec toutefois certaines esquisses de solutions. Le camp Ravalomanana refuse que la Présidence soit accordée à Andry Rajoelina. Mais il y a visiblement des esquisses de solutions sur d'autres questions. Le scénario qui fait son chemin se serait un partage de la vice-présidence. Jusqu'à présent c'est la mouvance Zafy qui occupe ce poste. Mais le camp Ravalomanana qui n'a pour le moment aucune fonction exécutive pourrait s'y adjoindre. Dans ce cas, il faudrait définir la fonction car il ne s'agit aujourd'hui que d'un poste symbolique. Cette option, qui est loin d'être retenue, ne règle pas de toute façon la question de la présidence. Un nouveau

débat serait en outre apparu concernant le statut accordé à Marc Ravalomanana. Ce dernier vit actuellement en exil en Afrique du Sud. Mais il lui faut protéger ses nombreux intérêts financiers, lui qui est avant tout un homme d'affaires averti. Et pour l'instant il n'a pas franchement de garanties.

Un haut responsable de l'UA s'est montré peu optimiste, soulignant qu'il « *n'y a pas de percée. Ca discute beaucoup, mais ça ne décolle pas* ». Durant les huis clos, les délégués des différentes mouvances discutent dans les couloirs sans animosité apparente. Joaquim Chissano, ex-président mozambicain et chef de la médiation internationale a jugé positives les premières discussions entamées au soir du 1^{er} jour, évoquant des « *avancées* ». « *Ça a bien démarré, ils se parlent ouvertement, il y a des avancées même s'il y a des points de vue différents* », a-t-il déclaré, ajoutant : « *Il n'y a qu'un ordre du jour : trouver une solution* ».

Tiébilé Dramé a fait savoir que « *les négociations avancent et ne sont pas près d'être terminées* ». Et d'ajouter que « *la rencontre d'Addis-Abeba sera prolongée si besoin est* », ajoutant : « *la Charte de Maputo pourrait être retouchée si cela s'avérait nécessaire* ». Des annexes pourraient être ajoutées en cas de création de nouveau poste.

Selon Sobika, « une nouvelle donne apparaît : la présence de deux représentants de la France et des Etats Unis. Ainsi, une représentante du Département américain en charge des relations avec l'UA suit de près les négociations, tout comme Béatrice Lederle du Quai d'Orsay. Pour l'heure, si ces représentantes sont présentes en tant qu'observatrices, on ne pourra pas ignorer leur influence. Ainsi Béatrice Lederle rencontre les membres des mouvances et a par ailleurs demandé une audience à Marc Ravalomanana. Pour dire quoi ? Mystère ! »

Billet d'humeur de L'Express : nommons un Empereur. « *Il reste 24 heures aux quatre chefs de mouvance pour tenter de trouver un terrain d'entente et rentrer la tête haute, ou l'oreille basse, au pays. La dernière nuit pourrait être la meilleure conseillère à un Ravalomanana qui a l'habitude de prendre de grandes décisions dans ses songes. Aujourd'hui, on aimerait bien l'entendre dire qu'Hailé Sélassié, le Dieu des rastafaris éthiopiens, lui est apparu pour susurrer la solution miracle. Si on ne peut pas se mettre d'accord sur le nom d'un président, il suffit de le nommer Empereur. On pourra faire l'économie d'élections en série, de crises récurrentes et perpétuelles. Et puis, avec la réhabilitation du Rova de Manjakamiadana, incendié il y a 14 ans jour pour jour, il faudra bien en trouver un* ».

Le Palais de Mahazoarivo se vide progressivement. Une partie des employés de la Primature a quitté le Palais pour s'installer dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Mais le personnel est partagé entre les ordres reçus de Monja Roindefo et ceux du Premier ministre par intérim, Cécile Manorohanta.

Interview de Marc Ravalomanana : mise en cause des indo-pakistanaïses et mise au point sur l'affaire Daewoo. Dans un entretien avec le rédacteur en chef du quotidien « *Les Afriques* », il explique que sa chute est due aux *Karana*, d'origine indo-pakistanaïses, mais à 80% de nationalité française : « *Ils font 1,2% de la population mais détiennent l'essentiel du négoce. Ils se sont sentis menacés par la création du comité de lutte contre la corruption et ont réagi par la désinformation et en exploitant la détresse des plus pauvres pour les jeter dans la rue* ».

- Les terres agricoles cédées à la compagnie Daewoo : « *Ce sont de fausses informations. Un accord avec la compagnie Daewoo nécessite la ratification du Parlement. Nous étions encore en phase de négociations. C'est pourquoi, dès qu'il y a eu ces problèmes, Daewoo s'est déployé en République démocratique du Congo où elle a obtenu 4 millions d'ha.* »

- Andry Rajoelina : « *Je peux vous assurer que pendant la négociation à Maputo, le président Ratsiraka a dit « je veux bien avaler une grenouille vivante si cette personne arrive à résoudre les problèmes de Madagascar »* ».

Les dirigeants de l'Arema se disent déterminés à reconquérir le pouvoir et revendiquent la paternité du changement... Après 7 ans de traversée du désert, ses dirigeants préparent l'opinion pour une conquête du pouvoir par le biais des élections. Ils se sont montrés déterminés à rester fidèles au fondateur du parti, Didier Ratsiraka. Déclaration faite lors de la célébration du 73^e anniversaire de ce dernier. « *Le message du président Ratsiraka diffusé sur la chaîne Viva avait déclenché le mouvement populaire [...] Nous de l'Arema avons représenté une importante partie des manifestants sur la place du 13-Mai* », a déclaré l'un de ses leaders.

Les épouses des militaires ont appelé à une cérémonie religieuse pour la Patrie. La cérémonie s'est déroulée au Palais des Sports de Mahamasina sous la houlette de l'épouse du CEMGAM, le général Ndrianarijaona André, et dans tous les camps militaires du pays, sur le thème de la recherche de la paix sociale et de la sortie de crise. *Tribune* fait remarquer que ces cérémonies interviennent quelques jours après que le Conseil des ministres ait promu plus d'une vingtaine d'officiers supérieurs des forces armées et se demande s'il faut mettre ces promotions sur le compte d'une opération de fidélisation au gouvernement en place. Les hauts responsables de la gendarmerie, de leur côté, se sont réunis en vue de renforcer leur cohésion. Selon le Général Ravelomanana Claude, « *il importe que la solidarité, la fraternité et l'amitié règnent dans la Gendarmerie. Aucune rivalité ne doit exister, au détriment de la bonne renommée de la gendarmerie* ».

Le 73^{ème} anniversaire de Didier Ratsiraka célébré chaleureusement à Addis-Abeba. Les chefs de file des mouvances et les médiateurs ont souhaité un joyeux anniversaire à l'ancien président juste après minuit. Les négociations se sont interrompues, le temps pour les protagonistes et les médiateurs de chanter *happy birthday* en malgache, en français, en anglais et en espagnol.

6 novembre : vive tension au 3^{ème} jour du Sommet d'Addis-Abeba. Andry Rajoelina claque la porte. Aucun accord en vue sur la présidence de la Transition mais intenses marchandages sur la composition du gouvernement. Sanctions de l'UE en embuscade.

Andry Rajoelina claque la porte : coup de colère ou déclaration sincère ? A 1h30 du matin dans la nuit du 5 au 6, le président de la HAT a quitté abruptement la table des négociations en déclarant que si les autres mouvances ne voulaient pas de lui à la présidence, il partait, mais qu'elles devraient en assumer les conséquences. Il a également exigé une majorité relative au sein du gouvernement et des autres institutions de la Transition. Mettant la barre très haut, il s'était heurté au refus des autres parties. Son coup de colère a provoqué une vive réaction de Joaquim Chissano, qui a menacé à son tour de ne plus présider les négociations, déclarant, selon *Le Courrier* : « *Andry Rajoelina est un enfant mal élevé* ». Les négociations ont été suspendues mais devaient reprendre le lendemain, avec ou sans le président de la HAT. Zafy Albert a précisé : « *Nous allons continuer les négociations et nous allons signer avec ou sans le retour de la mouvance Rajoelina* ».

Au cours de cette journée, les 4 mouvances n'ont pas réussi à s'entendre sur le titulaire du poste de président de la Transition. Aussi pour ne pas perdre du temps et faire avancer malgré tout les discussions, les autres volets ont été abordés, notamment la répartition des postes gouvernementaux. Les discussions et marchandages ont traîné jusque tard dans la nuit.

Gouvernement d'union nationale : 7 ministères pour Zafy et Ravalomanana, 9 pour Rajoelina et 5 pour Ratsiraka. Au départ, le GIC avait proposé 13 portefeuilles pour la

mouvance Rajoelina, 7 pour la mouvance Ravalomanana et 4 pour chacune des deux autres mouvances. Ce partage n'ayant pas été accepté par les deux anciens présidents Zafy et Ratsiraka, il a été alors proposé 5 ministères par mouvance. Quant aux 8 sièges prévus pour la société civile, les médiateurs ont proposé qu'ils soient répartis entre les 4 mouvances, pour que chacune dispose de 7 ministères. Didier Ratsiraka a alors renoncé aux 2 ministères supplémentaires pour les céder à la mouvance Rajoelina. Ce « cadeau d'anniversaire » de l'Amiral [qui venait de fêter ses 73 ans] n'a pas convenu à Andry Rajoelina qui exigeait la majorité des sièges. Didier Ratsiraka aurait fait cette concession pour négocier en position de force une présidence collégiale de la Transition. Une formule partagée par Marc Ravalomanana qui a refusé le poste de second Vice-président proposé par Andry Rajoelina, celui-ci voulant évidemment être l'unique président. On peut supposer que ce type de marchandage sera encore de mise non seulement pour la répartition des ministères de souveraineté et des ministères-clés, mais aussi pour les autres institutions de la Transition. Y compris la Présidence, sujet dont l'examen a été différé...

Après la proposition de Marc Ravalomanana d'une présidence à deux, puis le triumvirat de Didier Ratsiraka, voici la présidence à quatre qui aurait été proposée par la mouvance Rajoelina. Dans cette formule, le poste de vice-président pourrait disparaître. Enième proposition de Didier Ratsiraka : une présidence « tournante ». Le GIC a proposé comme Acte additionnel à la Charte de Maputo la mise en place d'un pouvoir exécutif incluant deux vice-présidents désignés respectivement par les mouvances Ravalomanana et Zafy. Cette proposition a été refusée notamment par la mouvance Rajoelina.

Communiqué de la mouvance Ravalomanana sur l'acceptation d'une coprésidence de la Transition [extrait] : « le président Marc Ravalomanana a fait, dans le cours des pourparlers du 4 novembre 2009, une proposition majeure et positive de nature à asseoir la Transition conventionnelle souhaitée. Cette proposition, par ailleurs innovante et conforme en tous points à la Charte de Maputo qui exige une Transition neutre, consensuelle et inclusive, au surplus conforme à la tradition malgache du Fihavanana, consiste à mettre au sommet de l'Exécutif de la transition « une coprésidence ».

Bruxelles menace de suspendre son aide. Le Sommet a été marqué par la venue d'un émissaire spécial de l'UE. L'envoyé spécial de Bruxelles a été chargé de faire parvenir un message aux chefs de file et aux responsables de la médiation. L'UE souhaite voir les chefs de file s'entendre sur l'application des Accords de Maputo pour que Madagascar revienne dans le champ d'application de l'Accord de Cotonou. L'UE a menacé de suspendre 630 millions d'euros d'aide si les dirigeants n'arrivent pas à un compromis sur l'attribution des postes de la Transition. Dans un courrier adressé au président de la Commission de l'UA, Jean Ping, le Commissaire européen pour l'Aide au développement, Karel de Gucht, a rappelé que « le délai de 120 jours » pour que les parties malgaches arrivent à une solution était arrivé à son terme. La menace de sanctions est susceptible d'être mise à exécution dès le 6 novembre. Jean-Eric Rakotoarisoa, qui assiste au Sommet en tant que consultant a laissé entendre que la communauté internationale et les partenaires financiers de Madagascar exigent que le gouvernement de consensus soit fonctionnel sous huitaine.

Affaire de convoi d'armes les 24 et 25 octobre impliquant deux conseillers de Monja Roindifo : une semaine après leur audition primaire, les deux conseillers ont été convoqués par le doyen des juges d'instruction. Aucune information n'a filtré sur cette audition. 7 autres personnes ont déjà été auditionnées et une personne a été placée sous mandat de dépôt.

7 & 8 novembre : accord aux forceps «entre mouvances sur le partage du pouvoir». Signature d'un « Acte additionnel » aux Accords de Maputo. Une troïka est mise en place à la tête de la Transition. Le partage du pouvoir s'annonce délicat. La menace de sanctions internationales s'éloigne.

Les quatre chefs de file des mouvances politiques ont signé le 8 au matin un accord de partage du pouvoir pour la Transition qui doit aboutir à une élection fin 2010. Andry Rajoelina, Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka et Albert Zafy ont paraphé l'un après l'autre « l'Acte additionnel » aux Accords de Maputo signés le 9 août sous l'égide de la médiation. Cette signature est intervenue plus de quatre heures après l'annonce par la médiation d'un accord confirmant Andry Rajoelina comme président de la Transition exerçant les fonctions de chef de l'Etat mais lui adjoignant deux « co-présidents » issus respectivement des mouvances Ravalomanana et Zafy, Fetison Andrianirina et Emmanuel Rakotovahiny. Le poste de Vice-président, auparavant attribué à Emmanuel Rakotovahiny, a été supprimé d'un commun accord. Mais un nouveau blocage est apparu sur la répartition des 31 postes ministériels, notamment celui de la Justice, réclamés par la mouvance Ravalomanana et par M. Rajoelina. « L'attribution du ministère de la Justice à une mouvance, sera décidé au niveau du Conseil présidentiel. Comme pour la Défense, mais pour d'autres raisons, il faudra trouver quelqu'un de neutre pour ce poste », a expliqué un membre de la médiation.

Mamy Rakotoarivelo (mouvance Ravalomanana) a été désigné président du Congrès de la Transition. Chaque mouvance y sera représentée par 52 membres. Les 50 membres restants seront nommés par les trois co-présidents, avec priorité à la mouvance Ravalomanana qui a eu au moins 90 députés dans l'Assemblée nationale suspendue. La mouvance Rajoelina n'a pas encore fourni le nom du président du Conseil Supérieur de la Transition (CST) mais le nom de l'actuel vice-Premier ministre chargé des Affaires Etrangères, Ny Hasina Andriamanjato, a été avancé. Le choix d'Andry Rajoelina écarterait Monja Roindefo qui avait été pressenti, faute d'être le Premier ministre de consensus. Chaque mouvance aurait droit à 12 places au sein du CST. Les 17 places restantes seraient attribuées par les trois co-présidents et le PM Eugène Mangalaza, qui resterait Premier ministre.

Le médiateur en chef, Joaquim Chissano, a souligné que le dialogue a été « long et pénible », mais que cet Acte additionnel « n'est que la première page d'un livre d'or de l'avenir de Madagascar ». Andry Rajoelina a conclu la réunion par un discours dans lequel il a reconnu que « l'exercice n'était pas facile, et pourtant le résultat est là grâce aux concessions faites, à l'esprit de tolérance et surtout grâce à Dieu ».

Rien n'est précisé dans l'immédiat sur la manière dont s'articuleront les rapports entre le président et le « Conseil présidentiel » composé des deux co-présidents, qui doit se réunir chaque semaine. D'après une source proche des négociateurs, toutes les décisions futures devront être signées par les trois dirigeants. L'Accord conclu à Addis-Abeba prévoit aussi de lever les charges d'abus de pouvoir contre Marc Ravalomanana, ce qui pourrait permettre son retour d'Afrique du Sud. Les partisans de l'ancien président de la République se montrent impatients de le voir rentrer au pays, comme Manandafy Rakotonirina l'a récemment promis. La consigne a été donnée de renforcer les manifestations dans différentes circonscriptions pour préparer cette arrivée.

Cette entente entre les différentes factions politiques devrait ainsi avoir pour effet de lever, du moins progressivement, les sanctions prises par les partenaires et bailleurs de Madagascar, sinon à empêcher de nouvelles mesures négatives. Le tout jusqu'aux prochaines élections. Pour 2010, le pays a besoin de 500 millions de dollars pour financer ses projets de développement, selon le Ministère des finances et du budget.

L'UA a fait savoir que Madagascar resterait temporairement exclu de l'organisation, jusqu'à ce que le système de gouvernement soit mis en place et que ne se profilerait pas les élections dont l'Accord d'Addis-Abeba prévoit qu'elles devront avoir lieu avant la fin 2010.

« La sanction contre Madagascar n'est pas levée. Il faut d'abord que les institutions de transition soient mises en place et fonctionnent et qu'il y ait une feuille de route claire vers des élections », a déclaré Ramtane Lamamra, président du Conseil de paix et de sécurité de l'UA.

« Quid de la mise en pratique ? », s'interroge Madagate. « Car, comme d'habitude, chez les Malgaches plus particulièrement, cette solution va toujours amener son lot d'interprétations et il y aura encore plus de problèmes que d'autres solutions pour accélérer le processus de sortie de crise ».

Une coalition fragile. Pour Lydie Boka, spécialiste de Madagascar au sein du groupe de consultant en risque *StrategieCo*, la crise est loin d'être terminée. *« Je m'attends à ce que cette coalition soit fragile, qu'elle ait le 'sang chaud', que chaque camp tente de bloquer l'autre »,* dit-elle.

Des problèmes d'interprétation peuvent encore surgir : quelques heures seulement après l'Accord, des divergences d'appréciation étaient déjà perceptibles : pour Andry Rajoelina, *« Il y avait normalement un Vice-président, maintenant au lieu d'un Vice-président, il y aura deux co-présidents. C'est juste l'appellation qui change ».* Quant à Marc Ravalomanana, il a déclaré être satisfait de cet Accord et a souligné qu'Andry Rajoelina *« n'est pas le chef, il y a les co-présidents ».*

Pour Sammy Rasolo, observateur reconnu, *« Andry Rajoelina est président mais il sera encadré (c'est vraiment le mot qui convient) par des co-présidents. Sur le plan protocolaire, il est légèrement au-dessus des co-présidents mais au niveau de ses pouvoirs, il n'en a pratiquement pas plus que les deux autres. Le titre de Vice-président n'a pas été abandonné juste pour une autre appellation (co-président), le changement s'accompagne de vraies attributions : celles de cosigner les actes présidentiels. C'est vraiment une très grande différence. Ceci étant, l'honneur est sauf pour Rajoelina. Il reste président. C'est ce qui lui importait lors des négociations. C'est une demi-victoire pour tous. Pour lui mais également pour Marc Ravalomanana, qui, initialement, ne voulait pas entendre parler d'une présidence Rajoelina. Il a cédé mais il a quand même sérieusement réussi à amputer les pouvoirs de Rajoelina d'une grande partie de leur substance en s'adjugeant un droit de contrôle sur les actes présidentiels par l'intermédiaire de son lieutenant, Fetison Rakoto Andrianirina. Andry Rajoelina a beaucoup perdu en pouvoir puisqu'il ne décide plus seul mais garde son titre. En tout cas, il ne peut plus prétendre que toutes les nominations soient suspendues à son acceptation et surtout, il ne peut pas prétendre garder pour sa mouvance les ministères-clés. La mouvance Didier Ratsiraka n'est pas représentée au "Conseil de la présidence" mais elle a déjà la primature et va diriger le ministère des Finances. En tout cas, malgré la redistribution des cartes au sommet de l'Etat, les sujets susceptibles de devenir des facteurs de blocages sont encore nombreux ».*

« Rajoelina and Co » titre l'éditorialiste de *Tribune* : *« voilà comment on pourrait intituler la curieuse construction accouchée durant la nuit. Car si Andry Rajoelina aura le leadership, il aura pour l'assister non pas un Vice-président, mais deux co-présidents. Espérons que la substitution du Co au Vice se révélera vertueuse, et j'arrête tout de suite les anglophones qui font remarquer que dans le cas présent le préfixe Co dérive du latin Cum ».*

Andry Rajoelina, qui avait menacé de quitter les négociations sur le partage de pouvoir, est revenu sur sa décision dans la journée du 6 novembre. Après plusieurs heures de discussions avec les médiateurs africains, il est revenu au siège de l'UA, conforté par les garanties obtenues quant au respect des Accords du 6 octobre au Carlton. Le départ

spectaculaire de Rajoelina, quittant d'une manière fracassante la table des négociations et la série de menaces de sanctions internationales semblent avoir joué le rôle d'électrochoc.

Peu avant la conclusion de l'Accord, le Comité de soutien pour la démocratie et de la transition (KMDT) avait menacé de se retourner contre le président de la HAT, si ce dernier continuait à dialoguer avec les autres chefs de file. Il avait lancé un ultimatum de 24 heures pour qu'Andry Rajoelina quitte le Sommet et rentre au pays. Le KMDT affirmait son opposition au processus de résolution de la crise sous l'égide des médiateurs étrangers. « *Nous considèrerons Andry Rajoelina comme complice des perturbateurs s'il ne rentre pas dans l'immédiat* », avait déclaré le président du KMDT, proche de Monja Roindefo.

Promotion d'officiers : grogne au sein des Forces armées. La promotion en grade d'une vingtaine d'officiers supérieurs et généraux fait l'objet de critiques internes à la Grande muette. Des militaires, sous couvert d'anonymat, l'ont qualifiée de politique au vu des bénéficiaires de l'avancement dont, entre autres, trois ministres. Un capitaine a soutenu que l'autorité transitoire a commis la même erreur que Marc Ravalomanana. « *Le service rendu à Andry Rajoelina a servi de critère pour l'avancement de grade* ». « *Ils sont 23 colonels à acquérir le grade de général cette année. C'est beaucoup. Et la plupart d'entre eux sont issus d'une même promotion* », a fait remarquer un observateur.

9 novembre : Addis-Abeba : un Accord « bancal », une « usine à gaz », mais « même une monstruosité juridique peut représenter une sortie de crise », selon le Commissaire de l'UA. « Explications de texte » divergentes. Bataille pour la répartition de sièges ministériels.

Un Accord « bancal » pour parvenir à des élections dans un an. « *A un certain moment je n'y croyais plus* », a confié le médiateur de l'OIF, Edem Kodjo, qualifiant l'Accord obtenu au siège de l'UA de « providentiel » mais « bancal ». Il assure que cette « *architecture du pouvoir correspond parfaitement à la conception de la vie en société du peuple malgache : on se retrouve ensemble sur un minimum commun* ». Pour le Commissaire paix et sécurité de l'UA, Ramtane Lamamra, « *cette acceptation a marqué le tournant dans les négociations pour dépasser le blocage* ». Prudent, il note que « *même une monstruosité juridique peut représenter une sortie de crise* ». Au-delà de l'optimisme de façade, les doutes se sont donc clairement exprimés sur la capacité de fonctionner « *d'une telle usine à gaz* », selon les termes d'un diplomate de l'UA. Reconnaisant que « *le gouvernement fort n'arrivera qu'après les élections* », M. Kodjo prévoit « *des difficultés dans l'application : tout système de cohabitation est difficile, d'autant plus à quatre* ».

Les propagandistes de chaque camp se livrent à leur « explication de texte ». L'Acte additionnel de la Charte de la Transition à peine signé, les propagandistes de chaque camp se sont précipités pour communiquer à l'opinion et à leurs partisans respectifs leur propre version de l'interprétation de l'Accord d'Addis-Abeba. Il y a, bien sûr, ceux qui soutiennent que Rajoelina est le seul et l'unique président, et que les deux co-présidents du Conseil présidentiel ne sont que des conseillers, et n'ont d'autres fonctions que celles de conseiller, donc, et d'assister le président de la Transition. Il y a ensuite ceux qui martèlent que Fetison Rakoto Andrianirina et Emmanuel Rakotovahiny ont rang présidentiel. Ils argumentent en précisant que les deux hommes portent le titre de co-présidents et non de simples conseillers à la présidence, commente *L'Express*.

Commentaires d'observateurs sceptiques ou désabusés : « *Le calme juste le temps de recevoir les chèques du FMI, de L'UE etc. Nous en reparlerons une fois les chèques encaissés... N'y avait 'il pas eu une sorte de « troïka » en 1972 avec Ratsiraka, Ramanantsoa et consort ? On sait quel sort à été réservé à plusieurs d'entre eux.... [...] Chaque mouvance a voulu se placer en vue des prochaines*

élections. La main mise sur l'Administration est indispensable pour les manipulations à venir. 554 personnes au pied de la manne financière étrangère, pourquoi se priver ? [...] Soit ils jouent le jeu de bonne foi, soit ils se neutralisent et paralysent l'Etat ».

Pour Nasolo-Valiavo Andriamihaja de *L'Express* [Chronique de Vanf], « l'humanité semble avoir horreur des monstres à têtes multiples. L'histoire nous apprend que le Chef fut souvent un nom singulier. Chez nous, le nom du palladium « Manjakatsiroa » (on ne règne pas à deux), le nom de la Ville « Tsiroanomandidy » (on ne gouverne pas à deux), la maxime « ombalahy tsy roa am-pahitra » (deux taureaux ne cohabitent pas dans la même fosse à bœufs), démontrent que le sens politique malgache rejoignait le bon sens universel ».

Pour le journaliste Alain Rajaonarivony (Blog), « le maintien d'Andry Rajoelina ne peut faire illusion. La HAT, déjà moribonde, termine son aventure par un échec total dans tous les domaines : une économie détruite, des libertés bafouées et une corruption encore plus visible que sous le régime précédent. Le scandale du bois de rose, qui a coûté 120 millions de dollars au pays n'en est qu'un exemple. [...] La nouvelle transition s'attèlera sans doute à une remise aux normes républicaines des pratiques de l'Etat. On ne devrait plus voir les membres de la FIS faire des descentes pour aller arrêter, tabasser ou menacer des citoyens pour la simple raison que leurs idées ne leur reviennent pas ».

Marc Ravalomanana rassure ses partisans. Il est entré en contact avec les manifestants du Magro dès son retour en Afrique du Sud, pour jouer l'apaisement face aux éventuelles réactions contre le compromis signé à Addis-Abeba. « Certains ont véhiculé que la Transition n'a qu'un seul et unique président. Il vaut mieux qu'ils consultent le dictionnaire pour apprendre ce qu'on entend par co-président. Rien ne sera décidé sans le commun accord des trois dirigeants de la Transition », a-t-il soutenu. Les « légalistes » déclarent suivre de près la libération des détenus politiques.

Eugène Mangalaza : « Je suis un capitaine, pas un entraîneur ». Pour la première fois depuis sa nomination il y a plus d'un mois, le « Premier ministre de consensus » s'est exprimé dans les colonnes de *L'Express*. Extraits. « Cela fait plus d'un mois que j'ai été nommé et on a déjà perdu beaucoup de temps. Maintenant il faut accélérer les choses. Je n'ai pas attendu le retour à Antananarivo pour entamer les contacts. [...] Pour moi, cet accord marque la fin de toutes les inimitiés entre Malgaches et un nouveau départ dans notre histoire. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir d'autres Maputo ou Addis-Abeba. Au contraire, je souhaite qu'à l'avenir nous sachions nous réconcilier les uns les autres. Cela a été une honte de devoir aller aussi loin pour s'entendre. [...] Depuis ma nomination, j'ai tenu à refléter le statut d'un Premier ministre de consensus que j'entends d'ailleurs garder jusqu'à la fin de ma mission. Je n'avais rien à faire dans les débats [du Sommet d'Addis-Abeba] car je n'appartiens à aucune mouvance. Je n'ai subi de pression de qui que ce soit et je ne compte pas en recevoir. [...] Certes, c'est la mouvance Ratsiraka qui m'a choisi mais je n'ai jamais été membre de l'Arema. Pour la composition du gouvernement, « je serais juste le capitaine mais pas le sélectionneur ni l'entraîneur. Et il y a beaucoup d'entraîneurs car il y a le président de la Transition, les deux co-présidents du Conseil présidentiel et les quatre chefs de mouvance. Il appartient aux mouvances de donner des noms et on me demandera peut-être mon avis. [...] Je suis conscient de la difficulté de ma mission et je dirais qu'il faut être assez fou pour accepter ce poste. Mais il y va de l'intérêt de la Nation ». La passation entre le nouveau Premier ministre et Monja Roindefo se fera très bientôt et cela ne devrait poser aucun problème, d'après le nouveau PM.

Les discussions autour de la répartition des postes ministériels clés font rage. Les départements des Mines et de la Justice sont les plus convoités. Faute d'accord à Addis-Abeba, les mouvances vont continuer les négociations à Antananarivo pour boucler le dossier. Le ministère de la Justice se trouve au centre d'un bras de fer entre les mouvances Ravalomanana et Rajoelina. L'enjeu autour des procès en cours ou à venir des partisans de Marc Ravalomanana explique cette détermination. Le ministère des Mines suscite également

des convoitises. Cette fois-ci, ce sont les quatre mouvances qui lorgnent sur ce département chargé de la gestion des dossiers lucratifs comme le pétrole, l'ilménite, le nickel, le cobalt ou le fer. L'actuel titulaire du poste, Mamy Ratovomalala, est un ancien ministre de Didier Ratsiraka. L'attribution d'autres ministères de souveraineté semblerait moins difficile. C'est le cas du ministère des Finances et du budget, qui devrait revenir à la mouvance Ratsiraka. Le ministère de l'Intérieur devait en principe échouer au camp d'Albert Zafy. Le Premier ministre Eugène Mangalaza compte tout finaliser dans les prochains jours.

La mouvance Ravalomanana a déjà nommé Roland Ravatomanga au poste de ministre de l'Agriculture, un ministère qui lui a été attribué. « *Compte tenu des urgences et du fait que l'agriculture occupe une très grande majorité des Malgaches, nous devons agir vite pour sauver la saison culturale 2009- 2010* », précise la délégation Ravalomanana. Roland Ravatomanga est actuellement sénateur TIM. Proche de Marc Ravalomanana, tous les deux sont des opérateurs très actifs dans l'agrobusiness : Ravalomanana dans l'agroalimentaire et Ravatomanga dans le riz.

Application surveillée des dispositions de la Charte. Les chefs de file des mouvances ont demandé à l'UA de mettre en place, avec la SADC, l'OIF et l'ONU, un mécanisme de suivi de l'application de la Charte de Transition, des Accords politiques et de l'Acte additionnel.

Préparation des élections : des experts de l'ONU en visite. D'après Tiébilé Dramé, des experts internationaux feront le déplacement dans la Grande Ile dès cette semaine afin de faire le suivi-évaluation de la réalisation de l'Accord signé par les quatre mouvances, et particulièrement de préparer la mise en place de la CENI, l'organe qui se chargera de l'organisation des élections.

Président - co-présidents : les candidatures aux élections soumises à conditions. Si l'Accord de Maputo exige l'interdiction pour les membres du gouvernement de la Transition de se présenter à l'élection présidentielle, il se trouve que, finalement, le président et les co-présidents de la Transition ont la possibilité de se porter candidats. Néanmoins, l'Accord additionnel de la Charte de Transition soumet cette possibilité à des conditions. Il stipule : « *les chefs de mouvances politiques décident que si le président et les co-présidents de la Transition choisissent de participer à l'élection présidentielle, ils devront démissionner de leurs fonctions, 60 jours avant la date de l'élection présidentielle* ». Dans cette éventualité, l'intérim du président de la Transition est assuré par le doyen d'âge des co-présidents. Par contre, l'Accord additionnel ne prévoit pas l'éventualité du départ, ensemble, des co-présidents pour leur participation au scrutin présidentiel. Aucun article de cet Acte ne détermine la ou les personnes qui vont assurer l'intérim du président de la Transition dans un contexte où les co-présidents ont aussi démissionné. Dans ce cas, il pourrait être interprété, en l'absence d'une telle disposition, que les deux co-présidents ne peuvent pas ensemble se porter candidat à l'élection présidentielle ou encore, le doyen d'âge des co-présidents ne pourra pas postuler pour ce poste afin d'assurer l'intérim du président de la Transition.

10 novembre : la France, premier pays à reconnaître officiellement le régime de Transition. La libération des prisonniers politiques et le retour de Ravalomanana à l'ordre du jour.

Normalisation des relations avec la France et 1^{er} acte officiel pour Andry Rajoelina : près de 9 mois après son agrément de nomination par le régime précédent, et après un peu moins de 8 mois passés à Madagascar, l'ambassadeur Jean-Marc Châtaigner présente ses lettres de créance au Palais d'Iavoloha. La France est ainsi le premier pays à reconnaître officiellement le régime de Transition. « *Tout le monde est d'accord sur la répartition des responsabilités au sein du gouvernement [...] La France apportera sa contribution* », a promis l'ambassadeur. Le

constitutionnaliste Jean-Eric Rakotoarisoa rappelle qu'en application de l'article 1^{er} de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Le président de la Transition, Andry Rajoelina, a rang de chef d'Etat, avec tous les honneurs protocolaires que cela implique. Se référant à l'article 4 de la Charte de Maputo, il accrédite et rappelle les ambassadeurs, reçoit les lettres de créance et de rappel des représentants des Etats, nomme aux hauts emplois civils et militaires, ainsi qu'à ceux des organismes relevant de l'Etat en Conseil des Ministres, promulgue les lois et ordonnances, préside les cérémonies officielles. Jean-Eric Rakotoarisoa soulève cependant une exception : il ne sera pas le seul chef suprême des Forces Armées. « *Le président et les 2 co-présidents doivent exercer collégalement cette fonction* », indique-t-il. Par ailleurs, « *il faut 3 signatures pour que les actes du président pris en Conseil des ministres soient valides*».

Pressions pour la libération immédiate des détenus politiques, en application des Accords de Maputo. L'Organisation des familles des personnes arrêtées suite à la crise politique de 2002 (Ofpacpa), ainsi que les partisans de Marc Ravalomanana, ont exigé la libération immédiate des prisonniers politiques encore incarcérés. Victor Hong, fondateur de l'Ofpacpa, a rappelé qu'une partie des détenus politiques de 2002 est encore en prison. C'est le cas, entre autres, d'Eugène Boto, inculpé dans l'affaire de l'incendie d'un bureau de vote lors des présidentielles.

Fetison Andrianirina accueilli en héros au Magro. Les « *légalistes* » ont accueilli avec enthousiasme Fetison Rakoto Andrianirina et Mamy Rakotoarivelo, respectivement co-président du Conseil présidentiel et président du Congrès de la Transition. Le co-président a fait une entrée très remarquée dans un 4x4 noir à vitres teintées accompagnée de gardes du corps en costume, une manière d'exprimer l'importance du poste de responsabilité qu'il occupe au sein du pouvoir transitoire. « *La lutte est actuellement proche de son terme car le président Marc Ravalomanana va prochainement rentrer au pays* », a-t-il annoncé en présence des anciens élus et responsables du précédent régime, ajoutant, selon Midi : « *l'objectif final est de remettre Marc Ravalomanana, à sa place, en tant que président de la République* ». La question du retour de l'ancien président devrait être abordée lors de la première réunion du Conseil présidentiel, ainsi que celle de la libération des prisonniers politiques. Mamy Rakotoarivelo a tenu à faire cette mise au point : « *certain ont affirmé que le président Fetison n'est qu'un conseiller ou un assistant. Ce n'est pas vrai, la Transition est co-gérée*».

Appel des Nations Unies à l'apaisement. L'émissaire des Nations Unies, Tiebilé Dramé, fait appel à la population malgache pour qu'elle fasse régner la paix, l'apaisement, la fraternité et la réconciliation durant la période de Transition, afin de pouvoir organiser les élections dans les meilleurs délais.

Ban Ki-moon salue la signature de l'Accord de partage du pouvoir. « *Le Secrétaire général s'est félicité de l'accord sur une administration de partage des pouvoirs passé par les dirigeants des quatre mouvances politiques malgaches à Addis-Abeba. Il les appelle à établir rapidement le gouvernement d'unité nationale et à mettre en place les institutions transitoires prévues dans les Accords de Maputo. Les Nations Unies continueront à soutenir Madagascar à travers le processus de transition et au-delà, et à travailler étroitement avec l'équipe de médiation conjointe sur Madagascar, dirigée par l'ancien président du Mozambique, M. Joaquim Chissano* ».

Tiebilé Dramé : essayer de réduire à 6 mois la Transition. L'émissaire des Nations Unies a souhaité que la durée de la Transition soit réduite à 5 ou 6 mois [au lieu de 12]. « *J'exhorte les parties malgaches à aller plus vite dans les travaux d'instauration des différentes Institutions de la Transition, afin de pouvoir organiser dans un bref délai les élections* », a-t-il soutenu. Les experts des Nations Unies qui sont annoncés devront évaluer la faisabilité de ce projet.

11 novembre : La formation du gouvernement de Transition met en effervescence le monde politique. Prochaine passation de pouvoirs à la Primature. Interrogations persistantes sur la répartition des attributions au sein de la « troïka ».

La formation du gouvernement de Transition met en effervescence le monde politique. Les états-majors des quatre mouvances se réunissent à huis clos, entre compagnons de lutte. De mini-congrès ont été convoqués par certaines composantes des mouvances pour débattre du partage des postes de responsabilité dans les organes de la Transition.

Rencontre Monja Roindefo-Eugène Mangalaza préalable à la passation de pouvoirs. Les deux Premiers ministres sortant et entrant se sont rencontrés en attendant la passation officielle. Monja Roindefo voudrait sortir par la grande porte. Il a posé comme préalable pour son départ de Mahazoarivo la finalisation de la signature dans la capitale éthiopienne. C'est désormais chose faite. Le Premier ministre déchu a retiré les plaintes déposées auprès de la HCC. Le Monima auquel appartient Monja Roindefo n'entrera pas dans les structures de la Transition. On ignore encore si celui-ci acceptera le poste de président du Conseil Supérieur de la Transition (CST) qui lui avait été proposé par Andry Rajoelina. La question de sa candidature à l'élection présidentielle reste en suspens.

De son côté, le président du Congrès Mamy Rakotoarivelo a effectué une visite à son prédécesseur, Jacques Sylla. La passation est imminente et ne pose aucun problème.

Selon Alain Andriamiseza, « légaliste » rallié à la HAT, Fetison Andrianirina et Emmanuel Rakotovahiny ne sont pas des co-présidents de la Transition, ils sont présidents du Conseil des présidents de la Transition. Ils ne peuvent pas être traités sur un même pied d'égalité qu'Andry Rajoelina. Il faut, a-t-il dit, se référer à la Charte de Maputo.

Troïka, héritage de l'ère soviétique ? Lu dans le « Billet d'humeur » de L'Express : « *Le pouvoir doit être partagé. Ainsi on n'était pas loin de la célèbre formule du pays de Staline, en l'occurrence le président du Présidium du Soviet Suprême. En français cela peut se traduire par président de la coprésidence du Conseil présidentiel de la Transition. Il n'est pas nécessaire de chercher à comprendre. L'essentiel est de savoir que le chef c'est Staline, Khrouchtchev, Brejnev ou Gorbatchev. Il faut peut-être demander à Ratsiraka, le père de cette présidence collégiale et fervent socialiste converti en libéral effréné, pour tout savoir. [...] On est impatient de voir comment cette formule originale va marcher. Mais il est patent qu'un accord sera difficile à trouver pour que les quatre majeurs de l'exécutif signent une décision prise en Conseil des ministres.* ».

Les 23 généraux nouvellement promus rencontrent Andry Rajoelina. Celui-ci a adressé un message de remerciements à l'endroit des éléments de l'armée malagasy, de la gendarmerie nationale et de la police nationale pour les efforts qu'ils ont fournis, notamment dans la mise en place de ce régime transitoire et les travaux de maintien de l'ordre. Et de promettre que « *la célébration du 26 juin 2010, une date qui marque le cinquantième anniversaire de l'armée malagasy, sera marquée par la présence de nouveaux matériels pour les Forces armées* ». Et de révéler que « *les quatre hélicoptères que j'ai promis pour lutter contre les actes de banditisme et la déforestation dans les zones reculées, sont déjà opérationnels depuis quelque temps* ». Andry Rajoelina a également déclaré que « *les primes allouées aux éléments des Forces armées connaîtront une hausse de 15% à partir du mois prochain* ». Selon Tananews, 300 colonels malgaches pourraient également prétendre à une promotion de général. L'armée malgache est connue pour avoir plus de gradés que d'hommes de troupe...

Le Père Pedro dans la ligne de mire des « légalistes ». Après avoir obtenu un titre foncier de la HAT pour son domaine d'Andralanitra qu'il occupe depuis 20 ans, le Père Pedro n'a pas échappé aux critiques des partisans de Marc Ravalomanana. Les membres du GTT International ont fait savoir dans un communiqué sur Internet qu'ils n'approuvent pas que, dans un documentaire d'Arte diffusée largement en Europe, le Père Pedro ait fait l'éloge d'Andry Rajoelina, le seul chef de l'Etat à lui avoir rendu visite sur la décharge que gère sa communauté. Il a déploré que le régime de Ravalomanana ne lui ait apporté aucune aide. [*En 2001/2002, le Père Pedro avait ouvertement pris position pour Marc Ravalomanana, en qui il avait mis beaucoup d'espoir de changement*]

L'Intelligent d'Abidjan : « *Affaire malgache à Addis-Abeba - Inacceptable. L'UA confirme Andry Rajoelina et légitime le coup d'Etat. L'opinion africaine est déçue du dernier sommet d'Addis-Abeba sur la résolution de la crise malgache. C'est un big bang que le Gabonais Jean Ping a tout simplement programmé pour installer définitivement Andry Rajoelina, comme chef d'Etat. [...] Une parité dépressive pour les partisans de Marc Ravalomanana, élu démocratiquement. Une parité immédiate, saluée rapidement au nom du gouvernement français, par le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner. Tout le monde est ulcéré dont la presse diplomatique Ouest africaine, du traitement de la crise malgache, par l'UA. [...] L'Union Africaine est très loin de la souveraineté africaine. Elle combat aussi la démocratie avec des prises de décision contradictoires* »

La communauté internationale est disposée à soutenir le processus transitoire après la signature de l'Acte additionnel, a tenu à déclarer l'ambassadeur de France lors de la présentation des lettres de créance. Il a annoncé la venue prochaine des missions d'experts de l'OIF et de l'UE. La communauté internationale reste pourtant prudente dans la mise en œuvre du processus. «*Le train de la transition est parti avec tout le monde. Il est essentiel qu'il ne déraile pas. [...] Nous allons travailler ouvertement avec toutes les mouvances malgaches, sans exception*», a déclaré Jean-Marc Châtaigner. L'UA a demandé à Jean Ping la mise en place rapide d'un mécanisme de suivi pour la mise en œuvre des Accords.

12 novembre : la Transition ne durera que 7 mois - Election présidentielle avant le 26 juin 2010. Le co-président Fetison Rakoto Andrianirina se positionne. Indifférence générale de la population à la « guerre de « seza » déclenchée par l'Accord d'Addis-Abeba.

IVe République : un nouveau président de la République élu avant le 26 juin 2010. Le co-président de la Transition, Fetison Rakoto Andrianirina, l'a annoncé à l'issue de la première réunion du Conseil présidentiel. «*Madagascar aura donc son nouveau président de la République élu à la prochaine fête nationale* », a-t-il fait savoir. Avec cette décision, la Transition ne durera que 7 mois après la signature de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Cette annonce confirme la déclaration de Tiébilé Dramé qui a laissé entendre que la communauté internationale propose une Transition de 6 mois pour accélérer l'avènement de la IVème République mais le juriste Jean-Eric Rakotoarisoa doute que le délai puisse être tenu. A noter qu'aucune mésentente n'a été relevée au cours de cette première réunion du Conseil, se réjouit Sobika, qui ajoute : «*La question que tout le monde se pose mais sans aucune réponse pour l'instant : Marc Ravalomanana sera t il candidat ? Andry Rajoelina pourra-t il constitutionnellement se présenter ? En tous les cas, s'il en est un qui a un parcours de présidentiable presque exemplaire, c'est bien Fetison Rakoto Andrianirina qui a reçu l'ambassadeur de France, après que ce dernier a présenté ses lettres de créances à Andry Rajoelina* ».

Fetison Rakoto Andrianirina : « *Le titre de président de la Transition est d'ordre purement protocolaire* ». Le co-président de la Transition et chef de délégation de la mouvance Ravalomanana a précisé : « *La présidence de la Transition est assurée par le Conseil présidentiel au*

sein duquel tout type de décision doit être collégalement pris pour donner le caractère neutre, consensuel et inclusif à la Transition. » Et d'enchaîner : « Par décision, il faut entendre et comprendre soit un acte d'opportunité politique ou de représentation, soit un acte constitutif ou nominatif. Fetison Rakoto Andrianirina d'en déduire : « le titre de président de la Transition est d'ordre purement protocolaire, ne lui conférant aucune primauté ni autorité sur les 2 co-présidents. Entre les 3, il n'y a aucun lien de subordination ». L'initiative appartient indifféremment au président ou à l'un ou l'autre des co-présidents. Les orientations de la politique gouvernementale dans tous les domaines seront à discuter au sein du Conseil présidentiel. « Andry Rajoelina n'a pas le dernier mot dans la prise de décision comme il n'a pas le droit de veto », martèle-t-il.

« *Fetison Rakoto Andrianirina - Usurpation de fonction ?* », titre *La Vérité*. Le quotidien rapporte que le coprésident se comporterait en public comme un véritable chef d'Etat. Il se déplace en ville fortement encadré par des motards privés et autres véhicules à gyrophare. Un comportement qui trancherait avec celui du second co-président, Emmanuel Rakotovahiny. *La Vérité* précise qu'en application de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, Fetison Rakoto Andrianirina « ne pourra faire valoir la moindre exigence protocolaire, avec son faux titre », lors des cérémonies qui vont se tenir dans les prochains jours. Le journaliste souhaite que les tenants du pouvoir transitoire saisissent la HCC, avec une requête en interprétation des termes de l'Acte additionnel car « Fetison Rakoto Andrianirina est en train d'usurper une fonction qui n'est guère la sienne ».

Rappel historique au regard de l'actualité : des interprétations divergentes ont conduit la colonisation de Madagascar. Face aux divergences d'interprétations relatives aux attributions des membres de l'exécutif à 3 têtes, le général Philippe Ramakavelo invite le président de la Transition et ses 2 co-présidents à tenir conjointement une conférence de presse, et ce en présence de Jean-Eric Rakotoarisoa, le spécialiste en droit constitutionnel. Le général souhaite que soient réglées rapidement ces divergences d'interprétation. Et de rappeler que c'est ce genre de malentendu qui a été à l'origine de la colonisation de Madagascar en 1895, le Premier ministre de l'époque, Rainiaiarivony avait eu une interprétation différente de celle de Le Myre de Villers à propos d'un appendice du traité franco-malgache de 1885, entraînant l'invasion de la France en 1895.

L'Accord d'Addis-Abeba n'a pas été traduit en malgache. Cet « oubli » avait déjà été source de problèmes d'interprétation des Accords de Maputo. La société civile en avait fait la demande et obtenu gain de cause. Pour Addis-Abeba, la demande vient d'en être faite par le Kmf/Cnoe.

« *Guerre de « seza » [fauteuils ministériels] sur fond de corporatisme* », écrit *Midi*. La mobilisation est à son comble dans le monde politique à la veille de l'annonce de la composition du gouvernement. Certains futurs ex-ministres veulent donner l'impression d'avoir fait quelque chose en l'espace de 8 mois pour les uns et de 2 mois pour les autres. Les grands corps de l'Etat ne restent pas les bras croisés et font part de leurs exigences, notamment aux ministères de l'Intérieur et de la Justice.

La population indifférente aux tractations politiques. A la veille de la formation du gouvernement, *Radio Don Bosco* fait état de l'indifférence générale de la population à l'égard des négociations tenues à Addis-Abeba : « Les gens sont las de la crise et espèrent surtout que la menace des sanctions internationales sera conjurée et les aides humanitaires assurées », rapporte l'agence missionnaire MISNA.

La divergence de points de vue s'accroît au sein des Forces du changement. La zizanie née de l'éviction de l'ancien Premier ministre Monja Roindefo rend impossible la cohabitation au sein de la structure. Le Monima et une partie des membres des Forces du changement ont l'intention de créer une sorte de mouvance présidentielle qui va soutenir Andry Rajoelina « *jusqu'au bout, même aux élections* ». On évoque déjà la création d'une « *Union des démocrates pour la République* ».

13 novembre : processus de formation du gouvernement bloqué - Après discussion pour les postes clés. Passation de services entre le président de l'Assemblée nationale sortant, Jacques Sylla et le président du Congrès, Mamy Rakotoarivelo.

Gouvernement Mangalaza : « menace de blocage sur le partage des ministères » titre Midi. La seconde session du Conseil présidentiel qui devait travailler sur cette question a été annulée. Le co-président Emmanuel Rakotovahiny a fait part de sa surprise d'en être informé au dernier moment. Il a reçu dans la journée Tiébilé Dramé, émissaire des Nations Unies. La mouvance Rajoelina remettrait en cause la première répartition faite à Addis-Abeba, revendiquant tous les ministères de souveraineté et le ministère des Finances. Le quotidien croit savoir qu'Andry Rajoelina a fait venir un expert français pour l'aider dans le bras de fer qui l'oppose aux autres mouvances sur la répartition des postes au sein du gouvernement. Un désaccord serait né également pour l'attribution des 7 sièges dévolus aux « *autres sensibilités* ». Pour la mouvance Rajoelina, ce sont les « *Forces du changement* ». Pour d'autres mouvances, ce sont des entités politiques ou des représentants de la société civile qui n'évoluent pas dans les mouvances mais qui ont participé à la résolution de la crise. *L'Express* confirme que les discussions sont « *après* ». Des départements litigieux pourraient avoir une importance décisive en vue des élections. Certaines indiscretions parlent du ministère de la Communication que se disputent les mouvances Rajoelina et Ravalomanana.

Passation de services entre le président de l'Assemblée nationale sortant, Jacques Sylla et le président du Congrès, Mamy Rakotoarivelo. La cérémonie s'est déroulée en présence de l'envoyé spécial des Nations Unies, Tiébilé Dramé. Jacques Sylla a subi le sarcasme de certains de ses pairs qui lui ont reproché d'avoir « *retourné sa veste* ». « *En face de nous, se trouvent les traîtres qui ont vendu leur écharpe à Rajoelina* », a murmuré un élu « *légaliste* ». Le président du Congrès a annoncé ses priorités : l'amnistie et la loi des Finances (y compris la question sensible de la rémunération des parlementaires). Il a évoqué des problèmes logistiques car l'effectif des membres du Congrès s'élève à 258, un effectif que les locaux de Tsimbazaza ne peuvent supporter. Les séances du Congrès se tiendront au Centre de conférence international d'Ivato, construit par la Chine pour le Sommet (annulé) de l'UA.

CES : Andry Rajoelina lance un appel à la société civile. La présidence de la Transition demande à la société civile de nommer le président du Conseil Economique et Social (CES) et de désigner ses 32 membres d'ici le 19 novembre. A noter que mis à part ces 32 membres issus de la société civile, chaque mouvance a droit à 10 places.

Palais d'Etat d'Iavoloha : réservé au président de la Transition, selon le secrétaire général de la Présidence. Il est inadmissible et inapproprié qu'Iavoloha héberge le bureau des co-présidents, c'est un Palais réservé au chef de l'Etat, déclare-t-il. Il affirme que la Présidence est en train de chercher un endroit plus approprié pour les co-présidents. Il était prévu que le Conseil présidentiel, dont Andry Rajoelina fait partie, soit installé dans les bureaux du Palais. Il semble donc que le secrétaire général s'y est par la suite opposé. Est-ce une des raisons du report de la réunion du Conseil présidentiel ? Ce problème de logistique est jugé important par *Tribune* pour la cohésion et l'avancement de la Transition. Une aile dure dans

l'entourage d'Andry Rajoelina s'efforce-t-elle de ralentir la démarche consensuelle adoptée ? L'insistance de Fetison Rakoto Andrianirina pour se faire appeler président et non pas co-président n'a semble-t-il pas contribué à calmer les choses.

Jean-Eric Rakotoarisoa : le Conseil présidentiel est une instance décisionnaire. D'après les explications du constitutionnaliste, le Conseil présidentiel est une autorité comparable à un Conseil des ministres. Ses membres ne sont pas des conseillers mais des co-décideurs. C'est une instance décisionnaire, elle constate et décide selon les besoins et l'avancement de la situation. Ses réunions sont hebdomadaires et toutes les décisions prises seront co-signées. La co-signature invoque une prise de décision collégiale pour chaque cas.

Roland Ratsiraka pour une CENI indépendante et le bulletin unique. Pour garantir la bonne tenue des élections présidentielles, il estime que la Commission Electorale indépendante (CENI) ne devrait pas être dirigée par un politicien et que le bulletin unique devrait enfin être mis en place. Sa première intervention publique après un voyage à l'étranger, notamment à Maurice, a été résolument axée sur les prochaines présidentielles. Le neveu de l'Amiral ne cache pas son intention de se présenter et de réaliser un meilleur score qu'en 2006, où il a fini second derrière Marc Ravalomanana. Les observateurs pensent qu'en solo les chances de Roland Ratsiraka sont minces, par contre d'éventuelles alliances avec Pierrot Rajaonarivelo ou encore Tantely Andrianarivo pourraient inverser la donne.

Mobilisation pour l'organisation des élections. Le Secrétaire général de la Francophonie appelle à la mobilisation de toutes les parties pour une mise en œuvre effective de la préparation des prochaines élections. L'ambassadeur de Chine a également promis au co-président, Fetison Rakoto Andrianirina, le soutien du gouvernement de son pays à l'organisation des élections [*sic* !].

90 détenus politiques arrêtés au cours de la crise 2009 sont encore en prison, selon le décompte de *Midi*. Parmi eux figurent l'ancien député Raharinaivo Andrianatoandro et Maître Noro Rabemananjara, avocate de Manandafy Rakotonirina et Ralitera Andrianandraina, ancien directeur de la sécurité de la HCC. La libération de tous ces détenus pourrait intervenir très rapidement mais les membres de certaines mouvances ont annoncé au cours de la rencontre d'Addis-Abeba que leur libération devrait être confirmée par la loi d'amnistie.

L'ambassadeur de France Jean Marc Châtaigner a rencontré Ralitera Andrianandraina à la maison de force de Tsiafahy. La France a été saisie de son cas depuis le mois d'octobre. Ralitera Andrianandraina possède la double nationalité franco-malgache. Son état de santé n'aurait cessé de se détériorer depuis son incarcération.

Marc Ravalomanana sur la tuerie d'Ambohitsorohitra : Accusé de « complicité d'assassinat », titre *La Vérité*. Le Doyen des juges d'instruction a récemment lancé un mandat d'arrêt contre Marc Ravalomanana. Néanmoins, le magistrat n'a pas révélé au public l'identité des auteurs principaux de cette fusillade. Au plus fort des négociations d'Addis-Abeba, Marc Ravalomanana aurait manifesté devant ses proches sa vive colère. Depuis juin, une enquête a été officiellement ouverte, suite à la plainte pénale déposée par l'association AV7 qui estime qu'il y a eu au minimum 72 morts et des centaines de blessés. La Croix Rouge malgache n'a enregistré 54 morts. Les chiffres officiels font état de 28 tués. Marc Ravalomanana a dernièrement fait valoir que les tireurs étaient perchés dans les arbres du jardin d'Antaninarenina et qu'ils étaient issus de la foule de manifestants. Des « *légalistes* » feraient circuler un CD sensé apporter la preuve du lancement de sommations précédant les tirs

nourris des militaires embusqués dans l'enceinte du Palais d'Ambohitsorohitra. Depuis la semaine dernière, et comme cela se fait habituellement pour les mandats d'arrêts, toutes les brigades de gendarmerie et toutes les forces policières sont requises pour le mettre le mandat d'arrêt à exécution. Ce qui a permis à Actumada d'écrire : «Officiellement, Marc Ravalomanana est désormais « wanted » à Madagascar».

14 & 15 novembre : guerre de tranchées pour la formation du gouvernement Mangalaza, désaccord sur l'occupation du Palais d'Iavoloha par les co-présidents, la société civile critique la modification de la composition du CES.

Passation à la primature : Monja Roindifo sort par la grande porte. Celui-ci a déclaré être à la disposition de l'Etat. Il s'est comparé à des généraux, en usant de la formule « *un général n'est jamais à la retraite* ». Il a donné sa « *bénédiction* » à Mangalaza Eugène et a rappelé à ce dernier les objectifs qui attendent le nouveau gouvernement de la Transition, à savoir la réalisation d'élections libres et transparentes. « *L'espoir du peuple repose sur vous* », a-t-il dit. La passation s'est faite en présence de plusieurs membres du corps diplomatiques. Eugène Mangalaza a expliqué les grandes lignes de son programme. Et de citer entre autres, l'organisation des élections et l'élaboration de la loi sur les partis politiques, mais également, l'amélioration des conditions de vie de la population, les problèmes des opérateurs économiques, ainsi que les affaires de bois de rose. Des manifestants à l'extérieur de la Primature ont protesté contre l'éviction de Monja Roindifo.

Mangalaza Eugène : « Les ministres doivent oublier leurs mouvances ». « *Une fois à l'intérieur du gouvernement, il n'y a plus lieu de tenir compte de la mouvance d'origine de chaque ministre* » a-t-il précisé lors de la passation de service. Pour la première fois à Madagascar, le chef du gouvernement ne choisit et ne propose pas de ministres au chef de l'Etat pour former un gouvernement. Il a rappelé que les ministres incompetents seront révoqués sans état d'âme. Il demandera à chaque mouvance de remplacer les ministres qu'il juge indignes ou inaptes à remplir leur fonction. Eugène Mangalaza évoque la difficulté de sa mission et l'absence de droit à l'erreur pour expliquer la voie qu'il veut tracer. «*Il n'y aura ni redoublement ni deuxième session*», a-t-il rappelé. Commentaire de *L'Express* : « *Dans son approche, le Premier ministre, au caractère bien trempé, montre des similitudes avec Guy Willy Razanamasy, alors Premier ministre de la transition en 1991. Il se montre audacieux et ambitieux malgré le contexte très particulier* ».

La mouvance Rajoelina ne fera plus de concessions, selon Alain Ramaroson. La mouvance a suffisamment fait de concessions à Addis-Abeba, en acceptant notamment la nomination de 2 co-présidents. Par conséquent, et selon le président de la « *Force du Changement pour la Démocratie* », Andry Rajoelina ne cédera pas pour l'attribution des postes ministériels de souveraineté et notamment la Défense, l'Intérieur, la Justice, les Finances et le budget ainsi que les Affaires étrangères. Le Secrétaire général de la Présidence, Haja Resampa a fait valoir que « *la pratique dans le monde, et même dans le pays, veut que les ministères de souveraineté relèvent des domaines réservés de la Présidence* ». Pour *La Vérité*, outre ces ministères, ceux des Forces armées et de la Gendarmerie sont déjà répertoriés comme devant revenir aux autres « *sensibilités politiques* » que les partisans d'Andry Rajoelina considèrent comme issues de leur mouvance. Le quotidien considère que la mouvance Rajoelina devrait en outre fermement revendiquer les ministères de la Communication, de l'Education nationale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire.

Ravalomanana exige le traitement égalitaire de toutes les mouvances. Dans une lettre adressée Fetison Rakoto Andrianirina, il rappelle que deux ministères sont réservés à sa mouvance et exige « *la transparence, et un traitement égalitaire de toutes les mouvances dans la*

répartition des postes ministériels ». Il dévoile aussi que « *le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Agriculture et de la réforme foncière ont déjà été attribués à la mouvance Ravalomanana à Addis-Abeba.* » Autrement dit, ils ne doivent plus l'objet de discussion. En outre, la mouvance « *postule pour les départements de l'Education nationale, de la Décentralisation, des Mines et des hydrocarbures et celui de la Santé.* » Marc Ravalomanana écrit qu'il « *considère toute obstination à aller à l'encontre des règles d'équité et d'égalité comme une violation de l'esprit de réconciliation.* » Une semaine après la signature de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, il constate que « *des problèmes apparaissent, relatifs aux questions de la répartition des postes ministériels et de la logistique* ». Sur ce dernier point, il déclare : « *les trois présidents doivent occuper ensemble les Palais d'Ambohitsorohitra et d'Iavoloha comme lieux de travail et avoir le matériel roulant conforme à leurs fonctions* ». Marc Ravalomanana précise enfin qu'il « *n'y a pas de lien de subordination verticale au Conseil présidentiel* ». Il requiert « *l'intervention de Joachim Chissano pour faire respecter ce qui a été convenu conformément à l'esprit de la Charte des Valeurs* ».

« *Nous voulons un Palais présidentiel car les co-présidents ont le même statut que le président de la Transition.* », a averti un proche de Fetison Rakoto Andrianirina. Avant d'annoncer que « *le co-président s'installera bientôt au Palais d'Iavoloha* ». Pour l'heure, Ambohitsorohitra propose aux deux co-présidents des appartements dans un immeuble de bureaux.

« *Tentative de la part de l'ancien président de verrouiller à son propre profit les représentations diplomatiques malgaches à l'étranger* », accusent les quotidiens *Le Matin* et *La Vérité*. Une lutte intense se déroulerait en coulisse entre les courants Rajoelina et Ravalomanana pour le poste du ministre des Affaires étrangères. Ce poste stratégique devrait revenir en principe à la mouvance de l'ancien chef de l'Etat mais celle-ci est accusée vouloir faire du forcing au niveau diplomatique. Pour preuve, la lettre adressée au directeur de la FAO par l'ambassadeur de Madagascar en Italie et Représentant auprès de la FAO, Jean-Pierre Razafy Andriamihaingo. Cette missive porte sur la composition de la délégation qui doit représenter le pays au Sommet sur la sécurité alimentaire à Rome, du 16 au 18 novembre. Le président de la Transition devrait faire le déplacement. Dans sa lettre, l'ambassadeur indique que le chef de la délégation est « *conjointement M. Andry Rajoelina et M. Fetison Rakoto Andrianirina, respectivement président et co-président de la Transition* ». Il ajoute qu'« *institutionnellement, ces deux personnalités doivent être traitées et considérées à égalité* ». *Le Matin* conclut : « *la position de Razafy Andriamihaingo est symptomatique d'une réalité que beaucoup ont aperçue dès le début de la Transition sans avoir pu apporter une solution adéquate : l'administration en général et les postes diplomatiques malgaches à l'étranger en particulier semblent encore aux mains de l'ancien chef de l'Etat* ».

« **F.R.A dans la peau d'un président...(iable) !** » titre Sobika. [...] « *Fetison Rakoto Andrianirina multiplie les apparitions publiques et se présente à l'égal d'un chef d'Etat en recevant en audience les ambassadeurs et en se rendant à l'étranger en tant que co président. Nul doute, que l'homme fort de la mouvance Ravalomanana, c'est lui, loin devant les leaders de Magro ou Manandafy Rakotonirina, et loin devant Mamy Rakotoarielo, le nouveau président du Congrès de la Transition. En traitant d'égal à égal avec Andry Rajoelina, en donnant la réplique à Monja Roindefo en public, et en portant le costume en toute circonstance (très important à Madagascar) , Fetison Rakoto Andrianirina a gagné ses galons de chef incontesté pour les légalistes et se présente comme une option de présidentiable en cas d'impossibilité pour Marc Ravalomanana de se présenter en 2010. [...] Son pouvoir électoral reste encore à définir mais il gagne des points tous les jours* ».

« **Légalistes** » : **la fin de la crise quand Marc Ravalomanana pourra se présenter aux élections.** Un de ses leaders a déclaré : « *si jamais on mettait des bâtons dans les roues du dernier président démocratiquement élu pour l'empêcher de participer à la prochaine épreuve des urnes, le mouvement pro- Ravalomanana reprendra de plus belle* », faisant allusion à des « *manceuvres*

juridiques pour barrer la route à Marc Ravalomanana et l'empêcher de retourner au pays » [mandat d'arrêt pour la fusillade du 7 février].

Ministère de la Justice : entre Raymond Ranjeva et Jean-Eric Rakotoarisoa ? *Midi* rappelle que les mouvances Ravalomanana et Rajoelina se disputent ce département ministériel. L'idée d'attribuer ce ministère aux « *autres sensibilités* » semblerait obtenir le consensus des 4 mouvances. Deux noms circulent : celui du Pr Ranjeva Raymond et celui de Jean-Eric Rakotoarisoa, tous les deux juristes de renommée internationale. Le premier, alors qu'il se trouvait au pays, a été proposé à Addis-Abeba par Marc Ravalomanana à la présidence de la Transition. Tandis que le second était présent dans la capitale éthiopienne en tant que consultant de l'UA.

Mise en place du CES : réserves de la société civile, suite à la modification de sa composition. Ses dirigeants réservent leur réponse, suite à l'appel qui leur a été adressé par les autorités de la Transition. Celles-ci leur ont demandé de tenir une assemblée générale afin de proposer un nom pour le poste de président du CES et de désigner les 32 personnes qui devront représenter la société civile dans cette institution. Le secrétaire général du KMF/CNOE, Bruno Rakotoarison, a dénoncé l'intégration des représentants des mouvances politiques dans le CES. « *Cela n'est pas conforme à la Charte de Maputo. Il a été conclu que le CES serait confié à la société civile et au secteur privé* », a-t-il soulevé, ajoutant que les organisations de la société civile n'avaient pas été consultées pour la modification de la composition du CES. Aristide Velompanahy, président du GESCI, a adopté la même attitude. Il a souhaité qu'une rencontre des organisations de la société civile se tienne afin de rapprocher les points de vue. Madeleine Ramaholimihaso, coordinatrice du SeFaFi, avait été la première à manifester sa réserve sur les 40 membres issus des quatre mouvances politiques, à raison de 10 personnes par mouvance. « *Avec une telle situation, le SeFaFi n'entrera pas dans la structure. Personnellement, j'ai été déjà sollicitée par certaines personnes pour présider le CES mais j'ai refusé* », a-t-elle déclaré.

16 novembre : Eugène Mangalaza tente une médiation pour aider à la constitution de son gouvernement dont la composition ne lui appartient pas. Des déplacements concurrents en régions pour la tête de l'exécutif. La libération des détenus politiques se fait attendre.

Les quatre chefs de file mènent une bataille acharnée pour la conquête des ministères importants. La mise en place du gouvernement d'union nationale piétine. Des tractations sont en cours pour débloquer la situation. Eugène Mangalaza, soutenu par le GIC, a pris l'initiative de relancer les consultations qui avaient été interrompues en début de week-end. Il a fait le tour des états-majors politiques afin de rapprocher les positions. Marc Ravalomanana a adressé un courrier à Joaquim Chissano pour l'alerter sur les points de blocages. Diverses sources indiquent que celui-ci est intervenu auprès des uns et des autres pour demander le retour à la table de négociation. Il a fait remarquer que « *le pays accuse du retard dans l'application des Accords de sortie de crise et que cette situation n'était pas à l'avantage de Madagascar* ». Les négociations en cours sont encore susceptibles de remettre en cause les acquis.

Des déplacements concurrents en régions pour Andry Rajoelina Fetison Rakoto Andrianirina et le Président du Congrès, Mamy Rakotoarivelo. Andry Rajoelina a dû renoncer à se rendre au Sommet mondial de Rome sur la sécurité alimentaire pour cause de retard pris dans la constitution de l'équipe gouvernementale. Il s'est rendu à Brickaville pour annoncer le règlement de près de 3 ans d'arriérés de salaires aux 3.000 ouvriers de la sucrerie de la Sirama. Au même moment, le co-président Fetison Rakoto Andrianirina et le Président

du Congrès de la Transition, Mamy Rakotoarivelo, étaient dans la Région Vakinankaratra. Si, a priori, dans les deux cas, il s'agit d'une simple visite en régions de hauts responsables du régime, il n'en demeure pas moins que ces deux déplacements ont pris une coloration de lutte entre deux courants politiques adverses, chacun promettant son aide à la population locale. On commence ainsi à découvrir les contours d'une lutte politique qui ne manquera pas de s'amplifier au fur et à mesure que la Transition évoluera dans le temps. La cohabitation s'annonce difficile.

Les fonctionnaires ne doivent obéir qu'au président de la Transition. Le secrétaire général de la Présidence, Haja André Resampa, a adressé une note aux fonctionnaires leur demandant de ne recevoir d'ordre que du chef de l'Etat ou du secrétaire général de la Présidence.

Le retard au niveau de la formation de l'exécutif transitoire se répercutera également sur la mise en place des autres institutions prévues par la Charte de Maputo. Pour le moment, seules les présidences du Congrès de la Transition et du Conseil pour la Réconciliation Nationale sont connues. Celui qui présidera le Conseil Supérieur de la Transition demeure encore inconnu, preuve de l'existence d'une grande lutte d'influences au sein même de la mouvance Rajoelina. Si les principaux acteurs de la vie politique veulent encore tenir des élections avant la fête nationale du 26 juin prochain, il est temps qu'ils tombent d'accord sur la composition de l'équipe Mangalaza sinon la Transition ne se terminera que dans une année, comme prévu par la médiation internationale.

Libération des détenus politiques. Le député « légaliste » Raharinaivo Andrianatoandro s'est mis en grève de la faim depuis l'hôpital où il a été admis le 23 octobre. [*Le député avait été arrêté puis placé sous mandat de dépôt le 15 septembre avec quatre chefs d'inculpation : outrage envers un agent de la force publique, violence et voie de faits, attroupement sans autorisation et enfin atteinte à l'ordre public suite à une tentative de manifestation Place de la Démocratie, le 11 septembre*]. Dans un communiqué, il indique qu'il voudrait être le porte-parole des détenus politiques, manifestant sa déception concernant la mise en œuvre de l'Acte additionnel conclu à Addis-Abeba. Il a souligné qu'une semaine après la signature de l'accord, aucune mesure n'a été prise en vue de la libération des détenus politiques. « La mise en œuvre de la mesure de grâce devrait précéder la mise en place du gouvernement ainsi que la désignation de ses membres », a-t-il soutenu. La libération des détenus politiques continue de fait l'objet de désaccords entre les mouvances.

17 novembre : toujours pas de gouvernement, des petites phrases assassines de part et d'autre, des prisonniers politiques dans l'attente. Les mouvances traînent des pieds pour la constitution du Congrès de la Transition qui doit adopter la loi d'amnistie.

Emmanuel Rakotovahiny : «On se bat pour des sièges». Le co-président du Conseil présidentiel sort de ses gonds. Il condamne l'attitude des politiciens incapables de s'entendre pour la formation du gouvernement. « Nous ne savons plus où nous en sommes, où nous allons, qu'est-ce que nous faisons. C'est le laisser-aller total. Seules les affaires courantes sont expédiées. Mais est-ce l'objectif de la Transition ? Nous partons en tournée pour nous mettre en avant, pour dire à la population que nous sommes prêts à collaborer avec elle, pour déclarer que c'est nous qui avons gagné mais que les autres ont perdu. Mais est-ce le moment de faire des tournées ? ». Emmanuel Rakotovahiny dénonce les marchandages pour la composition du gouvernement. Le Conseil présidentiel s'est réuni deux fois mais n'a encore rien décidé. « Le réel problème, c'est aussi notre versatilité, nous n'arrêtons pas de changer d'avis. Nous acceptons une chose le matin, nous avons un autre avis le soir. C'est un réel danger pour le pays. Il suffirait que nous tenions parole, et

nous pourrions avancer. [...] Dès que nous sortons de ce cercle, nous sommes sous la pression des revendications de notre entourage et de nos compagnons politiques ». Et ce dans toutes les mouvances. Certains chefs de file n'arrivent pas à maîtriser leurs troupes (allusion à la mouvance Ravalomanana qui poursuit ses manifestations). « Aujourd'hui, il est devenu très facile de voler, de piller les richesses du pays. Il n'y a plus d'autorité ». Emmanuel Rakotovahiny n'exclut pas de faire appel aux médiateurs internationaux pour régler le problème.

Tirage au sort ? Les mouvances n'arrivent toujours pas à s'entendre sur l'attribution de quelques ministères, l'attente se prolonge. Deux réunions du Conseil présidentiel n'ont pas permis de débloquer la situation. Midi écrit : « Si le délai imparti est écoulé alors qu'aucune entente n'ait trouvée, des observateurs proposent que les mouvances politiques recourent à la formule du tirage au sort pour attribuer les ministères en litige. Ils partent du principe de base qu'aucune des quatre mouvances ne peut se prévaloir d'être supérieure à l'autre. La méthode convient dans la mesure où il n'y a pas eu d'élection démocratique pour les situer. Le tirage au sort pour sortir de l'impasse peut s'avérer moins porteur d'injustice lorsque le dialogue s'avoue vaincu. Dans l'histoire, des rois auraient eu recours à lui, pour mettre sur le compte du hasard la désignation du dauphin parmi des princes ambitieux. Il est possible d'en faire de même pour départager des ministères ».

Constitution du Congrès de la Transition : les mouvances traînent des pieds. Son président, Mamy Rakotoarivelo a annoncé qu'aucune des mouvances n'a encore envoyé de liste de parlementaires pour siéger dans la nouvelle assemblée. Malgré les pressions émanant des uns et des autres, particulièrement de la communauté internationale, on constate un manque d'enthousiasme de la part des mouvances politiques et des « autres sensibilités ». [Selon l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, les quatre mouvances se sont, chacune, vu attribuer 52 postes, le reste (50 sièges) étant conféré aux « autres sensibilités », étant entendu que ces sièges seront attribués notamment aux organisations de la mouvance Andry Rajoelina. Le rôle du Congrès s'avère d'une importance capitale dans le fonctionnement de la Transition. Il exerce, avec le Conseil Supérieur de la Transition, la fonction législative. A ce titre, ces deux chambres constituent le contre-pouvoir de l'Exécutif. Par dessus tout, elle aura pour mission d'examiner et, le cas échéant, de voter le projet de loi d'amnistie adopté par les mouvances politiques lors des négociations du Carlton]. Ce manque d'empressement risque de retarder considérablement la mise en place des institutions de la Transition. La date limite de réception des noms du président du CES et des 32 autres membres de la société civile expire le 19 novembre. Pour la Haute Cour de la Transition (HCT), les candidats du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) devraient être connus au plus tard le 1er décembre.

Déplacements présidentiels : attaques réciproques. La cohabitation à la tête de l'État déjà à l'épreuve. Les mouvances Rajoelina et Ravalomanana se lancent des piques concernant les déplacements d'Andry Rajoelina et de Fetison Andrianirina, respectivement à Brickaville et à Antsirabe. « C'est vrai qu'il y a les échéances électorales. Mais il ne faut pas faire de la récupération politique », a déclaré le directeur de cabinet d'un ministre. A Antsirabe, le co-président a fait valoir la suspension des financements de bailleurs de fonds pour justifier l'interruption de travaux d'aménagement. Le chef de région a répliqué que ceux-ci seraient achevés avant la fin de l'année. Réponse du camp Ravalomanana : « si le gouvernement de fait trouve de l'argent pour finaliser les travaux dont le financement a été suspendu à cause de la crise, tant mieux ». Et d'ajouter au sujet de la promesse d'Andry Rajoelina de régler les arriérés de 3 ans de salaires de la Sirama de Brickaville : « Si le gouvernement neutre, consensuel et inclusif avait déjà été en place, on saurait l'origine des fonds destinés à aider la Sirama ».

Grève de la faim de Raharinaivo-Andrianantoandro. Fetison Rakoto Andrianirina et Mamy Rakotoarivelo se sont rendus à son chevet. Une réunion entre les trois frères d'armes s'est

tenue sur place à huis clos. Faisant référence à la signature de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, Raharinaivo Andrianantoandro a affirmé que « *la mise en œuvre de la mesure de grâce devrait précéder la mise en place du gouvernement ainsi que la désignation de ses membres* ». « *Le député Raharinaivo a eu raison d'entreprendre cette grève, déclare Fetison Rakoto Andrianirina, il le fait pour nous secouer car nous étions trop occupés à la formation du gouvernement. [...] Andry Rajoelina avait procédé à la libération de tous les détenus politiques une fois au pouvoir. Nous espérons donc une réponse favorable à notre demande* », a-t-il déclaré. Une démarche a été engagée auprès de la ministre de la Justice de l'ex- gouvernement Roindefo.

OIF-COI : 1ère évaluation des capacités électorales du 14 au 22 novembre. D'emblée, l'initiative a été saluée par la France qui considère que « *des élections régulières et crédibles passent aussi par une transition concertée et apaisée ainsi que par la mise en place d'un gouvernement représentant toutes les sensibilités politiques malgaches* ». La France déclare qu'elle sera « *particulièrement attentive à la mise en œuvre de la Transition et à la préparation de ces élections, auxquelles il apportera son soutien* ».

18 novembre : les jeunes officiers de la garde rapprochée d'Andry Rajoelina revendiquent les ministères de souveraineté pour le président de la Transition. Albert Zafy s'active pour constituer son Comité National de Réconciliation et promet des enquêtes sur les « affaires ».

Attribution des ministères de souveraineté : des officiers prennent position en faveur d'Andry Rajoelina. 9 officiers, membres du Conseil de la sécurité à la Présidence (CMDS), ont recommandé aux trois mouvances de ne pas revendiquer les ministères de souveraineté, qui doivent revenir à la mouvance Rajoelina, remettant en cause la première répartition faite à Addis-Abeba. « *Au nom de la loi régaliennne, on ne devrait plus toucher aux six ministères (de souveraineté), mais chercher d'autres départements* », a déclaré le colonel Charles Randrianasoavina, commandant de la FIS. « *La fonction régaliennne est sous la responsabilité du chef de l'État [...] Elle ne fait pas l'objet de délégation* », a indiqué le colonel René Lylison, également commandant de la FIS. Les conseillers militaires du président de la Transition rejettent ainsi l'éventuelle responsabilité de l'échec des négociations et du non-respect du principe qu'ils ont brandi. « *Si vous continuez à jouer l'intransigeance, vous pourrez être à l'origine du blocage des affaires nationales* », a averti le colonel Charles Andrianasoavina. L'Express affirme qu'Andry Rajoelina n'est pas étranger à l'utilisation de la carte militaire. Les conférenciers ont d'ailleurs admis avoir eu l'aval du président de la Transition avant de s'exprimer. La déclaration des membres du Collectif des jeunes officiers risque de compliquer les négociations, déjà ardues, dans la mise en place du gouvernement d'union nationale. Elle pourrait également soulever des réactions au sein de l'armée. Déjà, elle a fait l'objet de rectification de la part de la hiérarchie militaire. « *Ces gens-là méritent une sanction pour bien retenir la leçon* », a déclaré le général Rakotonandrasana, ministre des Forces armées. Il a réaffirmé qu'au nom du devoir de réserve, seuls le ministre des Forces armées et le chef de l'état-major général de l'armée (Cemgam) ont le droit de s'exprimer, désirant avant tout éviter d'engager les Forces armées dans la bataille politique. Fetison Andrianirina, co-président et chef de délégation de la mouvance Ravalomanana regrette la déclaration des 9 officiers. Midi affirme qu'Andry Rajoelina s'accroche aux accords secrets dits de « *Rueil-Malmaison* » qu'il aurait contractés avec Didier Ratsiraka lors de son passage en France sur le retour de l'AG des Nations Unies, en présence de Tiébilé Dramé. L'ambassadeur américain a fait part de son étonnement concernant les déclarations des officiers supérieurs, alors qu'ils sont censés être neutres, conformément aux engagements pris à la Conférence militaire d'Ivato.

5 départements de blocage : la Justice, les Affaires étrangères, l'Éducation, les Mines et hydrocarbures, la Communication divisent encore. L'attribution du ministère de la Justice cristallise tout particulièrement les oppositions entre les mouvances Rajoelina et Ravalomanana, pour s'assurer le contrôle des dossiers sensibles. La haute main sur la Justice signifie aussi avoir une influence sur les résultats électoraux, notamment dans la gestion des contentieux. Le ministère de l'Éducation est également très convoité : les acteurs politiques s'intéresseraient aux véhicules mis à la disposition des chefs CISCO ou autres inspecteurs d'enseignements, éparpillés aux quatre coins du pays, pour mener une campagne nationale électorale efficace. Un autre département pour lequel s'entredéchirent les mouvances, c'est la Communication. Déjà, à Addis-Abeba, les mouvances Rajoelina et Ravalomanana n'ont pas caché leur volonté de se l'approprier. Si la première argumente qu'eu égard au fait que le mouvement populaire est née de la censure de l'ancien régime, il semble bien que les partisans de l'ancien président, s'ils s'approprient la Communication, espèrent rouvrir leurs médias qui se résument actuellement à « *Radio Fahazavana* » et au journal « *Tia Tanindrazana* ». Mais plus largement, être à la tête de ce département signifie être à la tête de la radio et de la télévision nationales dont la couverture est à l'échelle du pays. En période électorale et en l'absence d'un organisme de régulation digne de ce nom, avoir un tel moyen médiatique, c'est disposer d'un atout formidable pour peser sur les résultats électoraux. Proposition de quelques sénateurs Arema pour résoudre la répartition des postes ministériels : « *Mettez des co-ministres* ».

Mangalaza Eugène, cherche à dédramatiser la situation dans laquelle le processus de Maputo s'enlise. « *Il n'y a pas que le gouvernement ; il y a d'autres priorités qu'il faut considérer rapidement telle la question de l'amnistie. C'est essentiel dans la mise en œuvre des accords de Maputo* », indique-t-il. Le Premier ministre, qui attend impatiemment la composition du gouvernement qu'il va diriger, prend son mal en patience. Les ministres du gouvernement de son prédécesseur n'ont pas démissionné en bloc et certains s'accrochent encore à leur poste. Il contourne ces résistances en convoquant les secrétaires généraux des ministères pour prendre connaissance des dossiers en cours.

Rappel à l'ordre de la présidence de la Transition. Elle dénonce l'attitude de certains politiciens à la suite de la signature de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Dans un communiqué, elle évoque, entre autres, l'usurpation de fonction ridiculisant le régime transitoire. [*Allusion au comportement de Fetison Rakoto Andrianirina*]

« *Fetison Rakoto Andrianirina privé de son passeport diplomatique* », affirme Midi. Si le co-président de la Transition n'a pas pu rejoindre la capitale italienne pour le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, c'est parce qu'on l'a privé de son passeport diplomatique. Et le quotidien d'ajouter : « *En fait, c'est le deuxième coup bas infligé à ce co-président de la Transition qui n'a jusqu'ici ni bureau digne de ses missions, ni gardes de corps armés, ni tickets de carburant pour les deux voitures mises à sa disposition, ni personnel, ni même de téléphone, après l'arrestation d'un de ses gardes de corps civils. [Arrêté par les forces de l'ordre pour port d'arme illicite, Jules Randrianantoandro a été placé sous mandat de dépôt après avoir comparu devant le tribunal. Il s'agirait du policier qui a été soupçonné d'avoir tué par balle un brigadier de police le 20 avril durant la répression de la manifestation des « légalistes »]*».

Une trentaine de chefs de district mutés. Sans tambour ni trompette, le ministère de l'Intérieur donne un coup de balai. Une trentaine de chefs de districts, sur les 119 que compte le pays, ont été relevés de leurs fonctions. Pour certains administrateurs civils, il s'agit d'un coup politique. Cécile Manorohanta, vice-Premier ministre chargée de l'Intérieur dans le

gouvernement sortant, n'y voit rien d'anormal au vu du délai de service des chefs de districts dans une circonscription.

Albert Zay : menace d'« ampamaoka » [déballage] sur des grands dossiers source d'enrichissement illicite des dirigeants. Le président du CNR (Comité National de Réconciliation), a rappelé devant 450 de ses partisans la stratégie qu'il s'est fixée pour atteindre ses objectifs : Vérité d'abord, réconciliation après. « *Car si les Malgaches n'arrivent pas à se réconcilier, c'est parce qu'il y a un climat de méfiance entre les gouvernés et les gouvernants. Les gouvernants s'enrichissent alors que les gouvernés s'appauvrissent. Pour rétablir la confiance, il faut chercher le pourquoi de cet enrichissement rapide* », a-t-il expliqué. La recherche de la vérité passe par l'élucidation des « affaires » des dirigeants successifs. Et de citer la privatisation des sociétés d'Etat, la gestion des ressources minières, la vente des terrains aux étrangers, ou encore la filière bois de rose. Il annonce son intention de travailler étroitement avec les gendarmes et les policiers pour mener ces enquêtes. Le Pr Zafy s'empresse de mettre en place son CNR, composé de 8 membres (2 par mouvance). Il aurait reçu l'appui des ambassadeurs de France et des Etats-Unis. L'ancien vice-PM, Pierrot Rajaonarivelo, était présent à la réunion organisée par Zafy Albert et il a annoncé son ralliement à sa mouvance.

UE : débloqué progressif et conditionnel des aides. Durant la période de transition, l'UE compte financer différents projets de développement mais leur décaissement est soumis à des conditions, telles que la création et le respect d'un agenda de la Transition et d'une feuille de route. « *Si tout se passe bien, nous établirons un équilibre entre le financement des projets réguliers et l'accompagnement des élections* », avance une source auprès de l'UE à Madagascar. « *Certes, c'est une priorité de la Transition, mais on ne se limitera pas aux élections* ». La mise en place du gouvernement constitue une première étape pour la montée en puissance de la coopération. Le système de débloqué des fonds et la concrétisation des projets dépendent des projets : « *Il y a ceux qui ont été suspendus dans le passé et qui peuvent être repris* », explique-t-on. Le montant de 630 millions d'euros concerne, en fait, des projets du 10^{ème} FED et certains relevant du 9^{ème} FED, au ralenti depuis le 17 mars. Depuis la signature de l'Accord d'Addis-Abeba, la Commission Européenne et le Conseil de l'UE sont en pleine réflexion quant à la reprise des financements gelés. Les bailleurs de fonds internationaux continuent de suivre de près l'évolution de la situation. Le retard de la formation du gouvernement impacte le bouclage de la Loi de Finances 2010 qui est largement dépendante des aides extérieures.

L'ambassadeur américain chez Mamy Rakotoarivelo : 1,7 millions de dollars pour financer les élections. Le président du Congrès a reçu Niels Marquardt qui lui a annoncé l'engagement financier de son pays.

CES : le SeFaFi n'y participera pas. A l'heure où les organisations de la société civile sont appelées à proposer des noms pour former le Conseil Economique et Social (CES), Madeleine Ramaholimihaso a fait savoir que son organisation refuse de participer. Elle estime que l'institution est trop politisée. Sur les 72 membres, seuls 32 sont réservés à la société civile, les quatre mouvances ayant chacune un quota de 10 membres. Cette composition ne permettra pas au CES de fonctionner normalement et d'accomplir la mission qui lui est confiée, estime-t-elle.

19 novembre : le Conseil présidentiel fixe un calendrier et des échéances. La formation du gouvernement annoncée sous 72 heures. Des craintes pour l'unité des militaires suite à la « sortie » médiatique des jeunes officiers.

Constitution du gouvernement : l'exécutif se donne encore 72 heures. Lors de la 3^{ème} réunion du Conseil présidentiel, un calendrier pour la mise en place des institutions transitoires a pu enfin être élaboré. La composition du gouvernement devrait être annoncée sous 72 heures. Il a été demandé à Eugène Mangalaza de jouer le rôle de facilitateur dans la recherche d'un compromis sur les ministères qui sont à la source des blocages. Viendrait ensuite la mise en place du CNR et du Congrès. La déclaration du Conseil présidentiel est perçue comme une tentative visant à rassurer l'opinion mais également les partenaires techniques et financiers. *«Elle [la communauté internationale] est inquiète»*, a rapporté Eugène Mangalaza, qui venait de recevoir les ambassadeurs russe et américain. La situation reste tendue, notamment suite à la « sortie » médiatique de la garde militaire rapprochée d'Andry Rajoelina. Le Premier ministre condamne le climat de méfiance et la compétition électorale des mouvances. Le chef du gouvernement a pourtant prévenu contre les éventuelles conséquences de l'atermoiement des mouvances. *«Nos ressources propres ne peuvent même pas financer le fonctionnement de l'État. Ceux qui disent le contraire mentent. Il faut en chercher ailleurs [...] Si jamais nous n'arrivons pas à sécuriser certains fonds, il faudra serrer la ceinture»*, a-t-il mis en garde. La réunion de Conseil présidentiel n'a pas abordé le point sensible de la répartition des attributions entre le président et les deux co-présidents mais un compromis a été trouvé sur les bureaux attribués aux deux co-présidents, qui vont siéger en définitive au Palais de Verre d'Anosikely, occupé jusqu'ici par la HAT.

Des craintes pour l'unité des militaires. La « sortie » médiatique des officiers conseillers militaires du président de la Transition met à mal la solidarité des hommes en treillis. Les réactions – pour l'instant anonymes – s'enchaînent. Seul le commandant Roger Luc a décidé de rompre le devoir de réserve qu'impose son statut. Cet officier s'insurge contre ce qu'il appelle *«le parti pris d'une dizaine d'officiers»*. *«Les Forces armées n'ont pas à adopter une position partisane»*, lance-t-il. À l'entendre, la déclaration des officiers va, non seulement, *«mettre à mal l'unité des Forces armées»*, mais va en outre *«projeter une image négative de leur corps»*. Pour Roger Luc, les déclarations des militaires sont une pratique qui relève du temps du socialisme. *«Ils n'ont pas été autorisés [à faire cette déclaration], je n'étais pas au courant de ce qu'ils ont fait »*, a déclaré le ministre des Forces Armées, le général Noël Rakotonandrasana. *[Le commandant Roger Luc s'était distingué le 28 août en tenant tête au commandant Charles Randrianasoavina (il avait ce grade à l'époque) et son équipe qui, selon certaines sources, voulaient arrêter Manandafy Rakotonirina, membre de la délégation de la mouvance Ravalomanana aux négociations à Maputo, dès son arrivée au pays. Il avait aussi été aperçu à Ivato lors de l'arrivée de l'ancien Cemgam, le général Edmond Rasolomahandry. En service au 1er RFI à Ivato, il s'occupait de la surveillance à l'aéroport. Une fonction qui justifie sa présence sur le lieu à ce moment]*

Appel à l'intransigeance d'Andry Rajoelina. Les membres des « Forces de Changement pour le Développement » (FCD) appellent Andry Rajoelina à faire preuve d'intransigeance face à la demande de certaines mouvances *«qui cherchent à anéantir la lutte populaire»*. Marson Evariste, le pasteur Andriamanjato Richard, Jean Lahiniriko et Patrick Mounibou estiment que la mouvance Rajoelina a fait trop de concessions.

La neutralité de Tiebilé Dramé mise en cause par la mouvance Ravalomanana. Selon *Le Courrier*, il serait candidat à la présidentielle malienne sous l'étiquette du Parti de la renaissance africaine (Parena), dont il est le président. Il serait en quête de financement français, d'où son attitude jugée partisane vis-à-vis de la résolution de la crise malgache. Une attitude qui lui aurait valu le désaveu de certaines mouvances et son rappel par Ban-Kimoon. *[Rappel : Tiebilé Dramé aurait été témoin de la rencontre Rajoelina-Ratsiraka à Rueil-Malmaison durant laquelle il aurait demandé ouvertement à ce que les ministères de souveraineté reviennent à la mouvance Rajoelina].*

Réconciliation : le GTT prône la «présence des 4 chefs de file à Madagascar». «*La réconciliation souhaitée ne peut se réaliser qu'avec la présence effective, à Madagascar, des quatre chefs de file qui, seuls, en seront les véritables initiateurs, dans l'intérêt d'un climat d'apaisement et de paix civile nécessaire à la tenue des élections*». La déclaration émane du GTT, dans une lettre ouverte adressée au co-président de la Transition, Fetison Rakoto Andrianirina. «*Nous apprécions les efforts que vous menez pour la libération immédiate de tous les détenus politiques*», ont assuré les membres du collectif.

La mouvance Ravalomanana prête pour le Congrès. Selon Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès, la mouvance Ravalomanana dont il est issu, lui a déjà fourni la liste des futurs membres de l'institution transitoire qu'il dirige. *La Vérité* s'insurge contre le versement annoncé de plusieurs millions d'Ar d'indemnités aux représentants de la mouvance Ravalomanana qui viennent d'être désignés pour siéger au Congrès. Son président confirme qu'il s'agit d'épuiser les crédits non utilisés qui avaient été alloués à l'ex-Assemblée nationale. Mamy Rakotoarivelo aurait fait valoir que, «*en parallèle, cette décision a pour vocation d'inciter les autres Chefs de file des mouvances politiques à se précipiter pour nommer leurs membres respectifs du Congrès*».

Mise en place du CES : la société civile en ordre dispersé. La «*Plate-forme nationale malgache de la société civile*» a remis sa liste de 32 représentants. Sous prétexte du respect du délai fixé par la présidence de la Transition, un groupe d'associations a voulu appliquer l'Accord d'Addis-Abeba en établissant une liste. Une initiative qui va à l'encontre de ce que l'Alliance des organisations de la société civile pour la mise en œuvre de la charte de Maputo avait décidé. La «*Plate-forme nationale malgache de la société civile*» est une structure ad hoc créée par les participants à trois réunions qui se sont tenues notamment au Palais d'Ambohitsorohitra. Lalao Randriamampionona, présidente de PFNOSCM, n'a pas voulu attacher trop beaucoup d'importance à cette initiative concurrente émanant d'une organisation inconnue et peu représentative. Elle annonce une assemblée générale de sa structure pour les tous prochains jours. Dans un communiqué, l'Alliance des OSC adhérant aux Accords de Maputo (avec le G E S CI et le CONECS) rappelle que «*le CES doit entièrement revenir aux seules entités du monde économique et de la Société Civile*». André Ramaroson, président du Conseil national économique et social (Conecs), a indiqué sa disponibilité à intégrer le CES.

Le Conseil de sécurité encourage les forces politiques malgaches « à conclure rapidement la formation du gouvernement », a déclaré l'ambassadeur Thomas Mayr-Harting (Autriche), dont le pays occupe la Présidence tournante du Conseil, à l'issue de consultations à huis-clos entre les 15 membres du Conseil. M. Mayr-Harting a ajouté que le Conseil soutenait les efforts des Nations Unies, en particulier ceux de l'équipe de consultation sur les élections qui a été envoyée à Madagascar. Il encourage aussi l'équipe conjointe de médiation à continuer ses efforts pour aider à mettre en œuvre les prochaines étapes prévues dans l'Accord d'Addis-Abeba, en particulier le référendum sur la Constitution et l'organisation d'élections.

20 novembre : les mouvances Rajoelina et Ravalomanana sont entrée prématurément en pré-campagne. Les forces armées dans l'embarras. Les prisonniers politiques source de controverses. Débats au sein de la société civile sur sa participation au CES.

Les dirigeants des mouvances Rajoelina et Ravalomanana multiplient des tournées à l'allure de pré-campagne, avec force promesses à l'appui. Fetison Andrianirina, co-président du Conseil présidentiel, et Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès, se sont

tendus à Ambatondrazaka et à Vohidiala, là où est implanté le silo du groupe Tiko. Ils ont dû affronter la manifestation d'une cinquantaine de paysans qui ont brandi des banderoles qualifiant l'ancien régime de dictature, tout en demandant la restitution de leurs terres, qui auraient été confisquées par le groupe Tiko. C'est à Vohidiala que Marc Ravalomanana a mis la main sur plus de 5.000 hectares des terrains pour y installer sa grande rizerie *Fanampy Rice Mill*. À ce jeu de la politique de proximité et de contact avec la population, Andry Rajoelina n'est pas en reste. Il s'est rendu à Nosy Be pour la célébration de la Journée de l'industrialisation au cours de laquelle il a remis 1,5 milliards Ar à la compagnie sucrière Sirama Dzamandzar pour régler les arriérés de salaires, comme il l'avait fait pour la Sirama Brickaville. *« Aucun des régimes ou gouvernements précédents ne s'est préoccupé de ces ouvriers. Le président Andry Rajoelina ne peut admettre de pareilles situations et c'est la raison pour laquelle il règle les arriérés de salaires des employés », a-t-il déclaré.* Il s'est rendu également à Ambanja pour inaugurer un tronçon de route. Didier Ratsiraka s'interroge et accuse : *« La course aux tournées en province du président et des co-présidents est-elle plus urgente que la mise en place du gouvernement d'union national ? »*

L'après-signature de l'Accord d'Addis-Abeba est ainsi marqué par une véritable effervescence politique, alors qu'aucune des institutions de la Transition n'a pour le moment été mise en place. Dans un communiqué, la Plateforme de la société civile dénonce certains acteurs qui, forts de leur position de leadership, se sont déjà lancés dans une campagne de propagande avant l'heure. Elle regrette que l'Acte additionnel d'Addis-Abeba soit *« interprété, trituré, récupéré, pour pouvoir montrer de manière impudique qui est le vainqueur »*. Le geste d'Andry Rajoelina est perçu négativement par les autres mouvances. Après Brickaville, Fetison Andrianirina, co-président de la Transition, s'était interrogé sur la démarche au nom de l'orthodoxie financière. *« Dans quelle rubrique du budget de l'Etat a-t-il puisé pour financer l'opération ? Le président de la Transition s'est-t-il référé au Premier ministre pour prendre un tel acte de gouvernement ? »*. Régis Manoro, de la mouvance Albert Zafy, critique également l'initiative. *« Une fois de plus, cela prouve son réflexe unilatéraliste.*

Forces armées : l'État-major dans l'embaras. La possibilité de sanctions à l'encontre des jeunes officiers qui ont pris parti en faveur d'Andry Rajoelina fait l'objet de vives controverses. Le général André Ndriarijaona, chef de l'État-major général de l'armée malgache (CEMGAM), affiche la prudence. L'essentiel pour lui est de savoir si ces militaires ont reçu l'autorisation de s'exprimer publiquement. Le commandant Roger Luc, qui avait pris publiquement le contre-pied des jeunes officiers, a déclaré que parler d'une autorisation manifeste l'intention de donner une coloration politique aux affaires militaires. Le ministre des Forces armées, le général Noël Rakotonandrasana, a déjà engagé la responsabilité des colonels René Lylison et Charles Randrianasoavina. *« La hiérarchie militaire semble avoir quelques difficultés à gérer cette multiplication de déclarations aux relents politiques. Pour bon nombre d'observateurs en tout cas, la Grande Muette est devenue bien trop bavarde », écrit Tribune.*

Les prisonniers politiques, source de controverses. Depuis la signature de l'Accord additionnel d'Addis-Abeba, aucun prisonnier politique n'a été libéré. La divergence de vue est flagrante entre les mouvances. La ministre de la Justice de la HAT, Christine Razanamahaso, encore en poste en attendant la nomination d'un nouveau gouvernement, estime qu'il n'y a qu'un seul prisonnier politique dans la Grande Ile, en la personne de Raharinaivo Andrianantoandro, ancien député TIM, incarcéré depuis deux mois. Pourtant, les partisans de Marc Ravalomanana ont dénombré une cinquantaine de personnes encore incarcérées pour des faits liés directement à la crise politique de 2009. Pour Christine Razanamahaso, tous les partisans de Marc Ravalomanana qui sont encore en prison ont été mis en cause pour des délits de droits communs. Les légalistes pensent le contraire, car, selon

eux, les arrestations avaient un lien direct avec la crise politique, quelles que soient les charges retenues.

« *Les familles crient leur détresse* », écrit le quotidien *Les Nouvelles*. Le quartier général des « *légalistes* » a été ouvert spécialement le 19 novembre pour accueillir les familles des personnes arrêtées au cours des événements politiques de 2009. L'objectif de la rencontre était de recueillir les noms des prisonniers concernés afin d'organiser une action concertée auprès des autorités pour leur libération. Plus précisément, il s'agit des détenus politiques qui entrent dans le champ d'application de l'Accord n°2 sur le cas du président Marc Ravalomanana, dont l'article 2 prévoit la « *cessation des poursuites en cours* » et la « *remise en liberté immédiate* ». « *C'est ce que nous exigeons. Et quoi qu'on dise, nos proches sont des prisonniers politiques car ils ont été arrêtés dans le cadre de cette crise et en raison de leurs idéaux politiques. D'autant plus que les Accords de Maputo ont déjà été signés depuis belle lurette* », ont affirmé les familles des victimes. L'épouse de Jules Randrianantoandro, garde du corps du co-président Fetison Rakoto Andrianirina, arrêté par les forces de l'ordre pour port d'arme illicite, était présente. Elle a déclaré ne pas comprendre le motif de cette arrestation.

Raharinaivo Andrianantoandro en est à sa 6e journée de grève de la faim. « *Il entend aller jusqu'au bout de son choix afin de défendre ses convictions pour le bien du pays* », ont indiqué ses proches.

Roland Ratsiraka vice-président de l'autorité de fait HAT : « *Que le Président Andry Rajoelina prenne des mesures si jamais...* ». Il déclare que si les quatre mouvances ne parviennent pas à trouver un consensus et à former un gouvernement, Andry Rajoelina doit prendre ses responsabilités en formant avec le Premier ministre Eugène Mangalaza un gouvernement neutre intégralement constitué de membres de la société civile.

CES : la société civile réclame 40 places. D'après l'Alliance des organisations de la société civile, adhérant aux Accords de Maputo, l'Acte additionnel signé à Addis-Abeba dénature le Conseil Economique et Social (CES) dans sa vocation initiale et met en danger sa mission, du fait que 40 places sur 72 seront désignées par les quatre mouvances. Dans un communiqué signé notamment par le GESCI et le CONECS, les OSC ont fait savoir qu'elles ont entamé un lobbying au niveau des différentes mouvances, afin de les persuader de remettre la désignation des 40 membres à la société civile et au secteur privé. Et ce, tout en tenant compte de la problématique sur le caractère de Loi de l'Acte additionnel. Initialement, la formation de cette institution avait été réservée aux associations et organisations, issues de la société civile.

Le CCOC pour un démarrage de la Transition consensuelle dans un esprit cohérent (et) responsable. Dans un important communiqué, l'organisation de la société civile déclare notamment : « *Le démarrage de la Transition consensuelle semble chaotique au vu de certains des acteurs politiques qui ne semblent pas comprendre l'ampleur de l'engagement qu'ils ont pris à Addis-Abeba. La première condition de réussite d'une transition consensuelle et inclusive qui est plurielle par essence, est, pour les responsables désignés, de l'aborder en ayant avant tout à l'esprit l'intérêt supérieur de la Nation, en se gardant de mettre en exergue ce qui peut diviser, mais au contraire en recherchant ce qui rassemble, laissant de côté les ambitions personnelles, les arrières pensées et les calculs politiques, afin que la population ait la vision d'une équipe cohérente et soudée et donc capable de gagner dans la bataille pour la relance économique et sociale et le retour à l'ordre constitutionnel. La recherche de l'intérêt supérieur de la Nation ne saurait s'accommoder d'une guerre de préséance ou d'une bataille autour des avantages personnels ou des avantages politiques ou financiers présumés que pourraient procurer le contrôle de tel ou tel ministère* ». Le CCOC en appelle : aux parties prenantes de la Transition pour faire preuve d'humilité, de civisme et de respect envers la population et à mettre

en place sans tarder les institutions de la Transition ; aux citoyens, pour qu'ils fassent preuve de vigilance au cours de la mise en place des institutions et dans leur mise en œuvre, afin que cela ne se fasse pas, une fois de plus, à leurs dépens. [Texte complet sur le blog : <http://justmad.canalblog.com/archives/2009/11/02/15654442.html>]

Assemblée générale de l'ONU : intervention du représentant de Madagascar. Zina Randrianarivelo Razafy a déclaré : « *ma délégation voudrait relever ici, à titre national, l'injustice à laquelle elle a fait l'objet le 25 septembre 2009, lors du débat général de la 64ème session* ». En effet, a-t-il rappelé, la question de la représentativité de Madagascar n'était pas à l'ordre du jour du débat général et la Commission de vérification des pouvoirs ne présentera son rapport devant l'AG que le 15 décembre. Le chef de la délégation de Madagascar avait donc les mêmes droits que les autres représentants. De surcroît, a-t-il ajouté, Madagascar n'est ni exclue, ni suspendue de ses droits et privilèges de Membre. Le Règlement intérieur requiert d'ailleurs 2/3 des États Membres pour des questions aussi importantes que la mise en cause de la souveraineté d'un État Membre. Madagascar ne fait l'objet d'aucune sanction ni du Conseil ni de l'Assemblée pour qu'on lui dénie la prise de parole. « *Ce genre de fait constitue une atteinte à la souveraineté de mon pays, une violation du droit inaliénable du peuple malgache que nous dénonçons de toutes nos forces* », a-t-il déclaré.

21 novembre : la constitution du gouvernement de consensus a encore pris du retard. L'UE annonce la prochaine tenue d'un « Dialogue politique » pour sceller le sort de ses relations avec Madagascar. Liberté provisoire pour Raharinaivo Andrianantoandro.

La constitution du gouvernement a encore pris du retard. Annoncé pour ce jour, le gouvernement prend un nouveau retard. Emmanuel Rakotovahiny, co-président du Conseil présidentiel a révélé la « *persistance des blocages* » dans les négociations relatives à la répartition des portefeuilles. Andry Rajoelina a confirmé. Aucune avancée n'aurait été notée depuis le retour d'Addis-Abeba, il y a deux semaines. Les ministères de la Justice et des Affaires étrangères seraient toujours au cœur des marchandages. La mouvance Rajoelina ouvrirait également un autre front pour l'obtention des Hydrocarbures, pourtant incorporés dans le ministère des Mines attribué au camp d'Albert Zafy. D'autres départements, comme la Communication ou l'Éducation, semblent également dans le flou. Eugène Mangalaza a fait une déclaration qui s'apparente à un appel de détresse en direction des chefs de file des mouvances, à quelques heures de l'expiration du délai fixé. Les états-majors politiques tentent de se rejeter la responsabilité du retard prolongé de la mise en place des institutions transitoires. À entendre Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès issu de la mouvance Ravalomanana, la guerre d'usure avec le camp Rajoelina bat son plein. « *La mouvance Rajoelina a suffisamment fait des concessions alors que la mouvance Rajoelina est la plus jeune. Il est temps que ce soit les aînés, les grandes personnes, qui en fassent* », a estimé le président de la Transition. « *Quelle plus grande concession peut-on faire que d'avoir accepté un fomenteur de coup d'État à la tête du pays ?* », a répliqué Mamy Rakotoarivelo. « *Moi, je n'ai revendiqué que la primature. Et encore, cela a fait l'objet d'âpres discussions. Actuellement, seul le ministère des Finances et du budget devrait échoir à ma mouvance, hormis, peut-être, les départements dont personne n'a voulu (Télécommunications, Fonction publique, Santé, Énergie, Industrialisation). Et on me taxe encore de bloquer les discussions pour la mise en place du gouvernement ?* », s'est indigné de son côté Didier Ratsiraka.

Commentaire de L'Express : « *Le président de la Transition semble plutôt vouloir rester un éternel « zandriny », un cadet, voire un benjamin. Un zanaka, un enfant, à qui les « raiamandreny », les parents, doivent céder certains caprices. Comme celui de disposer de tous les jouets symboles de la souveraineté : les billets de Monopoly, les fusils et les chars, le masque du justicier, l'avion qui mène vers l'étranger ... Mais il veut aussi avoir droit au micro pour communiquer* ».

Une fois de plus, la menace de sanctions de la communauté internationale revient sous les feux des projecteurs. Wolfgang Moser, ambassadeur d'Allemagne et représentant de l'UE, a rencontré Eugène Mangalaza. Il lui a signifié le « souhait » de l'UE de voir, d'« *ici deux à trois semaines* », la tenue du « *Dialogue politique* ». Ce rendez-vous devrait sceller le sort des relations entre l'UE et Madagascar après l'expiration du délai de 120 jours d'observation. Le diplomate a précisé qu'il existe « *deux conditions pour le retour de la coopération et des relations avec la communauté internationale* ». Il s'agit de « *la formation du gouvernement de Transition qui devrait fonctionner, et la présentation d'une feuille de route pour les élections* ».

Les jeunes officiers conseillers à la Présidence mis à l'index par le commandant Roger Luc. Il a réagi à nouveau et de manière solennelle à la déclaration du « *Collectif des jeunes officiers* » à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la 20ème promotion de l'Académie militaire d'Antsirabe. « *Ce sont cinq personnes qui ont fait la déclaration, mais pas tous les militaires* », a-t-il souligné, insistant sur le fait que son rappel à l'ordre avait pour objet de « *préserver la neutralité militaire et l'unicité du commandement* ».

Liberté provisoire pour Raharinaivo Andrianantoandro. L'ancien député et porte-parole du TIM a obtenu une liberté provisoire. Mais à cause de son état de santé, il reste à l'hôpital. L'ancien parlementaire affirme vouloir continuer sa grève de la faim jusqu'à la libération des autres partisans de l'ancien président Ravalomanana, encore incarcérés. Au cours de l'audience, son avocat s'est efforcé de démontrer que l'inculpation était non fondée, faute de preuves. Il a insisté sur l'acharnement judiciaire à l'encontre de son client depuis le début de la crise (c'est la troisième fois que Raharinaivo Andrianantoandro se présente à la barre, sans jamais avoir opposé la moindre résistance). Le procès proprement dit aura lieu le 8 décembre.

Le rassemblement des « *légalistes* » au Magro se poursuivra jusqu'à la libération de tous les « *prisonniers politiques* », d'après les affirmations des leaders.

22 & 23 novembre : échec confirmé des pourparlers pour la constitution du gouvernement, un nouveau rendez-vous au sommet est proposé à l'étranger. Reprise de fonction des ministres de la HAT, annonce Andry Rajoelina. Le GIC se déclare « très préoccupé ».

Echec confirmé des pourparlers pour la constitution du gouvernement. « *Nous avons décidé de demander aux chefs de file de se réunir pour mettre fin aux désaccords sur la répartition des ministères* », a déclaré Emmanuel Rakotovahiny, représentant la mouvance Albert Zafy. Le coprésident s'exprimait à l'issue d'un Conseil présidentiel. « *Nous demandons votre bénédiction à vous, la population, car nous sommes obligés de discuter à l'extérieur à cause de l'absence au pays des deux chefs de file. Cela pour chercher ce qui est bien pour le pays* », a déclaré Fetison Andrianirina. En déplacement en province, Andry Rajoelina a été informé de l'initiative et aurait déclaré : « *nous allons encore y réfléchir* ». La proposition du président de la Transition de maintenir l'équipe gouvernementale actuelle ne va pas arranger les choses. « *Si le gouvernement n'a pas pu être mis sur pied, laissons les ministres en poste continuer leur travail [...]. Ils sont compétents et peuvent s'acquitter de leur tâche normalement* », a-t-il expliqué. Eugène Mangalaza semble avoir lancé un message clair sur le sujet en tenant une réunion avec les secrétaires généraux des ministères, plutôt qu'avec les ministres de Rajoelina. Et la suggestion a reçu une réponse négative de la part de la mouvance Zafy. « *C'est illégal et c'est contre l'esprit de Maputo et d'Addis-Abeba* », a rétorqué Emmanuel Rakotovahiny. « *De quel droit, le président de la Transition peut-il prendre une décision unilatérale ?* », s'est-il demandé, tout en soupçonnant une manœuvre politique. La médiation internationale n'a pas encore donné son avis sur cette nouvelle rencontre qui pourrait se tenir à Paris mais on ignore si Marc Ravalomanana

maintiendra son opposition à une rencontre en Europe. Ablassé Ouedraogo, émissaire de l'Organisation panafricaine, a indiqué cependant qu'il n'était pas nécessaire d'envisager une 4ème rencontre à l'étranger : «des envoyés spéciaux se rendront à Madagascar dans le courant de la semaine, pour évaluer et résoudre la question», a-t-il soutenu, insistant sur la nécessité de privilégier une solution « à la malgache ». «On peut organiser des séances de visioconférence», a-t-il ajouté. Joaquim Chissano a annoncé qu'il n'y avait pas de réunion prévue sous l'égide de la médiation internationale. La dernière réunion était celle d'Addis-Abeba. Tous les observateurs s'attendaient à ce blocage. « C'était prévisible, mais ce n'est pas réjouissant, on va encore perdre des jours et des jours », a commenté le co-président Rakotovahiny. « Avec tous ces contretemps, l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'élection présidentielle semblent bien loin », commente RFI.

Tananews : « *la crise politique est loin d'être derrière nous* ». « Après les oufs de soulagement qui ont suivi la signature de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, le soulagement aura été de très courte durée. Après 2 semaines, la Transition n'aura toujours pas réussi à accoucher du gouvernement d'union nationale, Mangalaza Eugène commençant d'ailleurs à se sentir un peu esseulé à Mahazoarivo. A se demander s'il ne finira pas par jeter l'éponge. 2 semaines où, selon Didier Ratsiraka, les prétendants au pouvoir ont jugé plus urgent d'aller en province pour y inaugurer des installations, régler des arriérés de salaires, faire des « rapports » à destination de la population. Antsirabe, Brickaville, Ambatondrazaka, Nosy Be : autant de destinations prioritaires donc par rapport à la mise en place du gouvernement. Les observateurs de conclure que certaines personnalités n'ont aucun intérêt à ce que cette Transition soit mise en place et effectivement le raisonnement peut se tenir : mise en place de la Transition = retour au calme dans le pays. Retour au calme dans le pays = retour au pays de Marc Ravalomanana. Un syllogisme pour nous rappeler que ces 9 mois de crise n'avaient qu'un objectif : le déboulonnage de Marc Ravalomanana de son piédestal et on imagine mal ceux qui ont contribué à ce renversement accepter que l'ancien président puisse revenir tranquillement à Madagascar et pire (pour certains), se présenter aux élections présidentielles prévues en 2010. [...] La donne est donc simple : il faut tout faire pour faire capoter cette Transition, affaiblir encore plus le colosse aux pieds d'argile qu'est cette « présidence collégiale » et dans le même temps, se précipiter pour enrichir son propre palmarès de « zava-bita » [réalisations]. Le dernier signe confirmant cette tendance à tout faire pour faire capoter la Transition est lorsque l'on voit que la Grande Muette... commence d'un coup à devenir une Grande Bavarde. Conclusion : la crise politique est loin d'être derrière nous et ce ne sont pas les gesticulations de la communauté internationale ni la menace d'une quelconque suspension de financement qui y changeront grand-chose ».

Commentaire de Sobika : « *La république des guignols* » (extrait) : « Il n'y a rien de plus fatiguant que de voir tous ces hommes se dire patriotes ou clamer fort qu'ils aiment leur pays alors qu'ils ne sont pas capables de tenir leur engagement. Quand on aime son pays, on ne joue pas au Monopoly sur son dos. "Ce siège pour moi, ce siège pour toi, sans passer par la case prison ou par la case départ, toutes les gares pour moi" ...C'est ainsi que l'avenir de Madagascar se décide actuellement. Soyons francs, qui parmi ces hommes mérite de porter le terme d'élite ? Guignols seraient plus approprié, non ? [...] La résolution d'Addis-Abeba, qui est une abracadabrante usine à gaz jamais vue dans l'histoire moderne d'un pays soi-disant démocratique est la preuve de notre stupidité. Et celle ci ne s'arrête pas là. Elle continue encore à faire son bonhomme de chemin sans se soucier du pays. Mais quand on se croit au Monopoly, qui se soucie des conséquences ? Il suffit de rejouer ! »

Communiqué du GIC : « *La branche locale du Groupe international de Contact sur Madagascar est très préoccupée par le report continu de la constitution du gouvernement inclusif et consensuel de Transition. Selon la Charte de Maputo, la formation de ce gouvernement dans des délais raisonnables constitue la principale étape vers la résolution de l'impasse politique actuelle. Tout retard concernant cette première étape cruciale affecterait la mise en place des autres institutions importantes de la*

Transition, retardant d'autant la tenue des élections, la réconciliation nationale et la reprise de la coopération des partenaires internationaux avec Madagascar ».

Ultimatum du KMDT contre Rajoelina. Le Comité pour la défense de la démocratie et la transition (KMDT) a donné 72 heures à Andry Rajoelina pour rompre les négociations avec les autres mouvances politiques.

Alain Ramaroson, Président du FCD et responsable de la « Commission Sécurité et Défense » se déclare « prêt à descendre dans la rue ». Le président du Masters estime que « *ce n'est pas la peine de faire appel à la communauté internationale, nous pouvons décider de notre sort, dans notre propre pays* ». Il rappelle que les ministères de souveraineté doivent revenir à la mouvance Rajoelina et que ce n'est pas négociable.

CES / Société civile : pour un report de la date butoir. L'Alliance des organisations de la société civile et le Conecs se sont entendus pour l'organisation d'ici la fin du mois d'une Assemblée Générale de l'ensemble de la société civile, sans exclusive. A cet effet, un comité préparatoire a été constitué, qui est chargé de préparer les termes de référence du CES et les critères de sélection. Afin de permettre la mise en place de cette organisation, le comité a écrit à la Présidence de la Transition, pour demander le report de la date butoir pour la mise en place des membres du CES. Les membres de la société civile rappellent que ceux qui vont siéger au sein de cette institution doivent être indépendants des politiques : « *leur nomination par les mouvances jetterait la suspicion sur l'indépendance des membres ainsi nommés. C'est pourquoi des contacts ont été entrepris auprès des mouvances* » pour leur demander de renoncer à leur quota, au profit de la société civile, dans son ensemble. Deux mouvances sur 4 auraient accueilli favorablement cette demande.

24 novembre : un Premier ministre qui ronge son frein. Une improbable réunion des 4 mouvances à Paris. La société civile cherche à se démarquer des opportunistes et à préserver son indépendance.

Gouvernement : Eugène Mangalaza assis entre deux chaises. Le blocage dans la formation du gouvernement, place le Premier ministre dans une situation inconfortable. Faute de formation de son gouvernement, bloquée à cause des divergences entre les quatre mouvances politiques, Eugène Mangalaza ronge son frein. À part sa mission d'animer la consultation des chefs de file, il se contente des audiences avec les opérateurs économiques, mais surtout avec les ambassadeurs qui lui manifestent leur soutien. Il n'a reçu qu'une seule fois les secrétaires généraux, en attendant « *ses* » ministres. Et la déclaration d'Andry Rajoelina, annonçant la continuité des actions des ministres en place, n'arrange pas Eugène Mangalaza. La Garde des sceaux réfute les bruits insistants faisant état de ministres recevant des ordres venant directement d'Andry Rajoelina. Eugène Mangalaza a déclaré au quotidien *Les Nouvelles* qu'il n'avait « *aucune intention de démissionner* », en dépit des rumeurs.

Gouvernement Mangalaza : la mouvance Rajoelina exigerait 40% des sièges. Selon *Midi*, la mouvance justifierait ses exigences en faisant référence aux présidentielles de décembre 2006 à l'issue desquelles les candidats Jean Lahiniriko, Roland Ratsiraka, Herizo Razafimahaleo et Norbert Lala Ratsirahonana, dont les partis (PSDUM, MTS, Leader Fanilo et AVI) évoluent actuellement au sein des « *Forces du changement* », ont obtenu au total environ 40% des suffrages exprimés. Si on applique cette clé de répartition à Marc Ravalomanana, celui-ci pourrait revendiquer 52% des sièges. Il ne resterait donc plus que 4% pour chacune des 2 autres mouvances.

Didier Ratsiraka propose une réunion des 4 chefs de file à Paris. En l'espace de 3 jours, il est intervenu à deux reprises en direct sur *TV Plus*. « *C'est parce que j'ai hâte de sortir définitivement de la crise* », se justifie-t-il. D'après lui, l'Etat malgache ou le Trésor ou la Banque centrale ont suffisamment d'argent pour prendre en charge le déplacement et le séjour des 3 chefs de file dans la capitale française. « *Pour ma part, je suis déjà sur place* », a-t-il fait remarquer. « *Point n'est besoin d'amener des dizaines de personnes* », suggère l'Amiral. Et de proposer que les délégations voyagent sur un vol régulier d'Air Madagascar ou d'Air France. Les partisans d'Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana manifestent de la réticence pour ce nouveau rendez-vous à l'extérieur. Andry Rajoelina semble fort bien s'accommoder de l'absence de gouvernement, puisqu'il vente les mérites de son ancienne équipe ministérielle, qui est toujours en fonction et qui s'étaient désolidarisés du Premier ministre Roindifo. Il est sous la pression continue de ses compagnons d'armes, comme Alain Ramaroson ou les militaires Charles et Lylison, qui exigent de lui qu'il refuse désormais toute nouvelle négociation. Quant à Didier Ratsiraka, il cherche à se placer au-dessus de la mêlée mais sa proposition rencontre également la réticence des médiateurs internationaux. Leur lassitude transparait. « *Aujourd'hui, ce qu'il manque, c'est une force de pression, malgache et populaire pour demander aux responsables de s'entendre une bonne fois pour toutes* », écrit Sobika.

Lalao Randriamampionona : «Les mouvances dénaturent le CES». La présidente de la Plateforme nationale des organisations de la société civile rappelle la contribution de la société civile dans la résolution de la crise. Elle déplore l'opportunisme de certaines associations. Elle déclare à *L'Express* : « *Dans le monde, aucun Conseil économique et social ne dispose de représentants issus du milieu politique. C'est une institution réservée à la société civile, au secteur économique et aux citoyens. [...] Il est clair que la présence de représentants des mouvances politiques au sein du CES en dénaturera complètement le sens et l'identité. Après le sommet d'Addis-Abeba, une alliance, regroupant l'alliance pour l'application de la Charte de Maputo, le Gesci et le Conecs, s'est formée pour se pencher essentiellement sur la mise en place du Comité économique et social. Un comité qui devrait élaborer et préparer des propositions en ce sens a été mis en place. Une grande réunion des groupements les plus importants aura lieu incessamment pour discuter de cette question. Mais comme pour l'attribution de tous les postes dans les institutions de la Transition, le consensus doit être le maître mot. Il faut aussi tenir compte de nombreux paramètres : le secteur d'activité, les régions, les femmes, les jeunes... [...] Le comité a été mis en place pour déterminer les critères. Il y a toutefois des caractéristiques de base auxquelles toutes les organisations doivent obéir. Celles qui viennent juste de naître ne seront par exemple pas retenues. [...] Ce n'est pas parce que je suis épouse de ministre que j'ai un parti pris. L'objectif de l'association, les procédures de prise de décision, tout cela est clair. Je ne peux pas les outrepasser. Contrairement à ce que d'aucuns pensent, ce n'est pas au lit que l'organisation est gérée... [...] Certaines organisations qui se proclament de la société civile n'ont pas compris qu'elles doivent être indépendantes du politique* ».

CNEI : 6 mois sont nécessaires pour sa mise en place, déclare le président du Syndicat national des administrateurs civils. « *Ce délai est nécessaire pour former les responsables et les agents électoraux, et mettre en place toutes les structures* », a-t-il expliqué. Le raccourcissement de la durée de la Transition, souhaité par tous, pourrait donc être incompatible avec la mise en place de cette institution prévue par les Accords de Maputo et qui est indispensable à l'organisation d'élections transparentes, estime *Midi*.

Réservistes : menace de manifestation. Les 816 réservistes, regroupés au sein de l'Association des anciens militaires, réclament une rencontre avec le président de la Transition. Et de laisser entendre que « *les réservistes prévoient d'organiser une manifestation si le régime transitoire ne réagit pas à cet appel* ». Ils demandent la concrétisation des promesses

faites par Andry Rajoelina lors du mouvement populaire, notamment leur intégration au sein de l'armée, l'augmentation des pensions des retraités et les primes de soutien qui leur avaient été promises.

25 novembre : les chefs de l'exécutif tentent de trouver une nouvelle clé de répartition des ministères sous la pression des ambassadeurs de pays membres du GIC qui font peser des menaces de sanctions. Les magistrats désemparés par la lutte des politiques pour le contrôle de la Justice.

Constitution du gouvernement : vers un retour au « package ». Les chefs de l'exécutif cherchent la bonne formule afin de contourner le problème rencontré dans la formation du gouvernement. Ils tentent le système de répartition par lots des départements. La proposition a été entérinée à l'issue d'une rencontre entre les 4 têtes de l'exécutif. La distribution pourrait se faire par lots de ministères de souveraineté, économiques et socioculturels. La question qui se pose est de savoir si la répartition ne touche que les ministères litigieux ou s'il s'agit d'une redistribution générale. Cette formule avait déjà été avancée lors du Sommet d'Addis-Abeba. Eugène Mangalaza a été chargé de consulter les chefs de file des mouvances sur cette proposition. La marge de manœuvre des mouvances se rétrécit. Les ambassadeurs des pays membres du GIC, présents à la réunion, ont rappelé les risques que représente la tergiversation dans les relations avec les partenaires techniques et financiers. L'ambassadeur d'Allemagne a indiqué que l'UE devait tenir dans les prochaines heures une réunion sur Madagascar. Son homologue américain est revenu sur le processus d'éligibilité de la Grande Ile à l'AGO et au MCC. Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, s'est exprimé sur la proposition de Didier Ratsiraka de tenir un Sommet des chefs de file à Paris. Le diplomate a fait part de ses réserves, évoquant les possibles interprétations erronées qu'engendrerait l'initiative.

Ministère de la Justice : les magistrats désemparés. Le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) exprime son impuissance devant la lutte acharnée pour l'obtention du ministère de la Justice entre des états-majors politiques, avec en filigrane le soupçon d'inféoder le corps. Bertholier Razafintsalama, procureur général près la Cour suprême, membre du CSM, a déclaré lors de la présentation de son bilan : *« Avec ce qu'on vit actuellement, je crois que l'indépendance de la magistrature est encore loin [...], mais c'est à nous de lutter pour l'obtenir. [...] Nous sommes dans une période floue. La situation est embarrassante »*, a-t-il déploré.

Commentaire de Sobika : *« Tous ceux qui sont passés au pouvoir, ont voulu de leur vœux les plus pieux une justice indépendante... qu'ils auront pris le soin de choisir ! Il faut dire que chacun traine tellement de casseroles derrière soi qu'il vaut mieux une justice conciliante plutôt qu'une justice qui ferait son travail. Dès lors, personne n'est dupe : la justice malgache n'a jamais été indépendante et ne le sera sans doute jamais. Si la mouvance Ravalomanana veut ce ministère, c'est pour une raison évidente et si la mouvance Rajoelina veut conserver ce ministère, c'est aussi pour une raison évidente : s'éviter des problèmes juridiques et s'arroger l'autorité juridique. L'idéal, dans un monde malgache sans crise et sans hypocrisie serait que ce ministère revienne tout simplement à un membre de la société civile, un magistrat par exemple, non affilié à une mouvance juridique. On parle en coulisses de Jean-Eric Rakotoarisoa, le très médiatique constitutionnaliste, mais il souffre d'une position anti Ravalomanana affirmée avant que la crise n'éclate. On parle aussi de Raymond Ranjeva, mais on doute que cet homme intègre et reconnu vienne s'embourber dans les méandres de la crise, ce en quoi il n'aurait pas vraiment tort »*.

Prisonniers politiques : l'état de santé de Lala Noro Rabemananjara se serait considérablement dégradé. Après la liberté provisoire accordée au député Raharinaivo, la fille de Me Lala Noro Rabemananjara interpelle sur le cas de sa mère, avocate de Manandafy

Rakotonirina, incarcérée depuis 4 mois pour les mêmes motifs que Raharinaivo Randrianantoandro.

Le KMDT revendique la démission d'Eugène Mangalaza et le maintien en fonction des ministres du gouvernement Roindefo. Il estime que la Primature doit revenir à une personnalité qui a participé à la lutte populaire et que les ministres en place doivent être confirmés dans leurs fonctions. Andry Rajoelina doit faire face à des pressions multiples de ses supporters. Une partie de sa mouvance lui reproche de ne pas tenir ses promesses à l'égard des réservistes. Une autre veut l'empêcher d'honorer l'invitation de Didier Ratsiraka pour une autre rencontre afin de défaire le nœud gordien de la composition du gouvernement de Transition. Tandis qu'une autre partie manifeste et réclame le maintien des ministres TGV dans le futur gouvernement, constate *Tribune*, qui ajoute que des fonctionnaires du ministère du Travail et de l'Éducation nationale se mobilisent pour demander le maintien de leur ministre. Mobilisation qui paraît suspecte à certains et téléguidée par le Présidence.

Selon le constitutionnaliste Jean-Eric Rakotoarisoa, les fonctions régaliennes reviennent à l'État et non à une seule personne. Cette déclaration fait suite à la conférence de presse des militaires soutenant la présidence de la Transition.

26 novembre : les militaires somment les mouvances de former rapidement un gouvernement, menaces de sanctions au sein des Forces armées, des ministres encore en fonction font de la résistance, les mouvances convoquées par le GIC au Carlton.

Les militaires somment les mouvances de former rapidement un gouvernement. A les entendre, les troubles politiques ne permettent pas aux forces de l'ordre d'accomplir leur mission. « *Nous exigeons une solution rapide pour la mise en place du gouvernement* », a déclaré le général André Ndriarijaona, chef d'État major général de l'armée (Cemgam). Il était, pour l'occasion, entouré du général Bruno Razafindrakoto, commandant général de la gendarmerie, et de plusieurs autres officiers supérieurs. Les responsables déplorent « *les tergiversations et les retards qui tuent à petit feu la population* ». Retard qui, à en croire le communiqué, gêne les Forces armées dans l'exécution de leurs « *nombreuses missions* », notamment celle d'assurer la sécurité dans les zones rurales. « *Les Forces de l'ordre sont retenues dans les centres urbains pour y maintenir l'ordre devant les troubles politiques* », a poursuivi le Cemgam. Le communiqué, occultant les autorités ministérielles de tutelle de l'armée et de la gendarmerie, réaffirme l'unité des Forces armées sous l'autorité du président de la Transition. « *Selon l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, Andry Nirina Rajoelina est [...] le chef suprême des armées* », a annoncé le Cemgam, fraîchement promu général par le président de la Transition.

Des ministres encore en fonction font de la résistance. Ils multiplient les « *coups d'éclat* » en public pour tenter de sauver leur siège. L'un offre des planches pour la reconstruction d'un stade, une autre multiplie les inaugurations, un troisième se prévaut de « *zava-bita* » durant son court mandat, un dernier profère des menaces de manifestation publique. La tension monte et les atermoiements dans la constitution du gouvernement n'arrangent pas les choses, sans parler des récentes déclarations d'Andry Rajoelina qui se montre favorable au maintien de l'équipe ministérielle en place.

Les mouvances convoquées par le GIC au Carlton. Joachim Chissano de la Sadc et Ablassé Ouédraogo de l'UA vont recevoir séparément les quatre mouvances. Jusqu'ici, le GIC n'envisage pas d'organiser un autre sommet des chefs des mouvances en dehors du territoire

national et s'en tient à sa proposition de visioconférence, proposition refusée par Didier Ratsiraka. Pour Joaquim Chissano, il n'y aurait que quelques « détails » à régler après Addis-Abeba et on devrait en venir à bout dans la capitale malgache. Tiébilé Dramé et Ablassé Ouédraogo partagent cette même conviction. Des voix se font entendre à nouveau pour que ce 4^{ème} Sommet se tienne à Madagascar, avec la participation de Didier Ratsiraka et de Marc Ravalomanana.

1 lettre, 2 intellectuels, 3 propositions pour sortir de l'impasse de la formation du gouvernement. André Rasolo ancien ministre, professeur de sociologie politique à l'Université d'Antananarivo et Mamy Andriamasomanana, directeur de cabinet du maire de Torcy Marne-La-vallée, professeur agrégé, ont adressé une lettre ouverte à Andry Rajoelina, et Eugène Mangalaza. D'après *Sobika*, cette lettre a le mérite de proposer 3 solutions pour sortir de la crise en accouchant d'un gouvernement de Transition. En premier lieu, selon eux, il ne faut pas modifier ni les appellations, ni les nomenclatures, ni les services rattachés à chaque portefeuille ministériel actuel pour éviter des problèmes fonctionnels et financiers de l'Etat. En second lieu, le nombre de ministères ayant été arrêté à 31, ils proposent que chaque mouvance avance autant de candidats qu'il y a de ministères. Il reviendrait alors à ces deux têtes de l'exécutif de faire leur choix, au regard des articles 4 et 5 de la Charte de Maputo : « *Le Président de la Transition qui exerce les fonctions de chef de l'État [...] nomme et révoque, sur proposition du Premier ministre, les membres du gouvernement* ». Ils appellent donc ces deux personnalités à trancher en dernier ressort. En cas de blocage sur un ou des ministères, l'actuel ministre devrait continuer à exercer sa mission et ses fonctions. Si une mouvance bloque une nomination, on considère alors qu'est implicitement d'accord pour que le ministre en place assure la continuité de la mission ministérielle. [Texte intégral sur le blog Justmad : <http://storage.canalblog.com/58/62/448497/46786772.pdf>]

La composition du CES continue de faire débat : le Kmf/Cnoe annonce que si la structure du CES reste inchangée [*avec incorporation de représentants des mouvances politiques*] il n'y participera pas car les débats seront parasités et la société civile n'arrivera pas à apporter et imposer sa vision de la reconstruction de la société.

27 novembre : Andry Rajoelina a réuni les ministres de la HAT en l'absence de l'un des co-présidents et du Premier ministre. La non-installation du gouvernement paralyse le fonctionnement des institutions.

Un Conseil des ministres extraordinaire s'est tenu, sans Fetison Rakoto Andrianirina et Eugène Mangalaza. Le co-président a décliné l'invitation. Il explique dans un communiqué que la convocation aurait dû être faite après consultation des co-présidents et du Premier ministre et que « *la nomination des ministres unilatéralement désignés par l'ancienne HAT doit être abrogées. [...] Les décisions prises au sein de ce Conseil de ministres irrégulièrement convoqué et composé, sont illégales et inopérantes* ». Eugène Mangalaza a préféré lui aussi s'abstenir, sans doute pour ne pas avoir à travailler avec les ministres de l'ancien gouvernement. Emmanuel Rakotovahiny s'est rendu à la convocation mais a eu des mots très durs pour le président et ses ministres. « *Je suis là parce que je respecte le dialogue mais je continue de clamer que je ne reconnais ni légalité ni l'autorité de ses ministres. Ils doivent démissionner mais je vois qu'ils persistent là où ils sont. Et bien qu'ils profitent un peu du temps qu'il leur reste si ça peut les aider à se nourrir. [...] Il n'y a pas de gouvernement et le peuple est miséreux* », s'est-il insurgé. Il a protesté également contre l'absence de protocole pour l'accueillir au Palais présidentiel, alors que les ministres de l'ex-gouvernement Roindifo ont eu droit au tapis rouge. Il a été décidé lors de ce Conseil que la loi de Finances 2010 serait promulguée par voie d'ordonnance. Nathalie Rabe, ministre de la Communication, a tenu à justifier l'urgence des discussions sur

la loi de finances. «Selon les techniciens, l'élaboration de la loi de finances nécessite 26 jours, voire un mois. Il faut donc s'activer avant la fin de l'année afin de pouvoir faire face au paiement des salaires des fonctionnaires et faire fonctionner les ministères dès le début de l'année prochaine», a-t-elle rapporté. L'ordre du jour portait également sur l'entrée en période cyclonique, le pays étant dans un état préoccupant d'impréparation en raison de la crise politique. Andry Rajoelina a émis quelques consignes dans l'élaboration de la loi de Finances 2010. «L'année prochaine sera celle des élections. Il faut limiter les investissements telle l'acquisition de matériels roulants», a-t-il indiqué. En clair, Andry Rajoelina demande la limitation de l'achat des voitures durant la période transitoire. Sur invitation du président, les secrétaires généraux des ministères ont participé au Conseil. Fetison Rakoto Andrianirina a présidé parallèlement au Carlton un mini-Conseil auquel ont participé les pressentis ministres de la mouvance Ravalomanana.

Humeur de L'Express : « Quand un co-président se sent de trop dans un Conseil de ministres où le Premier ministre était absent, on peut se faire une idée de ce que sera une réunion gouvernementale avec des ministres de tous les bords. Chaque camp se regroupera dans un coin et les ministres de mouvances différentes éviteront de se parler. Pire, à l'allure où vont les choses, on risque de voir pour la première fois un Conseil des ministres se transformer en un pugilat ».

Accords de Maputo et résolutions d'Addis-Abeba : l'équipe du Mécanisme de suivi à pied d'œuvre. Présente à Madagascar pour 4 jours, elle est conduite par El Ghassim Wane, vice-président de la Commission Paix et Sécurité de l'UA et composée de représentants de l'OIF, de l'ONU, de l'UA et de la SADC. L'objet de sa mission est d'évaluer la situation en écoutant tous les protagonistes. El Ghassim Wane a mentionné que les solutions doivent être trouvées par les Malgaches et résolues à Madagascar autant que possible.

Un nouveau Sommet à Maputo évoqué. L'idée de tenir un Sommet entre les chefs de file des mouvances politiques à Maputo, pour régler les questions pendantes dans la mise en œuvre du processus transitoire, circule. Pour l'instant, les mouvances Rajoelina et Zafy semblent hésiter sur la proposition. Emmanuel Rakotovahiny, co-président, suggère, lui, une réunion à Antananarivo.

Société civile : initiatives concurrentes. Une autre initiative suit son cours concurrentement à celle initiée par les organisations de la société civile adhérant aux accords de Maputo. Dans une déclaration, l'Union des organisations de la société civile pour l'avènement de la IVème République a affirmé avoir déjà lancé un processus consensuel et inclusif de sélection des candidats de la société civile aux institutions de la Transition. Selon les membres de l'Union, dont l'UNMDH, le Sekrima, l'Unham, le FTMM, plus de 1.000 candidatures ont été reçues à la date limite de réception des offres (le 19 novembre). Ils déclarent également avoir déjà rencontré les principaux responsables des quatre mouvances.

Instauration de la IVème République : entre 10 à 20 millions de dollars pour chaque élection. C'est l'estimation faite par les experts internationaux, rapportée par la Banque mondiale. Toujours selon ces études, un fonds additionnel de 5 à 7 millions par mois serait nécessaire pour diriger les institutions de la Transition. C'est le coût estimatif de cette période transitoire durant laquelle les autorités responsables auront également, selon la Banque mondiale, à accomplir trois principales missions : l'organisation du processus électoral, la gestion des vulnérabilités de la population face aux chocs climatiques et la réduction du ralentissement économique et des pertes d'emplois. La prise en charge des impacts des cyclones de cette saison pourraient en outre générer des coûts annuels de plus de 40 millions de dollars, un chiffre basé sur les précédentes expériences.

Le congrès national de l'Arema organisé par les membres «pierrotistes» attise les dissensions internes. Les membres du comité directeur élus lors du congrès de 1997 ont élevé la voix pour dénoncer la tenue, les 26, 27 et 28 novembre, de ce congrès qu'ils estiment sans fondement ni valeur. *«Pierrot Rajaonarivelo a déjà démissionné le 10 janvier 2007 et il l'a confirmé au cours de sa conférence de presse, au mois d'octobre au Carlton. Il n'est donc plus le secrétaire national de l'Arema et ne dispose plus de pouvoir de direction au sein du parti»,* ont-ils martelé. Pierrot Rajaonarivelo avait annoncé, lors de sa conférence de presse, qu'il comptait remettre ses pouvoirs au président fondateur, Didier Ratsiraka, au cours de ce congrès du parti. Le congrès devrait lui permettre de quitter le parti, pour fonder le sien.

28 novembre : 3 mouvances veulent un nouveau Sommet en Afrique, Andry Rajoelina s'y oppose. 11 portefeuilles ministériels encore en litige. Joachim Chissano annonce son retour pour une mission ponctuelle. Le Kmf/Cnoe dénonce une campagne précoce.

Constitution du gouvernement : nouvel essai infructueux des trois mouvances. Réunies au Carlton, les mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana ont annoncé la mise sur pied du gouvernement sous huitaine, à l'issue d'un Sommet en Afrique. Andry Rajoelina, dont la mouvance n'a pas répondu à l'invitation, a fait savoir depuis Morondava, où il avait jugé plus urgent de se rendre, qu'il y était opposé : *«Je dis clairement qu'il n'y a pas de réunion possible à l'extérieur pour former le gouvernement»,* a-t-il assuré. Trois semaines après l'Acte additionnel d'Addis-Abeba et 5 jours après l'expiration du délai fixé pour la mise en place du gouvernement, des chefs d'institution ont donc tenté ce nouveau pari. Emmanuel Rakotovahiny, porte-parole du groupe, a révélé que *«pour l'instant, 20 ministres font l'objet d'accord entre les quatre mouvances. Il reste à régler le cas des 11 autres départements. [...] À l'issue des négociations, toutes les autres institutions devront également être complétées»,* a-t-il ajouté. Eugène Mangalaza, Premier ministre de consensus, Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès, Albert Zafy, virtuel président du Comité national de réconciliation (CNR) et chef de mouvance, ont participé à cette rencontre. Cette ultime tentative intervient à l'approche d'échéances internationales capitales pour la Transition.

Selon *Midi*, cette proposition de Sommet *«quelque part»* en Afrique, aurait reçu l'aval de Joaquim Chissano. Le retour à Maputo ne serait pas à exclure. *« Si Andry Rajoelina refuse de se rendre à ce rendez-vous, tant pis pour lui. Les 3 mouvances ne peuvent plus attendre. Nous allons trancher sur le partage des 11 ministères litigieux »,* a averti un membre d'une mouvance. Si un nouveau report est enregistré pour la formation du gouvernement, certains s'interrogent quant à l'attitude d'Eugène Mangalaza. Va-t-il démissionner ? Albert Zafy répond à cette question : *« C'est un Premier ministre nommé par consensus. Il est jusqu'ici le seul à être nommé définitivement. Tel que je le connais, il ne va pas jeter l'éponge malgré les difficultés ».*

Hery Rakotobe du Grad Iloafo a annoncé que si les quatre mouvances n'arriveraient pas à s'entendre sur les ministères de souveraineté, ces postes devraient être attribués aux autres sensibilités. De son côté, Ambroise Ravonison (mouvance *«légaliste»*) a annoncé que l'ultimatum qu'il avait lancé est expiré. Il a demandé la dissolution immédiate du gouvernement Roindefo et la démission des responsables de la Transition nommés à Addis-Abeba, qui, selon lui, ne sont pas aptes à assurer leurs fonctions.

Le report continu de la formation du gouvernement commence à susciter l'exaspération de la population, rapporte *Les Nouvelles*. Depuis le début de cette semaine, c'était au niveau de la fonction publique et de l'enseignement. Et actuellement on constate l'apparition de banderoles mentionnant *«Transition, un président unique : Andry Rajoelina», «Les Finances ne veulent pas d'un dirigeant ayant fait des détournements de fonds»* ou encore *«Assez de déplacement à l'extérieur. Ce ne sont pas les étrangers qui vont s'imposer à Madagascar».*

Humeur de L'Express : « Il fallait s'y attendre. On ne peut pas mettre quatre carnassiers dans un même parc sans risquer de graves dégâts. Imaginez un lion, un léopard, un guépard et un lynx rassemblés dans une case. On est sûr que même le meilleur dompteur du monde n'arrivera pas à leur faire jouer ensemble un numéro. Libre à chacun d'imaginer qui correspond à quelle mouvance parmi ces seigneurs de la jungle. Le fait est qu'on peut maintenant comprendre pourquoi certains veulent absolument que tout se passe en Afrique ».

Joachim Chissano de nouveau attendu à Madagascar pour une mission ponctuelle. L'annonce en a été faite par la mission internationale d'évaluation de la situation politique dont le séjour s'achève. Les difficultés ont été identifiées, précise un communiqué, ainsi que les mesures à prendre pour les surmonter. Les modalités de mise en place rapide du Mécanisme de suivi, prévu à l'Article 12 de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, ont aussi été discutées.

La Chargée d'Affaires de l'UE à Madagascar préoccupée. « L'UE est en train maintenant d'examiner l'article 96 de l'Accord de Cotonou qui régit les relations des pays ACP avec l'UE. Les aides budgétaires et les financements sont en effet sujets au respect des cinq axes de cet article. Et les sanctions risquent fort de tomber en raison de la lenteur dans la mise sur pied du gouvernement de consensus », déclare-t-elle.

Le Kmf/Cnoe dénonce une campagne précoce. Son président, Ernest Razafindrabe, interpelle les mouvances politiques. Il les appelle au calme et les invite à ne pas s'adonner à une campagne électorale avant la lettre. « C'est une vieille pratique qui ne devrait plus avoir cours », a-t-il déclaré. « Elle pourrait provoquer d'autres incidents et envenimer la situation déjà très critique en ce moment », a-t-il soutenu. En ce qui concerne la CNEI, institution chargée de la préparation et de l'organisation des élections, il n'a pas caché son inquiétude quant à sa neutralité. Et de laisser entendre que « généralement dans les pays africains, cette institution est toujours tendancieuse de par sa composition ».

Cercle de Réflexion des Economistes : Madagascar a besoin des personnes qui craignent Dieu. Le Courrier rend compte de la réunion mensuelle du Cercle de Réflexion des Economistes de Madagascar (CREM), dont les thèmes de réflexion sont sortis du cadre purement économique. Le Professeur Hugues Rajaonson a tenté de répondre à la question suivante : « De quelles personnes et de quelles institutions Madagascar a-t-il besoin pour son développement ? ». Eléments de réponse : des personnes responsables, respectueuses de la culture malgache, qui sachent associer cette culture aux objectifs de développement du pays, le retour à certaines valeurs comme le Fihavanana ou les valeurs chrétiennes. « Il nous faut des personnes qui craignent Dieu », a-t-il souligné. Dans son intervention, Hugues Rajaonson a évoqué l'existence d'un projet de société conçu par le CREM, lequel sera confié au candidat qui répondra aux attentes de son organisation. Le cercle pourrait proposer son candidat si aucun autre postulant ne répond à ses attentes. Initiative critiquée par l'assistance puisque le CREM devrait rester un organe d'observation.

29 & 30 novembre : Vers un « Maputo III » ? Andry Rajoelina n'a toujours pas fait savoir s'il accepte de poursuivre les pourparlers avec les 3 autres mouvances pour aboutir à la formation d'un gouvernement de consensus.

Vers un « Maputo III » ? Midi croit savoir que le président mozambicain Armando Emilio Guebuza a invité les 4 chefs de file de mouvances à une nouvelle rencontre à Maputo les 3 et 4 décembre. Le Pasteur Richard Andriamanjato, proche d'Andry Rajoelina, a déclaré qu'aller à l'extérieur pour finaliser la répartition des postes ministériels n'est plus nécessaire. « C'est

humiliant pour la Nation », a-t-il ajouté. On ignore si la mouvance Rajoelina acceptera de se rendre à cette invitation. Parallèlement, l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano confirme sa venue à Madagascar pour une « mission ponctuelle » destinée à finaliser la mise en place des institutions de la Transition. Selon des observateurs, en venant à Madagascar, Joachim Chissano a apparemment fait le choix de ne pas vouloir retrouver ailleurs les différents protagonistes malgaches. La mission exploratoire du GIC qui vient de quitter le pays « exhorte les parties malgaches à saisir cette opportunité [mission de Joachim Chissano] pour régler consensuellement la question de la formation du gouvernement, conformément à l'Acte additionnel d'Addis-Abeba».

D'après *Madagascar Matin*, des personnalités politiques proposeraient de contourner le problème en mettant en place une Transition faisant appel aux ailes modérées des trois autres mouvances, avec retour de Monja Roindefo dans les fonctions de Premier ministre.

Dans un communiqué, la mouvance « légaliste » exige la dissolution du gouvernement Roindefo II.

Commentaire de *Midi* : « *Andry Rajoelina doit résoudre son dilemme : choisir entre le gouvernement de la HAT et le gouvernement de consensus. L'avenir de la Nation en dépend. S'il rejoint les autres mouvances, il n'y a plus de raison que le gouvernement de consensus n'accouche pas. S'il trouve que cette réunion des chefs de file est inutile, il doit expliquer devant la Nation qu'il a raison d'agir ainsi. Les enjeux de ce début du mois de décembre sont trop importants pour qu'on laisse la population dans l'ignorance des lendemains*».

Le Grad Iloafo invite la majorité silencieuse et les membres de la mouvance « *Autres sensibilités* » à condamner vigoureusement l'absence de volonté politique chez les dirigeants.

Congrès de l'Arema : Pierrot Rajaonarivelo, réélu SN, rend la direction à « Deba ». Il a été réélu à l'unanimité par les 870 congressistes. Le congrès a toutefois pris acte du souhait du président fondateur de reprendre la direction du parti, tel que Pierrot Rajaonarivelo l'a fait savoir le 18 octobre. Il n'entend pas pour autant décrocher : il annonce la création d'un mouvement en faveur de la réussite d'une transition consensuelle et inclusive. Le site *Mada* écrit : « *La position de Pierrot Rajaonarivelo est ambiguë. A tel point que des questions se posent : Rajaonarivelo restera-t-il toujours à l'avenir à son poste de secrétaire national de l'Arema ? Son projet de plateforme est-il un courant au sein de l'Arema ou un mouvement politique à part ?* »

L'ancien Premier ministre Monja Roindefo attend toujours de recevoir sa décoration de Grand Croix de 1ère classe de l'Ordre National. La cérémonie prévue a été annulée.

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

L'Association des Victimes du 7 février (AV7) demande l'ouverture d'une commission d'enquête internationale sur la fusillade du 7 février devant le Palais d'Ambohitsorohitra. Elle a dénombré 283 victimes, dont plus de 50 morts. L'AV7 a constaté que 9 mois après, aucun bilan exact n'a été communiqué ni effectué par les autorités malgaches.

L'association menace de descendre dans la rue. Elle dénonce les priorités annoncées par le président du Congrès : l'amnistie et la Loi des Finances. Le président de l'AV7 refuse le processus d'amnistie et de réconciliation.

Femmes de ménage Malgaches au Liban : suite à l'émotion suscitée par le récent décès de plusieurs femmes de ménage expatriées [cf. *RP d'octobre*], *Midi* rappelle qu'il y a plus de 6 ans une dizaine de femmes Malgaches victimes de mauvais traitements ont pu quitter le Liban en profitant d'une visite officielle de Marc Ravalomanana et ont rejoint sa délégation à bord de l'avion présidentiel *Force One*. Les familles des travailleuses Malgaches au Liban

interpellent l'Etat et exigent qu'il interdise ce type d'expatriation, comme ce fut le cas pour les Philippines. Elles demandent le recensement des travailleurs résidant au Liban et le recueil d'informations sur leur sort, par le canal diplomatique.

Le Ministère de la Fonction publique a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre l'envoi d'employés Malgaches vers ce pays. Une délégation composée d'un représentant des ministères de la Fonction publique et des Affaires étrangères va se rendre au Liban afin de s'enquérir de la réalité vécue par les employés Malgaches. « *Nous projetons de rapatrier les quelque 4.800 jeunes femmes actuellement au Liban* » si la situation le nécessite, a indiqué le ministre.

Le syndicat des agences de placement Zatoasa (qui ne représente que 24 agences sur une quarantaine) affirme vouloir reprendre ses activités dès que le contrôle des conditions de travail de ces femmes aura été réalisé et que le ministère sera revenu sur sa décision de suspension. Il souhaite relativiser la portée des drames récents, soulignant que plus de 7.000 femmes Malgaches travaillent au Liban. Mais les familles qui choisissent de rapatrier leurs filles doivent rembourser les frais d'avion, le coût du visa et régler une somme d'agent au consulat pour le dépôt de leur plainte, ce que conteste l'agence de placement. A l'arrivée, les employées obtiennent un visa de 90 jours et après approbation de l'employeur, elles obtiennent un certificat de résidence. Leurs papiers officiels sont confisqués. On estime cependant qu'une bonne moitié des employées finissent dans la clandestinité.

Suite aux nombreuses plaintes que l'ONG Tsara Manasoa a reçues des familles de femmes Malgaches travaillant au Liban, la création d'une association de défense est en cours.

« La République domesticaïne ». Selon L'Express, « sur les 30.000 domestiques que compte le Liban, on recense 20.000 Ethiopiennes. Le reste de l'effectif est constitué d'Erythréennes, de Nigériennes, de Soudanaises. Le recrutement remonte à il y a longtemps. Depuis que les femmes arabes refusent de faire ce métier jugé dégradant. Madagascar est une nouvelle terre de prospection, de fournisseur de chair à salon. [...] Membre du conseil consultatif du HCR, le Liban n'est pas signataire de la Convention de Genève de 1951 concernant les travailleurs immigrants. [...] Les domestiques sont considérées comme des servantes et ne sont pas couvertes par le droit du travail libanais. C'est donc peine perdue que d'aller guerroyer à Beyrouth. [...] Le mieux est peut-être de créer une représentation diplomatique dans ce pays. On fera d'une pierre deux coups. On créera un poste de choix pour un futur recalé de la Transition et on entendra moins parler de cette terre compromise, la République domesticaïne ».

Une première enquête vient d'être menée au Liban par l'ambassade de Madagascar en France. Les résultats ne sont pas vraiment reluisants, révèle *Les Nouvelles*. Rinah Rakotomanga, Premier conseiller auprès de l'ambassade, confirme : « *C'est vrai. Il y a des Malgaches qui subissent des violences et des abus sexuels au Liban. [...] Il y a aussi celles qui ne rencontrent pas de problèmes mais pour toutes, le travail est dur* ». En général, les employées de maison travaillent plus de 18h par jour, notamment en été où les employeurs reçoivent beaucoup. « *Comme toutes les femmes Malgaches en général, les employées au Liban préfèrent se taire. Pourtant la police libanaise est là et est prête à les aider en cas de besoin* ». La barrière linguistique ne facilite pas les choses. Un des employeurs responsable du décès d'une des quatre jeunes filles est actuellement en prison. Les employeurs, quant à eux, pensent souvent avoir tous les droits sur leurs employés parce qu'ils ont payé assez cher pour cela à l'agence de recrutement (entre 2.500 à 4.000 euros). Les agences de placement à Madagascar sont fautives du fait qu'elles ne respectent pas toujours les clauses du contrat qui leur font obligation de régler les litiges qui pourraient survenir. Mais plusieurs jeunes femmes ont affirmées qu'elles avaient été battues par les responsables de ces agences lorsqu'elles s'avisèrent de se plaindre. Le président du syndicat patronal a aussi déclaré que « *le ministère*

de la Population et celui des Affaires étrangères sont tout aussi responsables parce que chaque contrat comporte la signature d'un responsable de ces deux ministères ». Une délégation se rendra début décembre au Liban où de véritables investigations seront entreprises.

L'envoi de travailleurs malgaches vers Maurice est suspendu. Cette décision émane de la directrice de la formation professionnelle du Ministère de la fonction publique et des lois sociales.

Travail fictif au Canada : les victimes interpellent les autorités. « Toutes les démarches que nous avons entreprises n'ont abouti à rien. Nous avons épuisé toutes les voies de recours mais sans résultat. Ainsi demandons-nous aux responsables d'intervenir en notre faveur, tout comme pour le cas des victimes des emplois fictifs au Bahamas et des travailleuses au Liban », a déclaré l'un des intervenants, avant d'ajouter : « nous demandons juste à être remboursés ». [Un prétendu bureau de placement privé a recruté des jeunes pour un travail dans une société de pêche canadienne. De 200 à 400 jeunes ont répondu à l'offre et déposé leur candidature].

Les plaintes liées à la vente d'enfants en baisse bien que la pratique se développe. Cette année, aucune plainte de vente d'enfants n'a encore été enregistrée auprès des services de la police. « Les histoires de vente d'enfant ont connu un boom entre 2004 et 2007. Mais le changement de la loi sur l'adoption a freiné les mauvaises pratiques », affirme le chef de division de la police des mœurs et de la protection des mineurs de la capitale. Mais il est de plus en plus fréquent, depuis le début de la crise politique, que des mères de famille, souvent célibataires, vendent leur enfant pour survivre ou le confient à de pseudos centres de réinsertion. L'engagement se termine souvent par un accord d'adoption, en échange d'une somme dérisoire. Pourtant, le service de l'adoption du ministère de la Population déclare qu'il se montre très strict depuis la reprise de l'adoption cette année. « Aucun enfant ne doit plus être assujéti à de ventes clandestines », souligne le directeur de la Protection de la famille et de l'enfance. Il rappelle que toute demande d'adoption doit être transmise par voie officielle. Les parents adoptifs doivent s'acquitter de 200.000 Ar de contribution financière. « Toute adoption passe obligatoirement par un centre officiel où est entamée une très longue procédure », souligne le directeur. Les parents adoptifs doivent prendre un engagement et présenter un rapport tous les 6 mois au centre d'accueil sur l'évolution de l'enfant, puis chaque année jusqu'à ce que l'enfant soit majeur. Un membre de la famille d'un journaliste a révélé qu'au mois de septembre une femme sans ressources lui avait proposé son enfant pour 30.000 Ar pendant qu'elle faisait la queue à un abribus dans les bas quartiers de la capitale.

20^{ème} anniversaire de la CIDE - L'espoir en photos. « Montrer l'espoir des enfants malgaches malgré les souffrances », déclare Ferdinand Ranaivoson, ce jeune garçon qui est parmi les 18 jeunes sélectionnés pour participer à des prises de photos des traces laissées par les événements liés à la crise 2009. « Nous avons pris des photos d'enfants jouant dans la décharge d'Andralanitra pour montrer la joie de ces gamins malgré leur situation », a - t - il expliqué. D'autres photos dévoilent les changements et destructions survenus à cause des violences perpétrées pendant la récente crise. Elles sont présentées dans le cadre d'une exposition tournante inaugurée par le représentant de l'Unicef à Madagascar, Bruno Maes.

Célébration de la Journée internationale sur les violences faites aux femmes : « Tout Madagascar est rouge en matière de violence sur la femme. Il est temps de dénoncer les pratiques entravant les droits de la femme », appelle Mathilde Rabary, présidente de l'ONG « SOS aux victimes de non-droit » et fondatrice du centre d'écoute Mifohaza. Ces pratiques tendent à se répandre, selon les réseaux de défense des droits des femmes. Dans certaines régions, les viols sont très répandus (Maintirano), dans d'autres, c'est la polygamie qui constitue un

véritable désastre (Ambovombe-Androy). Les voleurs de bovidés aspergent d'huile bouillante les femmes (région Bongolava). La violence conjugale est un fléau dans les bas quartiers de la capitale.

Le Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels examine le rapport de Madagascar. La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, s'est rendue au siège des Nations Unies, à Genève, pour défendre son rapport. [Cf détails sur le blog Justmad : <http://storage.canalblog.com/71/33/448497/46218831.pdf>]

Le Parlement européen se préoccupe de la violation des droits de l'homme. Dans une déclaration en date du 16 novembre, cosignée par la présidente de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, Eva Joly, présidente de la commission du Développement, et Louis Michel, co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP, les députés demandent la libération immédiate des prisonniers politiques, notamment des députés et sénateurs du Parlement. Ils soulignent, par ailleurs, la nécessité de mettre en place une enquête internationale indépendante sur les graves violations des droits de l'homme, telles que les arrestations arbitraires et les actes de torture commis par les forces de sécurité. Ils appellent les autorités de la Transition à garantir l'ordre public, constitutionnel et à respecter les principes de la démocratie et de l'Etat de droit. L'Assemblée paritaire ACP qui se réunira à Luanda devrait adopter le 3 décembre une résolution sur la crise à Madagascar.

La chaîne pénale anti-corruption ouvre une enquête sur les importations de vaches laitières et de chèvres sous le régime Ravalomanana. Certaines personnalités concernées par ce dossier ont déjà été auditionnées mais aucun des hauts responsables de l'époque, dont les ministres, n'a pour l'instant été inquiété. La procédure d'achat des animaux en Nouvelle-Zélande fait l'objet d'une enquête approfondie pour déterminer s'il y a eu corruption. Le mode de distribution des animaux aux éleveurs locaux est également concerné. [Le régime Ravalomanana a importé à deux reprises, en 2005 et 2006, 2.100 vaches de race Holstein. Il avait été question d'attribuer les animaux par appel d'offres, en tenant compte de la capacité des éleveurs à assurer leurs besoins en nourriture et en pâturage. Aucune liste officielle des acquéreurs n'a été publiée, hormis quelques éleveurs présentés à la presse dans la région d'Analamanga].

Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2009 : recul de Madagascar. Transparency International a publié son nouveau classement mondial. Par rapport à 2008, la Grande Ile a reculé aussi bien en termes d'indice que de rang. Son IPC est passé de 3,4 points à 3, tandis qu'elle régresse au 99e rang contre 85, sur les 180 pays ayant fait l'objet de l'enquête. En 2004 Madagascar a réalisé un score de 3,1. Après un recul à 2,8 l'année suivante, le pays a retrouvé ce score de 3,1 en 2006. Puis il a gravi quelques échelons ou a gagné quelques point : 3,2 en 2007 et 3,4 en 2008. La présentation de l'étude a été effectuée avec la collaboration de la Friedrich Ebert Stiftung. Le fléau est vécu au quotidien par beaucoup de Malgaches. Le Bianco et le Samifin n'ouvrent une enquête que lorsqu'il y a une déclaration de soupçon. Un compte en banque d'une haute personnalité qui se gonfle subitement, par exemple, ne sera sujet à une enquête que si le banquier fait une déclaration de soupçon. Ce qui signifie que la banque va dénoncer son client, et si jamais le cas de corruption ne sera pas avéré, elle risque de perdre ce client. Si la confidentialité de l'identité de celui qui a fait une déclaration de soupçon est mise à jour, la conséquence sera fatale pour les protagonistes. Les patrons des organes anti-corruption ont beau clamer leur indépendance vis-à-vis des politiques, dans le respect du secret des informateurs, le risque reste trop gros. Les déclarations de soupçon s'avèrent rarissimes.

Communiqué du SeFaFi du 24/11/09 : rappel des vrais objectifs de la Transition. « Après la difficile mise au point des accords de Maputo et d'Addis-Abeba, et leur application plus hésitante encore par ceux qui pourtant les ont signés, le moment est venu de concrétiser les objectifs que s'était donné le régime de transition pour justifier sa prise de pouvoir aux yeux de la nation et de la communauté internationale. Face aux dérives actuelles de la politique politicienne, il est indispensable de rappeler quelques-unes des priorités à mettre en œuvre d'urgence ». Sur le chapitre de l'amnistie et des prisonniers politiques, il réitère son refus de « l'oubli collectif ». « Une véritable réconciliation ne peut intervenir que lorsque justice a été faite. [...] Les délits doivent d'abord être identifiés, reconnus et sanctionnés par le tribunal, avant d'être éventuellement graciés ou amnistiés. [...] Décréter une amnistie avant que les faits ne soient jugés revient à prôner l'impunité, notamment pour les crimes de sang et les détournements de biens publics. C'est pourtant ce que préconisent les accords de Maputo, avec l'aval de la communauté internationale, pour la période comprise entre le 1er janvier 2002 et le 6 août 2009. Pareil dispositif revient à consacrer l'impunité des dirigeants pour leurs infractions et exactions, et à perpétuer le cycle des mouvements de contestations populaire visant à renverser le pouvoir ». Le SeFaFi milite pour la mise en place d'un « processus « Vérité – Réconciliation », qui vise à mettre à nu les exactions perpétrées afin que leurs auteurs avouent et se repentissent devant les victimes ». [...] Etre condamné pour avoir commis une infraction politique ne donne absolument pas le droit d'être libéré. Cependant, cette clause figure dans l'Accord n° 2 de Maputo, ce qui peut conduire à libérer des criminels. S'agissant de l'éthique politique, il constate que « dans le cadre des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, la nomination de personnalités au passé douteux, voire même en délicatesse avec la justice, a provoqué un véritable traumatisme dans l'opinion publique. La classe politique, toutes tendances confondues, ne cesse de donner le spectacle lamentable d'ambitieux et d'affairistes préoccupés de leurs seuls privilèges et indifférents au sort de leurs concitoyens. Les droits de l'homme sont officiellement partie intégrante de notre droit positif. Mais où sont l'intégrité personnelle et le véritable respect de ces droits ? » [Texte intégral sur le blog Justmad : <http://storage.canalblog.com/50/19/448497/46726400.pdf>]

ACTUALITE ECONOMIQUE

Impacts économiques de la crise politique

Effondrement de la consommation des ménages. Le Cercle de réflexion des économistes de Madagascar indique que la crise politique a généré une crise économique qui s'est traduite par une baisse de consommation des ménages de 31 à 37% en un an. Elle touche toutes les catégories sociales et la consommation alimentaire n'est pas épargnée par cette baisse : 61% des ménages sont concernés.

Chômage technique : 41 entreprises se sont déclarées en chômage technique à Antananarivo en octobre, dont 21 sont des entreprises franches, fréquemment touchées par des ruptures de stocks de matières premières ou des retards de dédouanement. De début janvier à fin septembre, 514 déclarations de chômage technique ont été enregistrées. D'après les statistiques officielles, 228.000 emplois ont été perdus à ce jour au titre de 2009.

En raison de la crise politique, l'entreprise franche «Prime view Madagascar» a mis le 26 novembre ses employés au chômage technique en attendant une fermeture définitive. Des milliers de personnes risquent de se retrouver sur le carreau. L'annonce a été faite par simple voie d'affichage, alors que dans le même temps les machines ont commencé à être démontées.

Le budget de 2010 sera essentiellement électoral et financé exclusivement sur ressources douanières et fiscales. Pour tous les scrutins prévus en 2010, des présidentielles aux

législatives en passant par le référendum constitutionnel, la Loi de Finances 2010 prévoit une enveloppe de 40 milliards Ar. Cette somme ne comprend pas les contributions promises par la communauté internationale dès la mise sur pied du gouvernement d'union nationale. Ce budget est jugé insuffisant. « *L'élaboration des cartes d'identité biométriques ainsi que la mise en place d'une commission électorale indépendante exigent des investissements matériels et financiers. Ces actions sont très budgétivores* », déclare Ernest Razafindraibe, président du Kmf/Cnoe. « *Les volets éducation aussi sont très importants. Ce budget risque de ne pas suffire* », poursuit-il. Contrairement au budget alloué aux élections, toutes les dépenses publiques devront se passer des financements extérieurs, aucun financement des bailleurs de fonds ne pouvant être attendu avant la tenue des élections présidentielles, même après les accords d'Addis-Abeba. Le suivi-évaluation des dépenses engagées sur les aides financières précédentes constitue l'un des critères de reprise des financements extérieurs, ce qui prendra du temps. Les ressources locales, à savoir les recettes douanières et fiscales, composeront la totalité du budget. La politique d'élargissement fiscal sera renforcée.

Recours très marqué aux bons du Trésor par adjudication (BTA). La séance des soumissions des BTA du 13 novembre montre que l'Etat manque sensiblement de ressources financières. On note une tendance à la hausse très marquée aussi bien du montant adjudgé que des taux acceptés par le Trésor public. Les offres soumises ont atteint 90 milliards Ar (contre seulement 39 milliards lors l'avant-dernière séance). Le taux moyen pondéré a presque doublé (6,17% contre 3,72%). L'Etat doit trouver coûte que coûte des moyens financiers pour lui permettre, non seulement de faire fonctionner la machine administrative, mais aussi d'éteindre toutes les sources éventuelles de tensions sociales. Le paiement des arriérés de salaire des employés de la société sucrière Sirama est à mettre dans cette catégorie.

Statistiques : enquêtes en panne faute de moyens. Les enquêtes menées par l'INSTAT sont financées par les bailleurs de fonds, notamment la Banque mondiale, l'USAID et l'UNFPA. Certaines ont été suspendues par manque de financement. Ainsi, les enquêtes auprès des ménages et des entreprises n'ont pas pu être réalisées. En outre, le programme de recensement général de la population et de l'habitat est au ralenti. Cette situation va se répercuter sur la prise de décision, aussi bien des décideurs politiques que des bailleurs de fonds. « *Ceux-ci ne débloquent pas les financements sans connaître la réalité* », explique un responsable. En ce qui concerne le suivi des OMD, les évaluations du pays au titre de 2009 ne sont pas disponibles.

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

Appui financier de la France au CSM. La réunion du Conseil Supérieur de la Magistrature qui s'est tenue fin octobre a bénéficié d'un appui financier de l'ambassade de France dans le cadre de la consolidation de l'Etat de droit.

La France souhaite des élections rapides et maintient sa coopération. Le secrétaire d'Etat français chargé de la coopération précise le 3 novembre : « *la France demande que les élections soient organisées le plus vite possible. A la demande du Premier ministre, l'ensemble des programmes de coopération - dans le domaine social, de la santé, de l'éducation, dans l'aide au développement économique - a été maintenu* ».

Cellule africaine de l'Elysée : une nouvelle vision de la situation de Madagascar ? *Le Courrier* note que « *si les Bourgi ou Bruno Joubert ont eu à traiter le dossier malgache sous un angle favorable à Andry Rajoelina, la nomination du nouveau Monsieur Afrique, André Parant, ancien*

Ambassadeur de France au Liban, semble satisfaire tous les proches du dossier Madagascar à Antananarivo. En effet, ce dernier a passé son enfance à Madagascar sur la Côte Est du fait que son père était administrateur de la France d'Outre-mer. Il a été le dernier Vazaha, chef de district de Fénérive-Est, et a noué de très bonnes relations avec les dignitaires de la 1ère République ».

Coopération indienne : des matériels bloqués au port depuis 8 mois. Le début des travaux de construction des usines d'engrais offertes par l'Inde devra attendre. 130 conteneurs d'équipements et 311 tracteurs sont bloqués au port de Toamasina. Certains y sont depuis 8 mois. Ce blocage s'explique par des problèmes administratifs relatifs à des impayés de frais de transport et de magasinage. L'ambassadeur indien a interpellé les autorités malgaches : les matériaux seront endommagés s'ils sont retenus trop longtemps. Les tracteurs ont été achetés en Inde grâce à un crédit de 25 millions de dollars octroyé en 2008 dans le cadre de la coopération indo-malgache. L'appui de l'Inde comprend l'implantation de 5 usines d'engrais, l'achat des tracteurs ainsi que la formation de techniciens de la riziculture.

Madagascar est un pays affamé sur une vaste terre fertile, déclare l'ambassadeur indien. « Pourquoi Madagascar importe-t-elle toujours des jus de fruits venant des autres pays alors qu'elle produit des fruits de qualité comme le litchi, l'ananas, l'orange et les mangues », se demande-t-il. Lors de la cérémonie d'ouverture d'un cycle de formation sur la révolution verte, Azad Singh Toor a estimé que Madagascar dispose de vastes terrains fertiles qui devraient lui permettre de se développer. Dans le cadre de cette formation, le gouvernement indien va partager son expérience en matière de révolution verte avec les techniciens agricoles issus des 22 régions et leur enseigner les technologies modernes, l'utilisation des semences améliorées et les méthodes d'entretien et de préparation des sols. L'ambassadeur a rappelé qu'en 1965 l'Inde importait des produits alimentaires d'Amérique et d'URSS, alors qu'à présent elle exporte du riz et nourrit 1 milliard d'habitants.

« La Chine ne conditionne pas ses aides », déclare le conseiller économique et commercial de l'ambassade de Chine. « La coopération entre la Chine et Madagascar de ces trois dernières années a été définie à travers 8 mesures visant le développement de l'Afrique annoncées au Sommet Chine-Afrique à Beijing en 2006. [...] Le dernier Sommet de Charm-el-Cheik, le 6 novembre, a défini 8 autres points qui cadreront cette coopération dans les trois années à venir dont, entre autres, le partenariat pour faire face au changement climatique, et la mise à la disposition des pays africains d'une enveloppe de 10 milliards de dollars pour des prêts à taux préférentiels.[...] Il n'y a pas de montant fixe, autrement dit il n'y a pas de limite. L'aide chinoise est définie selon la demande du gouvernement malgache. Au cours des trois dernières années, la Chine a répondu, par exemple, favorablement à la demande du gouvernement malgache de financer les constructions de l'hôtel cinq étoiles et du centre international de conférence, prévus pour le Sommet de l'UA. La Chine a également participé à la préparation de l'accueil des 7èmes Jeux des Iles en 2007. À noter que nombre de ces financements sont octroyés sous forme de dons non remboursables. Pour les trois prochaines années, « il y a, par exemple, des projets de construction d'écoles à Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa, ainsi qu'un hôpital à Anjanamasina. Une centrale hydraulique à Mandroka, sur le fleuve Betsiboka, d'un montant de 140 millions de dollars sera aussi construite. Les travaux démarreront dès que les conditions techniques, comme l'étude d'impacts environnementaux, sont remplies. [...] La coopération entre la Chine et Madagascar a toujours été motivée par l'amitié. Nous n'imposons pas de conditionnalités politiques, mais nous prônons plutôt la stabilité et la sécurité. La Chine n'a pas suspendu ses aides malgré la crise politique ». Après avoir reçu l'ambassadeur de Chine, Fetison Rakoto Andrianirina a estimé que la relance de l'économie passe par la poursuite des investissements chinois.

AGOA : le dossier malgache est passé devant la commission d'éligibilité. Les lettres de doléances émanant des employés des entreprises franches pour le maintien de l'AGOA ont été présentées. Des pays partenaires comme Maurice, l'Afrique du Sud et le Swaziland ont fait parvenir leur soutien à Madagascar. Cependant, aucune décision officielle n'a encore été prise.

« *Le MCA quittera Madagascar le 3 décembre* ». Selon le représentant résident du Millenium Challenge Corporation (MCC), c'est à cette date que Madagascar dira adieu aux appuis du programme américain MCC. Le « *Millenium Challenge Account* » conduit par la « *Millenium Challenge Corporation* » est un fonds de développement bilatéral annoncé par l'administration Bush en 2002 et créée en janvier 2004. Ce programme est arrêté un an avant son terme. Selon *Le Courrier*, si Madagascar veut postuler à nouveau, il faut que le pays remplisse 16 critères d'éligibilité. Une fois la demande transmise, l'enquête préalable peut nécessiter de un à deux ans, déclare Glenn Lines, qui précise : « *Avec ce premier accord, nous avons travaillé dans trois projets : la finance, le domaine et l'élevage. La majorité de ces projets ont atteint à 95 % leurs objectifs. Ils peuvent ainsi fonctionner seuls. Ils ont acquis leur autonomie et leur indépendance* ».

Les volontaires du Peace Corps reviennent. La coopération malgache-américaine reprend. Après un départ précipité au plus fort des violences du début d'année, des volontaires du Corps de la paix reprennent leur service.

ONU : appel de fonds de 6 millions de dollars en prévision des cyclones. « *Les agences des Nations Unies à Madagascar font part de leurs inquiétudes grandissantes à l'approche de la saison des cyclones qui pourrait sérieusement affecter la vie de 600.000 personnes. Les prévisions météorologiques indiquent que le pays pourrait être touché par au moins 4 cyclones intenses au cours de la saison à venir, avec des risques potentiels pour la vie et les moyens de subsistance de nombreuses personnes, avec des dommages possibles à grande échelle pour l'infrastructure. La communauté humanitaire à Madagascar lance un appel d'urgence pour obtenir la somme de 6 millions de dollars afin de préparer l'assistance aux personnes vivant dans les régions les plus vulnérables du pays. Les agences tiennent à pré-positionner des approvisionnements d'urgence tels que bâches, médicaments, comprimés de purification d'eau, ainsi que des kits scolaires et de loisirs. Ces deux dernières années, 5 cyclones ont dévasté Madagascar en détruisant 180.000 hectares de terres cultivées et laissé 190.000 personnes sans abris. Les axes routiers demeurent toujours difficilement praticables. Les organisations humanitaires qui sont installées dans les régions du sud ont également dû porter secours aux victimes de la sécheresse de ces derniers mois. Elles ont dans l'ensemble épuisé leurs ressources et elles n'ont pas pu se réapprovisionner à cause de la crise politique* ».

Selon Dia Styvanley Soa, porte-parole du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) « *peut-être à cause de la crise politique, le budget alloué au BGNRC est insuffisant. [...] Un grand nombre de nos entrepôts ont été pillés* ». Au sein des organisations humanitaires aussi, « *le problème est le manque de réserves* », a déclaré le responsable des affaires humanitaires du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Les organisations humanitaires ont eu du mal à susciter l'intérêt de leurs homologues du gouvernement malgache. La crise a provoqué une « *rotation rapide de personnes [clés]* », ce qui ne favorise pas la concertation.

FMI : demande d'audit. Selon *Le Courrier*, le FMI a demandé un audit complet de la gestion de la HAT depuis le 17 mars, date de démission de Marc Ravalomanana et jusqu'à la formation du gouvernement d'Eugène Mangalaza. On se souvient toutefois que le Représentant résident du FMI a donné un satisfecit à la gestion des Finances quand ce ministère était dirigé par Benja Razafimahaleo. Il avait alors indiqué que sa gestion des ressources disponibles était satisfaisante.

Doing Business 2010 : Madagascar gagne 10 places malgré la crise politique. Le pays est classé 134^{ème} sur 183. Cette 7^{ème} publication du rapport de la Banque mondiale mesure la perception des investisseurs étrangers et des entrepreneurs locaux sur le climat des affaires, durant la période de juin 2008 à mai 2009. D'autres critères comme la transparence, l'indépendance de la justice et la facilitation des investissements sont pris en considération. Dans ce Doing Business 2010, Madagascar est bien noté pour la création d'entreprises, l'obtention des prêts et le paiement des impôts. Par contre, une stagnation est observée au niveau de l'embauche des travailleurs et de la fermeture des entreprises. Les indices de rigidité de l'emploi et des horaires, ainsi que celles de la difficulté de recruter et de licencier, restent importantes. La Banque mondiale recommande de revoir à la baisse les indemnités de licenciement accordés aux salariés congédiés, et de réduire, voire supprimer, les obligations liées au préavis de licenciement.

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles

Trafic de bois de rose : l'Etat porte plainte contre les trafiquants. Exportateurs, douaniers, forces de l'ordre et agents administratifs sont sur le banc des accusés. L'affaire est prise en charge par le contentieux de la Primature. La plainte concerne les 12 conteneurs destinés à l'exportation vers la Chine, appréhendés sans manifeste à Vohémar. 18 personnes sont impliquées. L'une d'entre-elles est interdite de sortie du territoire tandis que les 17 autres ont été placées sous mandat de dépôt. A l'issue du jugement, *Tananeews* indique que les condamnés devront s'acquitter d'une amende dérisoire de 22 millions Ar, avant de recouvrer la liberté. « *Le bois de rose, un business très lucratif à Madagascar, si vous souhaitez vous aussi gagner 120 millions de dollars sans avoir rien à craindre de la justice* ».

Commentaire de Tribune : « *Le Tribunal correctionnel de Toamasina a relaxé au bénéfice du doute les premières personnes inculpées. Des personnages clés, comme le maître du port de Vohémar ou les douaniers de cette ville n'ont pas été assignés à témoigner. On ne peut qu'espérer que le parquet fasse appel, ne serait-ce que dans l'espoir que la publicité maximale des débats contribue à rehausser l'image générale de la Justice malgache. Cela paraît d'autant plus nécessaire dans le contexte international actuel, lorsque l'on sait que les grandes ONG internationales en matière d'environnement ont très activement œuvré pour une reprise des financements en faveur de Madagascar, plaidant non sans raisons que la rupture des financements des parcs nationaux avait eu plus d'impact en ce domaine que le coup d'État du 17 mars* ».

Une perquisition a été effectuée dans l'usine de la société Gibson Guitar, aux Etats-Unis : elle serait accusée d'avoir illicitement importé du bois de rose de Madagascar, via l'Allemagne. La loi américaine interdit l'importation de ce type de bois. Ce trafic a semble-t-il pu se faire grâce à une forte corruption. La société dément ces accusations et affirme se fournir légalement.

Le port de Vohémar fermé à l'international. La découverte de trafics de bois précieux dans la partie Nord-est du pays a conduit les autorités portuaires à prendre cette décision draconienne. Pour *Les Nouvelles*, « *ces mesures peuvent être justifiées à première vue, étant donnée l'ampleur des trafics. Mais finalement, elles s'avèrent iniques dans la mesure où aucun discernement n'a été observé.[...] Pour un pays insulaire comme Madagascar, les ports jouent un rôle de premier plan en matière de sortie ou d'entrée des marchandises, que ce soit au niveau national ou international. [...] Au bout du compte, le transbordement des conteneurs entraînera inéluctablement une augmentation du prix du fret dans la mesure où tous les conteneurs doivent être préalablement acheminés vers les ports de Mahajanga, Nosy Be ou Antsiranana* ». La mesure touche en fait toute l'économie de la Sava dans la mesure où elle pénalise les exportations des produits comme la

vanille, le café et le girofle. Le port revient ainsi à son statut initial, font observer les autorités.

Le pillage des ressources naturelles touche de nouvelles régions : 218 billes de palissandre issues d'exploitations illégales ont été interceptées dans le moyen ouest, à Miandrivazo.

Pillage des ressources : une résolution présentée à la Chambre des Représentants des Etats-Unis. Un membre du Congrès a déposé une résolution qui condamne le pillage des richesses naturelles malgaches, à travers les coupes et les ventes illégales de bois de rose. Elle condamne notamment les intimidations perpétrées à l'endroit des structures de gestion des aires protégées, l'intensification des trafics d'espèces endémiques et protégées, l'exploitation minière illégale, la pratique de la culture sur brûlis et la dégradation des ressources des communautés locales. « *L'abattage illégal n'est pas seulement un préjudice irréparable pour l'environnement, mais constitue également un facteur de destruction des ressources nécessaires à la subsistance des communautés locales* » a déclaré Earl Blumenauer. La résolution appelle les pays importateurs à interdire l'importation de bois de rose de Madagascar.

A propos des exportations « autorisées » de bois de rose et de l'indépendance de la Justice : L'Alliance Voahary Gasy, représentant 27 ONG de protection de l'environnement, a déposé le 17 novembre une requête devant le Conseil d'Etat en vue de faire annuler l'arrêté du 21 septembre portant agrément d'exportation à titre exceptionnel de bois précieux à l'état brut ou semi-travaillé. Il leur semble que ce texte va à l'encontre des efforts déployés par l'Etat et tous les partenaires pour instaurer une bonne gouvernance environnementale et un système transparent de commercialisation du bois à tous les niveaux de la filière. Cette décision permettrait de confisquer les produits illicitement exploités et, par la suite, de les vendre au profit du Budget de l'Etat. Les recettes pourraient alors contribuer efficacement à la réparation des dégâts occasionnés par les pillages. L'arrêté en question autorise la « *liquidation des stocks* » avant le 30 novembre 2009. Son annulation malheureusement ne sauvera pas les 43.000 pieds de bois de rose que l'édition de cet arrêté a contribué à saccager. Pour autant, cette annulation aurait un écho très important à propos de l'établissement de l'Etat de droit à Madagascar et également marquerait un pas décisif vers l'indépendance de la Justice.

L'Alliance Voahary Gasy pointe du doigt la forte politisation des administrations chargées des secteurs économique et environnemental. « *Cela fait plusieurs années que la mauvaise gouvernance environnementale et forestière sévit, mais cette année, cela a dépassé tout entendement. Devant cette dégradation soudaine et subite de l'environnement causée par la crise, les Malgaches, associations et organisations œuvrant dans le secteur de l'environnement, se sont regroupés. Mais notre mission ne s'arrêtera pas là. Elle s'inscrit vraiment dans le long terme, en vue d'asseoir la bonne gouvernance des ressources naturelles et de veiller à la gestion des ressources naturelles. Notre objectif est d'instaurer une plateforme de la société civile, forte, respectée, écoutée et responsable. [...] La mauvaise gouvernance a été poussée par les politiciens, et cela concerne tous les dirigeants successifs. [...] La politisation est trop accentuée dans tous les ministères, surtout ceux à caractère économique. Les ministres sont utilisés par leur parti pour utiliser les ressources naturelles au profit de leurs formations ou des dirigeants. [...] La société civile n'est pas faite pour siéger au sein des institutions de décisions. Si nous voulons faire passer des projets de textes et de lois, nous devons avoir un lobby important pour exercer des pressions auprès des instances de décision* ».

Bilan de la période d'agrément exceptionnel : 55 conteneurs exportés. L'Express observe que c'est un chiffre dérisoire par rapport aux 571 conteneurs exportés durant les premiers mois de l'année et qui ont permis à leur propriétaire de faire des profits nets de 120 millions de dollars. Le pillage avait commencé lorsque le régime Ravalomanana a donné le 28 janvier

2009 des autorisations exceptionnelles d'exportation à 13 opérateurs. Une décision qui a boosté la demande, et fait monter une véritable fièvre du bois de rose chez les paysans qui se sont rués vers les réserves et les parcs nationaux.

Les trafics de bois de rose continuent à Maroantsetra, dénonce la population locale. Les autorités ministérielles ont autorisé le transfert de 5.750 rondins de bois de rose vers Toamasina du 31 août au 30 novembre, alors que l'origine du stock reste inconnue. Selon *Midi*, le district serait la vache à lait des hauts responsables de la Transition. Les responsables locaux de l'Environnement et Forêt, responsables des opérations d'inventaire, n'auraient pas été avisés de la décision ministérielle. Outrepassant ses droits, le chef de région a accordé une autorisation d'extension du permis d'exploiter à un opérateur local. L'évacuation de nouvelles coupes de bois de rose se poursuit via des boutres pouvant charger à plus de 50 tonnes par semaine. Compte tenu de cet état de fait, 12 associations ont lancé une pétition. Les exploitants payés par les trafiquants se nourrissent des lémuriens et des oiseaux des parcs nationaux.

Un nouveau rapport de *Global Witness* et de l'*Environmental Investigation Agency* (EIA), divulgué le 27 novembre, révèle l'ampleur de l'exploitation forestière illégale dans les parcs nationaux et les zones protégées de la Région Sava. Les deux organisations à but non lucratif affirment que 150 à 250 mètres cubes de bois de rose précieux, d'une valeur estimée à 800.000 dollars sont *chaque jour* récoltés dans l'illégalité.

QMM primée pour ses actions environnementales. La compagnie du groupe Rio Tinto, basée à Taolagnaro, s'est vue décerner le *Nedbank Green Mining Award 2009* pour la catégorie « *environnement* ». QMM a été reconnue « *pour son travail novateur et son engagement dans l'environnement et la biodiversité, particulièrement pour son impact positif net* ». Bien que la forêt littorale résiduelle de la région Anosy soit très dégradée ou très fragmentée, l'exploitation minière de QMM n'affecterait que 0,4% des forêts existantes.

Exportation d'ilménite de Rio Tinto/QMM : 335 millions Ar de ristournes et redevances sur les 2 premières expéditions. D'après la réglementation, le Trésor doit affecter ces fonds aux différents bénéficiaires selon une clé de répartition prévue par les textes, à savoir : 30% pour l'Etat et les institutions sectorielles nationales, 70% au profit des collectivités, dont 30% pour la Région et 60% pour les communes concernées par l'extraction. Cette somme représenterait 2% de la valeur des produits exportés. QMM travaille en collaboration avec la Région et les communes pour que le programme d'utilisation de ces ristournes minières soit établi et suivi avec les structures représentatives des communautés concernées.

Projet Ambatovy : « 600 à 700 apiculteurs menacés par une catastrophe écologique », écrit *Midi*. Des paysans se sont plaints auprès du ministère de l'Élevage en raison des menaces que font peser des produits chimiques sur leurs activités. Une délégation conduite par le ministre de l'Élevage s'est rendue sur place pour constater de visu la situation, notamment celle des apiculteurs. Selon les paysans, les produits en cause sont utilisés par Sherritt pour la démoustication des zones d'habitation de ses cadres. Une accusation réfutée par la société qui soutient que ces produits ne sont pas toxiques. Selon le ministre, on dénombre entre 600 et 700 apiculteurs dans les zones concernées par cette contamination. On évoque aussi un retard du mûrissement des litchis imputable à ces produits. Cette affaire remet sur le tapis la question de la gestion des grands projets miniers à Madagascar, estime le quotidien.

Sherritt en conflit avec des villageois. A Brickaville, les villageois d'Antokobe ont attaqué une unité de l'exploitant de nickel. Motif de la discorde : un pipeline traverse le village. Bilan des affrontements : 1 mort côté villageois et de nombreux blessés côté Sherritt.

Exploitation de l'uranium. Il faut se préparer pour le début de l'exploitation. Depuis 2006, 15 sociétés étrangères sont en phase d'exploration. *«Il faudrait penser à mettre en place l'autorité compétente qui va se charger d'établir les déclarations de Madagascar relatives au Protocole additionnel de non-prolifération des armes nucléaires»*, a déclaré un chercheur de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires (INSTN). Ceci pour éviter, a-t-il indiqué, le trafic illicite de produits radioactifs. Des voix s'élèvent également pour faire la lumière sur les éventuelles contreparties exigées de ces sociétés minières par l'Etat.

Recherches pétrolières : Rajoelina père, conseiller de la société chinoise Sunpec. Selon la LOI, Yves-Roger Rajoelina, ancien colonel à la retraite ayant servi dans l'armée française, a débuté le 5 novembre une nouvelle carrière de conseiller spécial de la compagnie Sino Union Energy Investment Group Ltd (Sunpec). Ce choix semble stratégique pour la société, qui a annoncé en octobre des découvertes très encourageantes sur son bloc d'exploration. Le patron de Sunpec, le magnat de Hongkong Hui Chi Ming, a communiqué la découverte au marché mais n'aurait pas prévenu l'Omnis comme il est stipulé dans les contrats. Hui Chi Ming est également présent à Madagascar dans le secteur bancaire puisqu'il dirige la Banque Internationale Chine-Madagascar (ex-Compagnie malgache de banque). Trois autres entités ont été créées à Madagascar par Sunpec, qui contrôle ainsi quatre blocs d'exploration. *« Pur dénigrement »* selon Annick Rajaona, porte-parole la présidence de la Transition.

Plainte contre l'armateur du Gulser Ana 2. Le parti Vert Hasin'i Madagasikara a l'intention de porter plainte contre l'armateur-propriétaire du vraquier qui a échoué sur les côtes de Faux-Cap. Trois mois après le naufrage, la société Adonis assure le traitement des résidus qui tapissent la plage. Des milliers de galettes et de boulettes d'hydrocarbure repêchées à la suite du naufrage et enfermées dans des sachets feront l'objet d'une transformation. 280 tonnes de paquets ont été récupérés. 65 km de plage ont été pollués. Jean-Louis Borloo, ministre français de l'Écologie, du Développement durable et de la Mer, en visite à La Réunion, a annoncé que la France allait engager une réforme de l'Organisation maritime internationale (OMI) pour quelle devienne une véritable ONU de la mer. Cette déclaration fait suite à une question de la député-maire de Saint-Paul sur les conséquences de cette marée noire.

Les satellites de la Nasa confirment la recrudescence des feux de brousse. 305 points sur lesquels les feux de brousse se propagent ont été récemment recensés. *«Plusieurs raisons sont à l'origine de ces feux. En général, c'est pour avoir un peu de pâturage pour les bétails ou bien, pour le cas des dahalo, c'est pour effacer leurs traces. Mais ces feux sont surtout un moyen pour la population d'exprimer son mécontentement et sa frustration»*, a déclaré la directrice de la Valorisation des ressources naturelles. Sans aucune mesure radicale pour lutter contre la dégradation des forêts, Madagascar risque de les voir disparaître. Que ce soit en fumée ou sous forme de rondins de bois. Des autorités locales ont permis la culture sur brûlis. Les feux de brousse ont augmenté à 200% par rapport à l'année 2008.

Antananarivo, troisième ville la plus polluée du monde. C'est la conclusion d'une étude menée par l'INSTN. En cause, la pollution automobile et les feux de brousse.

L'exportation d'eau du fleuve Faraony vers l'Arabie Saoudite remise en question. Le ministre de l'Eau a annulé le projet de vente d'eau du fleuve Faraony, dans le sud-est. *« Le ministère ne pourra procéder tout seul à sa conclusion sans l'adhésion des Malgaches. D'où la décision de l'annuler »*, explique Nirhy Lanto Andriamahazo. Il souligne que des considérations techniques ont conduit à cette décision. Le ministre affirme pourtant que ce projet avait été longuement pensé et était en bonne voie : les prospecteurs arabes étaient

venus à Madagascar pour s'enquérir de son avancement. Mais le second projet concernant le nord-est de la Grande Ile suit son cours. Le parti Vert Hasin'i Madagasikara enregistre malgré tout son premier succès.

Contrat de fermage avec la société indienne Varun : Hasin'i Madagasikara interpelle les autorités. Il leur demande de bien analyser les tenants et aboutissants de ce projet de contrat de fermage d'une superficie de 232.000 ha dans la région Sofia pour cultiver notamment du riz, du maïs et des lentilles. Un tel contrat contribuera-t-il réellement à l'essor économique (autosuffisance alimentaire) et à la réduction la pauvreté ? Quelles seront les répercussions de la venue massive d'opérateurs indiens sur les rapports sociaux dans cette région, d'autant plus que les trois quart de la superficie concernée sont déjà mis en valeurs par des agriculteurs locaux ? Quels seront les impacts environnementaux ? Ne faudrait-t-il pas commencer par favoriser l'agriculture familiale et l'agriculture contractuelle avant de recourir aux grands investisseurs internationaux ? Et de rappeler que le régime de Transition ne devrait pas engager le pays dans ce type de grand contrat sans avoir conduit une réflexion sur une politique foncière soucieuse de l'intérêt supérieur de la Nation. *« Nous tenons à rappeler que c'est aux nationaux de cultiver leurs terres et qu'ils doivent eux-mêmes en tirer des profits. [...] Notre parti s'oppose fermement à tout projet d'appropriation foncière par les étrangers. [...] Il faut savoir que le projet Daewoo, initié par le régime de Marc Ravalomanana, a engendré une résistance populaire. La transition ne doit pas refaire les mêmes erreurs. Il ne faut pas que les dirigeants cèdent à la pression internationale face à une demande forte de location ou de cession de terres par des étrangers. Ce n'est ni le moment propice ni la manière de lutter contre la pauvreté. La vente de terres n'est pas le seul moyen de la combattre. [...] La lutte contre la pauvreté ne doit pas minimiser la prise de responsabilité des paysans ».*

Défense des terres malgaches : « la souveraineté alimentaire maintenant ! ». Le Collectif pour la défense des terres malgaches - Tany - a été invité à participer au Forum de la Société Civile parallèle au sommet de la FAO, qui s'est tenu à Rome. Des représentants des mouvements sociaux, ONG et organisations de la société civile venant de 93 pays de tous les continents et directement impliqués dans la lutte contre l'accaparement des terres se sont réunis pour échanger, débattre et coordonner leurs actions. Le Collectif a fait une présentation de deux cas emblématiques à Madagascar : celui sud-coréen de Daewoo Logistics portant sur 1,3 millions d'hectares et celui indien de Varun International sur 232.000 hectares. Il a participé à des groupes de travail pour une recherche de solutions communes contre l'accaparement des terres et pour la souveraineté alimentaire avec des ONG majeures telles que Via Campesina, Fian International, Grain ainsi que des représentants d'organisations paysannes d'Indonésie, d'Uruguay, de Colombie. Dans sa déclaration finale, le Forum de la Société Civile s'est fixé comme mot d'ordre : *« la souveraineté alimentaire maintenant ! »* Il s'est opposé catégoriquement au concept de sécurité alimentaire à l'ordre du jour du Sommet de la FAO et qui justifie l'accaparement de terres agricoles par des Etats ou des grands investisseurs privés en Asie, en Afrique et Amérique latine. [<http://terresmalgaches.info/spip.php?article31>]

Réforme foncière : 297 communes ont été équipées de guichets fonciers opérationnels, dont 55 au cours de 2009, et 164 autres sont en cours de montage. Plus de 100.000 demandes de certificats ont été enregistrées et plus de 50.000 certificats fonciers ont été délivrés depuis le début de l'année 2009. Un bilan globalement positif malgré la crise et la suspension de financements divers, notamment ceux du MCA et de la Banque mondiale.

Environnement : la population de la côte en danger en raison de la dégradation des récifs coralliens. *« Au fur et à mesure que les récifs coralliens disparaissent, les pêcheurs se mettent à la*

recherche de nouvelles zones exploitables. Beaucoup d'entre eux ont déjà abandonné leur habituel surface », explique le directeur technique du Conservation International, zone Océan Indien. Le risque de conflits sociaux entre pêcheurs s'en trouve accru. En outre, le défaut de récifs corallien augment les menaces d'inondation des villages côtiers en cas de cyclone.

Sécurité alimentaire – Relations avec le groupe Tiko

La HAT s'intéresserait à l'usine Fanampy Rice Mill appartenant au groupe Tiko. Une mission d'évaluation s'est rendue à Vohidiala (Ambatondrazaka). Elle était conduite par le ministre des Finances et était composée de représentants de la compagnie d'assurances Aro et de la Sonapar. Ces deux sociétés d'Etat possèdent 60% des actions. Compte tenu des impayés de Fanampy Rice Mill, la HAT pourrait prendre en main son exploitation en guise de dédommagement. Fanampy Rice doit encore 17 milliards Ar à ces deux sociétés. Le groupe Tiko se déclare ouvert au dialogue pour régler cette affaire dans un cadre légal. Ce contentieux intervient après le litige concernant l'usine de production de farine Mana de Toamasina appartenant à ce même groupe Tiko. Les 7.200 ha de terres acquis (dans des conditions contestées) par cette société du groupe Tiko ont créé la discorde dans la population, qui a commencé, depuis le début de la crise, à s'approprier les terrains et à construire. Les squatteurs sont de plus en plus nombreux et les techniciens capables d'assurer la maintenance du matériel de production ont quitté les lieux.

La Task force a lancé une enquête sur les acquisitions de terrains par le groupe Tiko. 11 éléments de la Task force se sont rendus à Vohidiala le 26 novembre pour enquêter sur les terrains que le groupe se serait approprié illicitement. Les mandataires ont été accueillis dans les locaux de Fanampy Rice et Feedmil par une quarantaine de «gardiens» équipés d'armes blanches, auxquels des « renforts » se sont adjoints peu après. La gendarmerie s'est rendue sur place rapidement, évitant de justesse un affrontement.

Tentative de squat des terrains de Tiko. Selon Madonline du 27/11, un groupe de personnes mobilisé particulièrement par des militaires a tenté d'occuper les terrains destinés à la riziculture. Des militaires seraient venus dans la région pour inciter la population à squatter ces terrains. « Ces terrains appartiennent depuis longtemps de manière tout à fait légale à Tiko », a répliqué un responsable local de la société. Les gendarmes se sont opposés à cette occupation. Tiko dénonce l'initiative des militaires qui est en contradiction avec les Accords de Maputo prévoyant la protection des biens de Marc Ravalomanana.

Tiko perd contre Sonapar et Aro. Le jugement rendu par le tribunal stipule que la société doit leur payer des dommages-intérêts, annonce l'avocat du groupe, sans pour autant vouloir en révéler le montant. Le litige entre ces trois sociétés porte sur des crédits non remboursés destinés à l'usine Fanampy Rice Mill. « Depuis janvier, l'usine n'a pas pu tourner normalement compte tenu des pillages dont nous étions victimes. De ce fait, le groupe Tiko n'a pas pu honorer ses engagements », se défend un responsable. Des négociations sur la reprise du partenariat ont cependant été entamées. Des employés de Tiko ont repris la culture de riz.

Les dirigeants du groupe Tiko se concertent en Afrique du Sud, afin d'examiner la possibilité de la reprise de ses activités avant la fin d'année. « Les conditions restent complexes, Nous sommes toujours en chômage technique », annonce un haut responsable. Certains produits Tiko continuent cependant à être présents sur le marché, en dépit des pillages qui n'auraient pas cessé. Le groupe engage une procédure visant une ouverture d'enquête à l'échelle internationale, de nombreux partenaires, dont un investisseur suisse, ayant été lésé. Midi affirme que les réquisitions de biens et usines du groupe n'ont profité qu'à une minorité qui s'est enrichie très rapidement. De nombreuses voitures de Tiko auraient été perquisitionnées et immatriculées au nom des particuliers.

Trafics de drogue : une soixantaine de Malgaches détenus à Maurice. La recrudescence de ce commerce a mis les autorités de l'île sœur en alerte : désormais, tout Malgache débarquant à Maurice est systématiquement fouillé à l'aéroport. La législation mauricienne est très sévère en la matière. L'océan Indien pourrait devenir la troisième route de la coke. En effet, elle est à la croisée du marché asiatique en perpétuelle expansion et du marché africain, niche fertile du commerce des stupéfiants. Cannabis, cocaïne, LSD, Ecstasy ainsi que des médicaments comme l'artane ou le rivotril, transformés en produits narcotiques, sont ainsi présents sur les marchés de l'océan Indien. Avec 5.000 km de côtes et des contrôles frontaliers insignifiants, Madagascar est accessible au trafic. La COI a fait part de sa préoccupation.

Blanchiment d'argent : le secteur automobile est exposé. Le Samifin a organisé une séance d'information pour les concessionnaires de voitures neuves de la capitale, afin de leur faire connaître le mécanisme du système anti-blanchiment ainsi que les obligations des opérateurs économiques. Selon la recommandation du Groupe d'Actions Financières Internationales (GAFI), les concessionnaires automobiles ont une obligation de déclaration de soupçon auprès des entités compétentes mais la réglementation malgache ne prévoit pas une telle disposition. Seuls les établissements financiers sont tenus (théoriquement) de faire des déclarations de soupçon, ainsi que les opérateurs des filières pierres précieuses et or. Il est de notoriété publique que le secteur automobile malgache est particulièrement exposé au blanchiment d'argent. Il n'est qu'à observer l'impressionnant parc automobile de 4x4 rutilants, aux prix exorbitants, pour s'en convaincre.



Enfin le haut débit à Madagascar. La grande Ile est reliée au monde par un câble international sous marin en fibre optique. Lion d'Orange a été accueilli à Antananarivo en présence des plus hautes autorités de l'Etat. Le directeur général d'Orange Madagascar a rappelé l'importance de la libéralisation du secteur des Télécommunications. Les nouvelles technologies devraient favoriser l'émergence de nouvelles activités et de nouveaux métiers. Lion est financé par un consortium associant Orange Madagascar, Mauritius Télécom et France Télécom S.A. D'une capacité

1,3 téra-bit/s, ce câble relie Madagascar au reste du monde via la câble Sat3-Wasc-Safe déjà existant en Afrique et via la Réunion et Maurice, les deux points de connexion au câble Safe, reliant l'Europe à l'Asie, en passant par le sud de l'Afrique. Lion permettra de renforcer les liens de Madagascar avec les îles sœurs de l'océan Indien. La station d'atterrissage du câble à Toamasina constituera pour la région Est une véritable opportunité de devenir un pôle numérique et de renforcer son économie. Les professionnels avancent que ces infrastructures permettront aux entreprises malgaches de créer plus de 20.000 emplois en 6 mois.

Industrie sucrière. 2 milliards Ar pour les 3.000 salariés de Sirama Brickaville. Ils vont percevoir près de 26 mois de salaires impayés pour solde de tout compte. Certains salariés comptent jusqu'à 3 ans d'impayés. Andry Rajoelina s'est rendu sur place pour faire cette annonce. La sucrerie est la première des 4 unités de l'entreprise publique à bénéficier de cette mesure. L'Etat doit encore verser 18 milliards de charges patronales à la CNAPS. L'usine de Brickaville ne compte plus que 400 salariés. Le ministre de l'Economie a constaté la

dégradation des infrastructures de la Sirama « à cause de la mauvaise gestion des responsables depuis ces dix dernières années ». Le PDG de la Sirama, Moana Essa, s'est toutefois engagé à faire tourner les usines de Nosy-Be et Brickaville. Celles d'Ambilobe et de Namakia sont en contrat de location avec la société chinoise Complan. L'objectif est d'accélérer la privation de ces unités pour que la Grande Ile redevienne exportatrice de sucre dans 3 ans, alors qu'elle doit en importer actuellement. L'avenir de l'industrie sucrière malgache est encore incertain, la privatisation risquant de se traduire par de nombreux licenciements. Les sources de financement de cette mesure font débat. Selon *Midi*, les 2 milliards en question ne sont autres que des avances du Trésor public. A charge pour la Sirama de les rembourser ultérieurement sur produits de cessions de la société d'Etat en cours de privatisation ou sur d'autres produits que cette société est capable d'offrir. La même opération a été conduite à Nosy Be avec fort battage médiatique en faveur d'une autre unité de production de la Sirama (montant : 1,5 milliards Ar pour 976 salariés)

Des milliards d'arriérés du BTP. Les arriérés du secteur bâtiment et travaux publics, vis-à-vis de l'Etat malgache, s'élève à 100 milliards Ar. Ce montant concerne la TVA, impayée durant les quatre dernières années. Les acteurs intervenant dans le secteur ont demandé à l'Etat de tenir compte de ces arriérés dans le cadre du projet de Loi de Finances 2010.

Injet : « votre publicité préférée ». *Tananews* indique que depuis quelques semaines, l'agence publicitaire Injet, propriété d'Andry Rajoelina, a lancé le concours « votre publicité préférée ». Il s'agit de relancer l'entreprise, boudée par les annonceurs suite aux événements politiques, tout en empochant au passage un joli pactole sur fond de vote non contrôlé par huissier. En effet, pour le prix d'un SMS à 400 Ar, le quidam peut exprimer son attachement à son panneau préféré qui deviendra le panneau « number one ». Or, au final, le vote n'aura aucune importance puisque le gagnant est déjà désigné. Injet a fait savoir depuis plus d'une semaine que le vainqueur serait la société de télécom Telma [Telecom Malagasy, dont France télécom est actionnaire à 34%], le premier et plus important client d'Injet, récompensé pour avoir maintenu ses contrats durant la crise politique. [Telma a investi plus de 70 millions de dollars dans les 3.200 kms de fibre optique du backbone national pour rendre l'internet à Très Haut Débit aussi accessible que le mobile partout à Madagascar et rendant possible le service 3G+]. Le groupe va célébrer en grande pompe son 10ème anniversaire par un grand spectacle populaire au stade de Mahamasina.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, Madagascar Matin, Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), L'Express de Maurice, Sobika, TopMada, Madagate, Tananews, Times of Madagascar, Reflexiums, Actumada, Madonline, 24heures.mg, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, IPS, News Press, MISNA, APIC, Xinhua, Les Afriques, Courrier international, RFI, TV5 Monde, Blog d'Alain Rajaonarivony, Blog de Sammy Rasolo, orange.mg, moov.mg, 20 minutes, Mada.pro, Les Echos, IRIN News

Taux de change : au 30/11/2009, 1 euro = 2885 Ariary (cours pondéré)
Au 31/01/2009, le cours était encore inférieur à 2500 Ar pour 1 euro.

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le Blog
<http://justmad.canalblog.com/>

DROITS DE L'HOMME à MADAGASCAR

Vous pouvez vous y abonner

Le Blog propose en outre une sélection d'analyses, des « *libres opinions* » des documents de référence parus dans la presse malgache et un recueil de dessins de presse